



DIAGNOSTIC DU SECTEUR PRIVÉ (CPSD)

CRÉER DES MARCHÉS EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Pour une exploitation productive et durable des ressources naturelles

Mars 2022



WORLD BANK GROUP

THE WORLD BANK
IBRD • IDA

IFC

International
Finance Corporation

About IFC

IFC—a member of the World Bank and member of the World Bank Group—is the largest global development institution focused on the private sector in emerging markets. We work in more than 100 countries, using our capital, expertise, and influence to create markets and opportunities in developing countries. In fiscal year 2021, IFC committed a record \$31.5 billion to private companies and financial institutions in developing countries, leveraging the power of the private sector to end extreme poverty and boost shared prosperity as economies grapple with the impacts of the COVID-19 pandemic. For more information, visit www.ifc.org.

© International Finance Corporation 2021. All rights reserved.
2121 Pennsylvania Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20433
www.ifc.org

The material in this work is copyrighted. Copying and/or transmitting portions or all of this work without permission may be a violation of applicable law. IFC does not guarantee the accuracy, reliability or completeness of the content included in this work, or for the conclusions or judgments described herein, and accepts no responsibility or liability for any omissions or errors (including, without limitation, typographical errors and technical errors) in the content whatsoever or for reliance thereon. The findings, interpretations, views, and conclusions expressed herein are those of the authors and do not necessarily reflect the views of the Executive Directors of the International Finance Corporation or of the International Bank for Reconstruction and Development (the World Bank) or the governments they represent.

Photos: Clockwise: Natalia Agapitova; MONUSCO/Abel Kavanagh inga; Monica Carlson/USAID; MONUSCO/Myriam Asmani

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	IV
ACRONYMES	V
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	VII
Secteur Extractif	IX
L'agro-Industrie	X
La Forêt	XI
Améliorer la gouvernance dans la mise en place des politiques économiques	XIII
MATRICE D'ACTION	
01. CONTEXTE : UNE FENÊTRE D'OPPORTUNITÉ POUR RÉFORMER UN PAYS TRÈS FRAGILE	1
02. L'ÉCONOMIE ET LE SECTEUR PRIVÉ : AXÉS SUR LES RESSOURCES	4
A. Une performance économique dominée par les fluctuations du secteur minier	4
B. Présence croissante de la Chine dans l'économie congolaise — opportunité ?	11
C. Un secteur privé mixte : les grandes entreprises coexistent avec les entreprise micro-informelles	12
03. QUESTIONS DE POLITIQUES TRANSVERSALES (ET SOLUTIONS POSSIBLES)	16
A. Une faible gouvernance (y compris les droits de propriété et la justice économique)	18
B. D'importantes questions liées à la politique fiscale et parafiscale	19
C. Les entreprises d'État peu performantes constituent également un sérieux obstacle à l'économie	22
04. QUESTIONS DE POLITIQUES SECTORIELLES (ET SOLUTIONS POSSIBLES)	26
A. Secteurs structurants	26
Transport et logistique	26
Énergie	35
Eau	42
Infrastructure numérique	44
Secteur financier	52
Santé	57
Éducation (compétences professionnelles pour l'emploi)	61

B. Secteurs commerciaux	68
Mines et hydrocarbures	68
Agro-industrie	75
Secteur forestier	82
Industrie manufacturière	85
Services numériques	88
(Eco) Tourisme	92
Secteurs urbains (construction de logements et commerce de détail)	94

05. RÉFÉRENCES	99
-----------------------	----

TABLE DES FIGURES

Figure 1.1	Croissance de la population (en % annuel)	2
Figure 2.1	PIB par habitant (en dollars É.-U courant) et croissance du PIB (en % annuel)	4
Figure 2.2	Contribution à la croissance du PIB (%)	5
Figure 2.3	Evolution du PIB par secteur d'activité	6
Figure 2.4	Les investissements en RDC, 1995-2017	7
Figure 2.5	Exportations de la RDC, alimentées par le cuivre et le cobalt, 2004-2017	9
Figure 2.6	Comparaison des IDE de la RDC et des autres économies subsahariennes en pourcentage du PIB, 2000 et 2017	10
Figure 2.7	Nouveaux enregistrement d'entreprises pour 1000 personnes	13
Figure 2.8	PIB et emploi créés par une croissance de \$1 million dans chaque secteur	15
Figure 3.1	Droit de douane moyen de la RDC en comparaison internationale	20
Figure 3.2	Nombre de projets de PPP	23
Figure 4.1	Coût d'importation et d'exportation : Conformité à la frontière (en \$ É.-U)	27
Figure 4.2	Libéralisation du secteur de l'énergie	37
Figure 4.3	Taux de pénétration d'abonnés uniques	45
Figure 4.4	Minutes d'utilisation par connexion	46
Figure 4.5	Adoption du 'Smartphone' sur un échantillon de pays d'ASS sélectionnés	46
Figure 4.6	Internet mobile et pénétration de la 3G	46
Figure 4.7	Taxes à la consommation en pourcentage du coût total de possession d'un téléphone mobile dans les pays d'ASS	51
Figure 4.8	Couverture des bureaux de crédit privés (% d'adultes)	56
Figure 4.9	Taux de mortalité des moins de cinq ans	57
Figure 4.10	Nombre de décès maternels	57

Figure 4.11	Dépenses publiques d'éducation (en % du PIB)	61
Figure 4.12	Marché potentiel pour les écoles de la maternelle au lycée en Afrique subsaharienne, 2016	64
Figure 4.13	Tendances des rendements céréaliers, 2000-2013 (%)	76
Figure 4.14	Valeur ajoutée agricole par travailleur (2005 \$ É.-U) et rendement céréalier (kg/ha), 2000 et 2013	76
Figure 4.15	La RDC est en retard sur tous les indicateurs de l'état de préparation technologique (panneau de gauche) et de l'innovation (panneau de droite)	89
Figure 4.16	Population des agglomérations urbaines de plus d'un million d'habitants (% de la population totale)	94

TABLE DES CARTES

Carte ES.1	Carte de la République Démocratique du Congo et principales infrastructures	XXIII
Carte 1.1	Répartition géographique des pauvres en RDC	1
Carte 4.1	Réseau de transport et plateformes multimodales en RDC en 2016	27
Carte 4.2	État actuel du développement du système électrique de la RDC	40
Carte 4.3	Localisation des ressources minérales en RDC	69
Carte 4.4	Agriculture industrielle en RDC	78
Carte 4.5	Concessions forestières en RDC	83
Carte 4.6	Les cinq pôles économiques de la RDC	95
Carte 4.7	Conditions de logement à Kinshasa et dans le Bas-Congo	97

REMERCIEMENTS

Ce diagnostic du secteur privé (Country Private Sector Diagnostic - CPSD) pour la RDC a été préparé par l'équipe suivante du Groupe Banque Mondiale : Jean-Christophe Maur et Vincent Palmade (auteurs principaux), Alphonsus Achomuma, Natalia Agapitova, Rachita Daga, Domoina Rambeloarison, Milaine Rossanaly, et Babacar Sedikh Faye.

L'équipe exprime sa reconnaissance et ses remerciements aux collègues suivants pour les conseils et l'encadrement : Jean-Christophe Carret (Directeur des Opérations de la Banque Mondiale pour la RDC), Aliou Maiga (Directeur Régional de l'IFC pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale), Mona Haddad (Directrice de l'IFC Chargée des Questions Economiques et Stratégies Pays), Elisabeth Huybens (Directrice Régionale au Département Finance, Compétitivité et Innovation, Chargée de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale), Mehita Sylla (Représentante Sous-régionale de l'IFC pour l'Afrique Centrale), Alejandro Alvarez de la Campa, Rashmi Shankar, Sebastien Dessus, Chadi Habib, Yisgedullish Amde, et Frank Armand D. Douamba.

L'équipe remercie les collègues suivants pour leurs analyses critiques et commentaires : Michel Botzung, Imad Fakhoury, Steven Dimitriyev et Raju Singh.

L'équipe a bénéficié du soutien administratif de Lydia Waribo, Sophoin Cheoung, et Lucie Bobola. L'équipe remercie Tresor Ikobo pour sa précieuse assistance à Kinshasa.

L'équipe exprime sa reconnaissance aux nombreux collègues qui lui ont fait des suggestions et commentaires sur des questions et secteurs particuliers, notamment: Emilie Jourdan (Fragilité, conflit et violence) ; Henri Fortin, Elena Georgieva et Jean Mabi Mulumba (Gouvernance) ; Diego Arias, Omar Lyasse, Yosuke Kotsuji et Samuel Dzotefe (Agro-industrie) ; Laurent Valiergue, Pierre Guigon (Secteur forestier), Pierre Audinet, Thomas Flochel, Alain Ouedraogo et Juliette Besnard (Energie) ; Pierre Pozzo di Borgo, Tojo Ramanankirahina, Bertrand Murguet, Bertram Boie et Julie Babinar (Transport) ; Marina Diagou et Helen Martin (PPP et infrastructure) ; Sacha Backes et Rémi Pelon (Industrie extractive) ; Pierre Boulenger et Rebecca Gilsdorf (Eau) ; Jérôme Bezzina (Technologies de l'information et de la communication) ; Christian van Egoff (Développement urbain) ; Kara Adamon (Santé) ; Scherezad Joya Monami Latif (Education) ; et Shiho Nagaki (Intégration régionale).

L'équipe tient à exprimer sa profonde gratitude aux représentants des secteurs public et privé de la RDC, pour les informations partagées avec l'équipe lors de la préparation de ce rapport et des rencontres à Kinshasa et Goma.

ACRONYMES

ACB	Association Congolaise des Banques
ANAPI	Agence Nationale Pour la Promotion des Investissements
ANSER	Agence Nationale de l'Electrification et des Services Energétiques en milieu Rural et péri-urbain
ARE	Autorité de Régulation du secteur de l'Electricité
ARPTC	Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications du Congo
ASS	Afrique Sub-Saharienne
BCC	Banque Centrale du Congo
BPO	L'externalisation des processus d'entreprise (Business Process Outsourcing)
CAB-5	projet Central African Backbone
CASF	Central African SME Ventures Fund
CDD	Procédure de vigilance à l'égard de la clientèle (Customer Due Dilligence)
CDR	Centre de Distribution Régionale
CFB	Caminho de Ferro de Benguela (chemin de fer de Benguela)
CFUF	Chemins de Fer des Uélé
COMESA	Common Market for East and Southern Africa
COPIREP	Comité de Pilotage de la Réforme des Entreprises Publiques
CPSD	Country Private Sector Diagnostic
CSP	Conseil Supérieur du Portefeuille
CTR	Comité Technique des Réformes
CVM	Congolaise des Voies Maritimes
DGDA	Direction Générale des Douanes et Accises
DGRAD	Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participationsv
EAC	East African Community
EITI	Initiative pour la Transparence des Industries Extractives
ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
FCS	États fragiles et affectés par des conflits
FEC	Fédération des Entreprises du Congo
FEDECAME	Fédération des Centrales d'Approvisionnement en Médicaments Essentiels
FMI	Fonds Monétaire International
FOCAC	Forum sur la Coopération Chine-Afrique

GÉCAMINES	Générale des Carrières et des Mines
ICAO	Organisation de l'aviation civile internationale
IDE	Investissement Direct Etranger
INPP	Institut National de Préparation Professionnelle
KYC	Connaissance du client (Know-your-customer)
MPME	Micro, Petites et Moyennes Entreprises
MSP	Ministère de la Santé Publique
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique
ONAPAC	Office National des Produits Agricoles
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ORM	Opérateur de Réseau Mobile
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PPA	Accord d'achat de l'électricité (Power Purchasing Agreement)
PPP	Partenariat Public Privé
REDD	Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégénération des forêts dans les PED
REGIDESO	Regie de Distribution d'Eau
RVA	Régie des Voies Aériennes
RVM	Régie des Voies Maritimes
SADC	Southern African Development Community
SCPT	Société Congolaise des Postes et Télécommunications
SCTP	Société Commerciale des Transports et des ports (ex-SONATRA)
SNCC	Société Nationale des Chemins de Fer du Congo
SNEL	Société Nationale d'Electricité
SONAS	Société Nationale d'Assurances
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UNESCO	United Nations Educationalientific and Cultural Organization
USMCC	Union des Sociétés Minières Chinoises au Congo
WDI	World Development Indicators
ZES	Zone Economique Spéciale

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Un pays fragile mais d'une importance critique pour l'Afrique subsaharienne. La République Démocratique du Congo (RDC) est géographiquement vaste, a une large population (80 millions d'habitants) et fait partie des pays les plus pauvres du monde (73 % de sa population vit dans l'extrême pauvreté). Le pays a été dans un état de conflit et de fragilité durant la plupart des quarante dernières années. Des problèmes de gouvernance qui affectent l'économie, et exacerbent les différentes crises (de sécurité, pandémies — la COVID 19 qui survient à la suite de la dixième épidémie d'Ebola en 2018) continuent à se manifester sur l'ensemble du territoire avec des ramifications dans les pays voisins. Compte tenu de sa forte croissance démographique (3,3 % par an), la population de la RDC pourrait atteindre 400 millions d'habitants dans cinquante ans, avec la mégapole Kinshasa devenant la plus grande ville d'Afrique (avec Lagos), d'où l'urgence pour le pays de s'engager sur la voie d'une croissance forte et durable qui nécessitera un secteur privé dynamique.

Le choc de la demande mondiale provoquée par la pandémie de la COVID-19, qui vient s'ajouter aux nombreux défis auxquels le pays a été confronté dans son histoire récente, renforce le besoin urgent pour la RDC de mettre en œuvre des réformes. Celles-ci permettront, d'une part, de développer de nouvelles sources de devises étrangères plus résilientes et aussi moins dépendantes du cuivre (minerais stratégiques tels que les minéraux rares et le cobalt, substitution aux importations de produits alimentaires et financement carbone en tirant parti de sa forêt). D'autre part ces réformes permettront d'accroître et de formaliser les sources domestiques de recettes fiscales. Le pays devrait également s'appuyer sur le vaste réseau d'organisations confessionnelles, et renforcer leurs capacités, afin d'aider la population à faire face à la COVID-19.

La croissance du secteur privé doit être appréciée dans ce contexte et être considérée comme une réponse potentielle aux puissants facteurs de fragilité. Les sources de fragilité en RDC sont nombreuses, les plus importantes étant : a) des sources de revenus fiscaux et de devises étrangères volatiles et peu diversifiées, avec une dépendance extrême au cuivre ; b) un système de gouvernance dysfonctionnel basé sur le clientélisme, et ayant conduit à un manque de confiance et de cohésion à tous les niveaux de la société ; et c) une fragmentation de l'économie nationale qui crée des vulnérabilités locales et des disparités spatiales (certaines régions sont exposées à des risques spécifiques, nombre élevé de pauvres au Kasaï et dans les Kivus, virus Ebola et conflit dans les Kivus, et 1,400,000 réfugiés congolais revenant d'Angola) ; et d) dans un contexte où l'accès à des financements est vitale pour la croissance du secteur privé, le système financier de la RDC est restreint et sous-développé, caractérisé par une faible inclusion financière, un accès limité et coûteux au crédit, ainsi qu'un accès quasi inexistant aux prêts à long terme nécessaires au financement d'investissements productifs.

L'élection du Président Tshisekedi en janvier 2019, qui constitue la première transition pacifique de son histoire, offre à la RDC une opportunité historique de sortir du statu quo. Elle offre également une occasion de consolider les réformes engagées au cours de ces dix dernières années telles que le code minier, la libéralisation des secteurs de l'électricité, de l'eau, de la banque et des assurances, la loi sur la Banque Centrale, l'adhésion à l'OHADA, la signature de la Convention de New York, le code des investissements, la loi sur les PPP (Partenariats Publics Privés), le nouveau Code de la Famille qui renforce les droits des femmes et la loi relative aux Télécommunications et aux Technologies de l'Information publiée le 22 Septembre 2012.

Face aux faibles niveaux de ressources, au grand nombre de défis et à la nécessité d'obtenir des résultats rapides, il est impératif de cibler les actions gouvernementales. Les actions du gouvernement de la RDC devront donc se concentrer sur quelques secteurs et questions essentiels avant que ne s'amorcent véritablement une large diversification et une croissance du secteur privé. Nous proposons donc une stratégie de développement menée par le secteur privé et axée sur ces trois piliers qui se renforcent mutuellement :

1. **Améliorer la gestion des secteurs basés sur l'exploitation durable des ressources naturelles (mines, agro-industrie et forêts)**
2. **Promouvoir la participation du secteur privé dans les secteurs structurants (infrastructures, finances et capital humain)**
3. **Améliorer la gouvernance et le climat des affaires (bonne gouvernance dans la formulation des politiques, fiscalité, justice commerciale et droits de propriété, entreprises publiques et PPP).**

Avec une croissance soutenue, des recettes fiscales en hausse et la poursuite des réformes, ce cercle vertueux devrait s'étendre à d'autres secteurs de l'économie dans lesquels le secteur privé sera en mesure de saisir de nouvelles opportunités (en commençant par l'agro-industrie, la construction et les secteurs des services pour répondre à la forte urbanisation). Il fournira également les ressources fiscales permettant au Gouvernement d'investir davantage dans les secteurs essentiels de la santé et de l'éducation en partenariat avec le secteur privé déjà très présent dans ces domaines.

1. AMÉLIORER LA GESTION DES SECTEURS BASÉS SUR L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES (MINES, AGRO-INDUSTRIE ET FORÊTS)

C'est le moyen le plus rapide d'accroître la richesse et de renforcer l'assiette fiscale pour assurer les services publics. La plupart de ces secteurs devraient résister au choc mondial sur les prix des matières premières qui a suivi la pandémie de COVID-19. En effet, la RDC a une position dominante dans les minerais stratégiques tels que les minerais rares et le cobalt ; il peut remplacer les larges volumes d'importation de produits alimentaires, et tirer parti du financement carbone grâce à sa forêt. Tout en se concentrant sur ces secteurs, la RDC devrait en même temps développer les infrastructures connexes (qui permettront aussi la croissance d'autres secteurs), et la promotion et la mise en œuvre de pratiques durables sur les plans environnemental et économique. Nous examinons chacun de ces secteurs ci-dessous.

Secteur Extractif

La RDC dispose d'abondantes ressources minérales, mais celles-ci doivent mieux servir au développement du pays, et la gestion du secteur doit continuer à s'améliorer. Le code minier de 2018 est plus conforme aux bonnes pratiques internationales que le précédent code minier avec l'introduction de taxes égales et transparentes sur les rentes minières. Toutefois, le poids cumulé de cette nouvelle fiscalité minière est jugé trop lourd par certains opérateurs, particulièrement si l'on tient compte des autres facteurs qui sont aussi sources de coûts, tels que la parafiscalité et la présence des entreprises publiques.

Tout en soulignant les bons progrès dans la gestion du secteur minier, il y a encore un grand nombre de mesures à prendre afin d'améliorer la performance du secteur et sa contribution au développement de la RDC :

Mesures financières :

- Préciser le mode de calcul de l'impôt spécial sur les « super profits » —en veillant notamment à ce qu'il inclue les « super profits » provenant de la revente de permis d'exploitation minière. Le régime de l'exploitation minière en profondeur, relativement à l'exploitation minière en surface, devrait également être clarifié (il serait préférable de réserver cette dernière à l'artisanat minier). Jusqu'à présent l'exploitation minière en surface est promue sur des sites où elle peut facilement être pratiquée. De surcroît des cas dans lesquels des industriels miniers emploient des forces de sécurité pour réprimer les exploitants miniers artisanaux ont été signalés.
- Dès que les contraintes de la balance des paiements seront atténuées, réexaminer les restrictions à l'utilisation de 60% des recettes d'exportation des entreprises minières et l'obligation de déposer 60 % de ces recettes dans une banque commerciale en RDC, conformément aux recommandations du FMI sur les flux de capitaux. Ces obligations imposent des coûts et des risques inutiles aux sociétés minières.

La gouvernance du secteur :

- Réformer les principales entreprises publiques minières, en particulier la Générale des Carrières et des Mines, GÉCAMINES, qui a été exposée à de sérieux problèmes de gouvernance et de performance. La gouvernance de la GÉCAMINES devrait être réformée en profondeur, avec la possibilité de limiter son rôle à une société holding d'État.
- Améliorer la capacité du Gouvernement à négocier les contrats miniers et contrôler les opérations minières (y compris les flux financiers transfrontaliers et les transactions internes aux groupes miniers) en lui donnant la possibilité de s'appuyer sur des experts de réputation mondiale.
- Améliorer la transparence dans l'attribution des permis d'exploration et d'exploitation du pétrole et du gaz, qui, si elle est effective, pourrait augmenter les recettes de l'État de 5 à 10 %.
- Investir dans le développement et le suivi de l'exploitation minière artisanale (interdire le travail des enfants, moderniser la technologie, améliorer la sécurité au travail, assurer la viabilité et la traçabilité environnementales) et —également en partenariat avec le secteur privé et les communautés locales - délimiter les concessions minières de manière à permettre aux artisans miniers d'exploiter les dépôts en surface tandis que les industriels exploitent en profondeur.
- Améliorer la gestion des impacts environnementaux et sociaux du secteur, y compris une meilleure évaluation des obligations environnementales des opérations minières.

Informations et analyses supplémentaires nécessaires :

- Réaliser des études géologiques pour attirer les investisseurs dans les régions pauvres (comme le Kasai et Tshopo).
- Mener une évaluation stratégique de la chaîne de valeur mondiale du cobalt pour s'assurer que la RDC bénéficie au maximum de sa dotation naturelle unique.
- Réaliser des études de faisabilité pour développer (par le biais de PPP —certains avec de grandes sociétés minières) les infrastructures de transport et d'énergie qui soutiendront la compétitivité et le développement du secteur. Ces études incluraient des études de préfaisabilité pour des investissements ciblés sur les principaux nœuds de transport, ainsi que la réhabilitation des barrages (voir la partie sur les infrastructures pour plus de détails).

L'agro-industrie

Avec un immense potentiel naturel, mais confronté à des conditions très difficiles pour le développement de l'agro-industrie, les opportunités les plus immédiates de développement de marchés devraient être concentrées sur : l'horticulture, la production de bétail et la pêche pour approvisionner des marchés urbains en forte croissance; et le développement de vastes étendues de terre pour des cultures industrielles et d'exportation avec des opérateurs expérimentés qui ont besoin d'appui technique et financier.

Les cultures de rente (caoutchouc, huile de palme, café, thé) sont concentrées dans le Nord-Kivu, l'Équateur et le Kwilu, et pourraient être compétitives par rapport aux importations ou sur certains marchés d'exportation. Faisant suite à l'amélioration de la connectivité fluviale et routière, de grands acteurs présents dans le secteur sont à la recherche de soutiens financiers, techniques et de partenariats pour développer plus de 50 000 ha de terres qu'ils possèdent déjà. Cela permettrait de créer à court terme des milliers d'emplois dont le besoin se fait cruellement sentir et profiterait aux ménages (notamment en améliorant les services d'éducation et de santé fournis par ces grands acteurs) dans certaines des zones les plus pauvres, avec la possibilité de développer des programmes de plantations villageoises dans un second temps.

L'horticulture, l'élevage et la pêche pour approvisionner les marchés urbains en pleine croissance qui sont encore largement approvisionnés par les importations. Ces activités nécessiteront un soutien public concerté en partenariat avec le secteur privé tout au long des chaînes de valeur : connectivité fluviale et routière, et sécurité (en priorité), services en matière agricole (en tirant parti des TIC), développement des semences, sécurité alimentaire, services vétérinaires et zones industrielles pour l'agro-industrie (par exemple, l'achèvement de la zone économique spéciale de Maluku près de Kinshasa développé sous forme de PPP).

Deux réformes économiques connexes sont nécessaires à court terme pour augmenter l'investissement privé dans l'agro-industrie : i) la suppression du décret de l'ONAPAC¹ imposant une taxe de vente de 2 % sur 15 produits agricoles clés ; ii) la suppression de la restriction sur les investissements étrangers (article 16 de la « Loi agricole » de 2011).

1 Office National des Produits Agricoles – Organe gouvernemental certifiant les exportations agricoles de la RDC

La Forêt

La forêt de la RDC, qui est la deuxième plus grande bande de forêt tropicale au monde, est menacée à cause de la disparition de 1,3 million d'hectares chaque année. Il est possible de réduire la pression sur les forêts naturelles en améliorant la productivité agricole (la croissance de l'agriculture intensive traditionnelle est la principale cause de la déforestation) et en développant des plantations agroforestières (sylviculture) sur la savane nue et les terres dégradées pour fournir aux villes des produits alimentaires et forestiers plus durables, y compris le charbon de bois et le bois de construction. De plus, les mécanismes de financement carbone pourraient être mis à profit afin de fournir des incitations basées sur les résultats pour la préservation de la forêt de la RDC et le stockage du carbone des plantations, profitant de l'intérêt croissant des entreprises internationales cherchant à financer des « puits de carbone » pour aider à réduire leur empreinte carbone. Le financement basé sur les résultats, tel que le financement carbone, nécessite des capacités et des outils pour mesurer et suivre les réductions d'émissions de carbone et pour s'assurer que les paiements carbones parviennent aux bénéficiaires visés (tels que les communautés locales).

Enfin, la RDC a le potentiel de conserver sa forêt en luttant contre l'exploitation forestière illégale et les exportations de bois illégal en promouvant des pratiques de gestion durable des forêts qui équilibrent les objectifs économiques à court et à long terme du pays, améliorent la sécurité des moyens de subsistance des communautés tributaires des forêts et permettent la conservation de la faune et de la biodiversité. Cela nécessitera à la fois l'amélioration de la capacité du gouvernement à gérer les forêts (y compris par l'application et le suivi efficaces et efficaces des plans de gestion durable dans les concessions forestières) et l'encouragement de la gestion forestière durable en tant qu'option économiquement viable d'exploitation des terres (comme par le biais de mécanismes privés tel que la certification volontaire par un tiers). Cela pourrait, en retour, permettre à la RDC d'exploiter le potentiel de développement de l'exportation de bois durables de haute valeur. Promouvoir la transformation du bois dans le pays aiderait également à développer les marchés et à capter une plus grande valeur et les avantages associés en termes d'emplois et de revenus. Comme pour l'agro-industrie ci-dessus, cela nécessitera des actions concertées s'appuyant également sur les enseignements tirés d'expériences internationales pertinentes comme celle du Gabon.

2. RÉFORMER ET PROMOUVOIR LA PARTICIPATION DU SECTEUR PRIVÉ DANS LES SECTEURS STRUCTURANTS (INFRASTRUCTURES, FINANCE ET CAPITAL HUMAIN)

Il existe de grandes lacunes dans la fourniture des infrastructures-clés et toutes ne peuvent pas être comblées à court terme. Les coûts de transport très élevés isolent des régions entières dans la pauvreté et affectent gravement la connexion de la RDC avec les marchés internationaux —par exemple, la nécessité de transborder les marchandises du port en eau profonde de Pointe-Noire en République du Congo à Kinshasa via le port fluvial de Matadi, puis plus loin sur le fleuve Congo vers Kisangani, entraîne des coûts de transport qui sont beaucoup plus élevés que ceux d'autres pays. La RDC possède l'un des réseaux ferroviaires les plus étendus d'Afrique, mais le fret ferroviaire s'est effondré. Seuls six parmi les vingt-six nouveaux chefs-lieux de provinces sont accessibles par la route depuis Kinshasa. Les infrastructures logistiques au port principal de Matadi, à Kinshasa et le long du fleuve Congo souffrent de graves problèmes de maintenance qui limitent la circulation. De même, le taux d'électrification est l'un des plus faibles d'Afrique avec 15 à 20 %, et, à l'exception de quelques grandes villes, la plus grande

partie du pays n'a quasiment pas d'accès. Seulement 50 % de la capacité hydroélectrique installée est opérationnelle et le vaste potentiel (13 % du potentiel mondial) est largement inexploité. Les entreprises manufacturières tirent presque la moitié de leur énergie électrique de générateurs (1 \$ par kWh n'est pas inhabituel en raison du coût du transport qui peut doubler le coût du carburant alors que 0,20 \$ est considéré comme un coût moyen de l'électricité dans la plupart des pays), et perdent, en moyenne, 11 % de leurs ventes annuelles en raison des pannes d'électricité.

L'utilisation des téléphones portables est en hausse en RDC - le taux de couverture des abonnés a presque doublé depuis 2011 et est estimé à 47,3 % en 2018. Toutefois, la bande passante à haut débit est faible et son utilisation coûteuse, la société publique SCPT ayant un monopole. Par conséquent, la téléphonie mobile reste le principal moyen d'accès aux services Internet dont le développement reste limité en RDC. Seulement 7 % des entreprises utilisent l'Internet ou le téléphone portable à des fins productives.

Le secteur énergétique est celui où la demande est la plus forte, avec des possibilités de développer des solutions renouvelables en réseau et hors réseau, liées à l'exploitation minière pour les plus grands projets. Les transports et les TIC doivent également être pris en compte en raison des importantes retombées économiques que ces infrastructures génèrent sur d'autres secteurs : ainsi, faciliter la fourniture d'importants services et informations à la population en matière de commerce, de transport, de technologie financière, de technologie agricole, de technologie de l'éducation et de télésanté.

Le retrait de l'État et la libéralisation du secteur ont ouvert la porte au secteur privé. L'émergence du secteur privé –encore timide– dans la fourniture de services d'infrastructures se fait par le biais de concessions. On peut citer comme exemple les routes, le terminal portuaire de Matadi, une concession ferroviaire sur le réseau de la SCTP, de nombreuses licences dans le secteur de l'électricité pour la production et la distribution (dans le Nord-Kivu et la « ceinture du cuivre »). Le secteur privé a exprimé son intérêt pour accroître sa présence dans les régions à fort potentiel économique : le Kongo central, Kinshasa, l'ex-Katanga et les Kivus. La contribution du secteur privé pourrait permettre de relever les défis en matière de transport, d'améliorer la connexion du pays aux marchés internationaux, et de réduire le coût des importations et des exportations pour les entreprises (en particulier les minerais) et des biens pour la population. Parmi les exemples de PPP possibles figurent des opérations ferroviaires et portuaires, l'hydroélectricité dans l'ex-Katanga pour soutenir également l'industrie minière, la production hydroélectrique ou solaire de taille moyenne pour alimenter les villes, et l'expansion du réseau à haut débit pour promouvoir l'économie numérique. Un autre domaine où l'on peut raisonnablement s'attendre à une plus grande participation du secteur privé est celui de la fourniture d'eau. Les PPP dans ces secteurs de l'énergie, de l'eau, des transports et des TIC bénéficieraient grandement d'une amélioration de la transparence au sein du Gouvernement et des entreprises publiques peu performantes qui dominent encore ces secteurs. Suite à la libéralisation du cadre juridique de ces secteurs, avec notamment la publication le 22 Septembre 2021 de la nouvelle loi sur les télécommunications, le gouvernement doit opérationnaliser les organismes de régulation de ces secteurs.

Des possibilités d'intervention privée existent aussi dans les secteurs du capital humain (éducation et santé) où le secteur privé (y compris les organisations confessionnelles) a fortement accru sa présence pour compenser les lacunes du secteur public. En plus de clarifier le cadre des PPP dans ces secteurs), le gouvernement congolais devrait tirer parti des nouvelles technologies, accroître la formation des médecins et des enseignants, ainsi que l'accès au financement (par exemple en tirant parti du futur fonds multipartenaires d'appui à l'EFTP – l'Enseignement et la formation techniques et professionnels).

Le Gouvernement devrait améliorer l'accès au financement en facilitant /promouvant la Fintech (le numérique au service du secteur financier), en améliorant les systèmes de garanties des financements (droits de propriété –discuté ci-dessous–, crédit-bail et centrale des risques privée) et en fournissant des garanties partielles de crédit et des lignes de crédit à long terme.

3. AMÉLIORER LA GOUVERNANCE ET LE CLIMAT DES AFFAIRES (ÉLABORATION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, FISCALITÉ, JUSTICE COMMERCIALE ET DROITS DE PROPRIÉTÉ, RÉFORME DES ENTREPRISES PUBLIQUES, PPP).

La RDC présente l'un des climats des affaires, et contexte de gouvernance, les plus difficiles au monde pour les investisseurs. Sur l'indice de perception de la corruption 2019 de l'ONG *Transparency International*, la RDC est classée 168^{ème} sur 180 pays. Outre ces contraintes transversales, on observe également, comme discuté ci-dessus, de nombreuses contraintes sectorielles spécifiques qui empêchent les investissements privés productifs. Dans ce contexte de faibles institutions, il serait irréaliste d'espérer résoudre en même temps l'ensemble des contraintes transversales et sectorielles. Par conséquent, le Gouvernement devrait se concentrer sur la réforme des secteurs-clés évoqués ci-dessus ainsi que sur les réformes transversales essentielles du climat des affaires discutées ci-dessus, en commençant par améliorer la bonne gouvernance dans l'élaboration des politiques publiques. Ces réformes s'inscrivent pleinement dans le cadre des 26 réformes des « Ambassadeurs de la RDC » publiées en décembre 2019².

Améliorer la gouvernance dans la mise en place des politiques économiques.

En raison de la faiblesse des institutions et des problèmes de gouvernance, les investisseurs privés sont confrontés à une grande incertitude en matière d'élaboration des politiques économiques, ce qui augmente considérablement leurs risques et coûts. Par exemple, il n'y a pas eu de consultation sur la loi agricole de 2011, qui impose que les nationaux possèdent 51 % des entreprises agricoles, et qui a effectivement mis fin aux IDE dans le secteur. Il est également courant que les ministères prennent des arrêtés qui faussent la concurrence en faveur de certains, comme l'octroi de droits d'importation ou d'exemptions à des opérateurs choisis.

2 Améliorer l'environnement économique et le climat des affaires en RDC (Décembre 3, 2019)

Pour améliorer la bonne gouvernance en matière de politique économique, le Gouvernement devrait renforcer la capacité du *Comité technique de suivi et évaluation des réformes* (CTR). Il a été créé sous l'égide du Ministère des Finances pour mettre en œuvre les programmes du FMI et dispose donc d'une bonne expérience et de bonnes capacités techniques. Le CTR devrait être chargé de l'identification, de la conception et de la mise en œuvre des réformes prioritaires. Il devrait plaider en faveur de nouvelles réformes essentielles, exercer un contrôle de qualité en évaluant les propositions de réforme ainsi que soutenir et suivre la mise en œuvre des réformes. L'expérience des pays qui réussissent en matière de réformes montre l'importance de disposer de telles « équipes de réforme » très compétentes, dévouées et habilitées —par exemple l'équipe du vice-Premier ministre chargé des réformes en Géorgie et le *Rwanda Development Board* inspiré du *Singapore Economic Development Board*. Le CTR devrait tirer parti des ressources financières et techniques fournies par les partenaires au développement et être en contact régulier avec le secteur privé et la société civile. Une grande partie de la mise en œuvre des réformes peut être confiée à des organismes spécialisés avec le soutien du secteur privé, en particulier pour des activités critiques ponctuelles pour lesquelles il n'y a pas d'expertise dans le pays —par exemple, le vaste programme de privatisation au Mexique a été réalisé par des entreprises du secteur privé de réputation mondiale sous la supervision d'une équipe de sept fonctionnaires très compétents (cet exemple peut être particulièrement pertinent pour le COPIREP (Comité de pilotage de la réforme des entreprises publiques) dans le contexte des réformes des entreprises publiques et des PPP examinées ci-dessous.

Réformer la fiscalité pour augmenter les recettes, assurer une concurrence loyale et mettre fin au harcèlement fiscal

La principale plainte du secteur privé est le comportement prédateur et le harcèlement de la part de certains agents de l'administration, notamment pour les paiements fiscaux, non fiscaux et parafiscaux. Pour la plupart des entreprises ces paiements sont abusifs, discrétionnaires, ne reflètent pas les services publics rendus et entraînent des coûts très élevés, faussent la concurrence et détruisent l'esprit d'entreprise.

Seule une portion du secteur privé formel subit le poids de la fiscalité dans un pays où le secteur informel est prédominant. Par conséquent, en RDC, le niveau général de mobilisation des recettes est faible relativement au PIB. Cette faiblesse³ suggère qu'une grande partie de ces paiements ne se retrouve pas au trésor public. En outre, les exemptions généreuses et nombreuses (il existe plus de 12 régimes spéciaux) sont une source de déficit de recettes significatif et de conditions de concurrence inégales.

Selon la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), il y a 246 taxes et autres types de perceptions divers au niveau du gouvernement central (principalement administrés par la DGRAD au sein du Ministère des Finances), auxquels il faut ajouter des centaines de taxes et perceptions prélevées par les gouvernements provinciaux. Certaines de ces taxes peuvent être particulièrement onéreuses et injustifiées, comme la taxe de 2 % sur le chiffre d'affaires perçue sur la plupart des principaux produits agricoles par l'ONAPAC sans contrepartie évidente en termes de services rendus.

3 Banque mondiale (2019a)

Les autorités devraient **simplifier le paiement des impôts et taxes** (par exemple par l'adoption des paiements électroniques), réduire le nombre d'impôts et de taxes (plusieurs centaines ont déjà été supprimés), et diminuer et rationaliser les exonérations. En outre, une analyse des prélèvements parafiscaux relevant de la DGRAD et des taxes et prélèvements perçus par les autorités provinciales (en commençant par les principaux centres économiques) devrait permettre de clarifier la raison pour laquelle ils sont perçus, qui y sont assujettis, qui les collecte, quel est leur mode de calcul ainsi que leur base juridique. Cela devrait permettre une rationalisation significative du système fiscal pour le secteur privé avec une consolidation de la collecte et une réduction significative du nombre de taxes et des frais en échange de services publics reçus.

Justice commerciale et droits de propriété

Les acteurs du secteur privé essaient d'éviter de s'en remettre aux tribunaux peu fiables et lents pour résoudre les litiges. La majorité des litiges sont relatifs au foncier en raison de la mauvaise tenue (manuelle) des registres fonciers urbains. Par exemple, un important promoteur immobilier estime que seulement 20 % des titres fonciers à Kinshasa sont « propres », (ce qui rend nécessaire une enquête longue et coûteuse qui s'ajoute à des prix du foncier déjà très élevés).

Le règlement des litiges peut prendre beaucoup de temps (610 jours en moyenne selon le rapport *Doing Business*) et s'avérer très coûteux (80 % de la valeur en jeu en moyenne selon le rapport *Doing Business*). La signature du traité de l'OHADA et de la convention de New York, ainsi que la loi qui promeut l'arbitrage, sont des pas dans la bonne direction.

À l'avenir, le Gouvernement devrait accélérer la réforme des tribunaux de commerce en encourageant la médiation, l'arbitrage, la formation des juges et la publication des décisions de justice. Il devrait également accélérer la numérisation des registres fonciers, en commençant par les terrains de plus grande valeur.

Réformes des entreprises publiques et PPP

Comme discuté ci-dessus, les entreprises d'État dominent de nombreux secteurs-clés de la RDC et elles sont pratiquement en faillite. Quinze années d'efforts, avec un soutien important de la Banque mondiale, n'ont pas permis d'améliorer les performances de la plupart des entreprises d'État. La stratégie de réforme comprenait trois principales phases : i) La transformation juridique des entreprises d'État en sociétés commerciales régies par le droit des sociétés privées et les règles de l'OHADA ; ii) la stabilisation de leurs opérations, principalement en leur apportant une expertise internationale par le biais de contrats de service, d'audits et de la conclusion d'accords de performance ; iii) leur restructuration, avec la mise en œuvre de plusieurs plans de réduction d'effectifs et une participation du privé (notamment par le biais de contrats de gestion). Les contrats de gestion ont essentiellement contribué à maintenir les entreprises publiques à flot et, à l'exception de la REGIDESO, leur impact en termes d'amélioration de la gestion et de la gouvernance a été limité.

Des PPP sont conclus en RDC, mais leur gestion doit être améliorée et rationalisée si l'on veut répondre aux besoins du pays. Ceci nécessitera de clarifier les rôles des entreprises publiques existantes vis-à-vis du secteur privé, de veiller à ce que le processus de PPP soit transparent, inclusif et compétitif conformément à la nouvelle loi sur les PPP, et de mettre en place des structures centralisées aux niveaux national et provincial pour superviser la manière dont les ressources publiques sont engagées dans ces partenariats.

Réformer les entreprises d'État et promouvoir des PPP économiquement viables nécessitera de renforcer les capacités, notamment celles du COPIREP. Comme indiqué ci-dessus, les réformes des entreprises publiques et la mise place de PPP vont de pair avec les réformes des secteurs dans lesquels elles opèrent. Par conséquent l'État devrait renforcer ses capacités d'actionnaire principal en consolidant le COPIREP et le CSP (Conseil Supérieur du Portefeuille) avec un lien très fort avec le CTR chargé de piloter les réformes prioritaires comme discuté ci-dessus.

La matrice d'action ci-dessous résume les principales opportunités d'investissements privés et de création de marché identifiées, ainsi que les mesures nécessaires, à court et moyen terme, pour leur réalisation.

Le tableau montre également : l'impact positif que ces mesures auront sur les trois facteurs de fragilité (première colonne) et la portée géographique de ces mesures (deuxième colonne et la carte ES.1 après le tableau). Finalement le tableau montre en gras les opportunités et mesures qui sont à portée de main, même dans l'hypothèse d'une fragilité persistante des institutions gouvernementales ou de choc externe.

MATRICE D' ACTIONS POUR LE GOUVERNEMENT

Mesures prioritaires et impacts attendus sur les 3 facteurs de fragilité, a, b et c, décrits ci-dessus.	Provinces	Opportunités de création de marché/mesures gouvernementales à court terme	Opportunités de création de marché/mesures gouvernementales à moyen terme
1. Améliorer la gestion des secteurs orientés sur les ressources naturelles			
Réformes du secteur minier : a. Assurer une base de recettes fiscales et de change plus large. b. S'attaquer aux problèmes de gouvernance ancrés dans le secteur. c. Cibler les régions fragiles et pauvres.	Ex-Katanga, Kivus, Kasai, Tshopo	Opportunités. Augmenter les investissements miniers et diversifier les recettes fiscales du secteur minier. Mesures. Amélioration de l'application et du contrôle ; Fin des régimes spéciaux, mise en place d'un impôt sur les « super profits » ; promotion du secteur minier artisanal ; Réforme de la GÉCAMINES (réforme de la gouvernance, option de limiter son rôle limité à une société holding).	Opportunités. Développement de nouvelles zones minières et de l'exploitation minière artisanale. Mesures. Études géologiques et amélioration de la capacité à négocier, intégrer et formaliser l'exploitation minière artisanale ; Révision de l'obligation de déposer 60 % des recettes en devises dans une banque de la RDC.
Réformes de l'agro-industrie : a. Soutenir la diversification. c. Cibler les régions fragiles et pauvres.	Province de l'Équateur, Kwilu, Kongo Central, Nord-Kivu	Opportunités. Horticulture, élevage et pêche pour approvisionner les marchés urbains en forte croissance ; Développement des 50 000 ha aux mains d'acteurs établis ayant besoin d'une assistance financière et technique (caoutchouc, huile de palme, café, cacao...) ; Forte augmentation des IDE (à condition que la « loi agricole » soit révisée). Mesures. Révision de l'article 16 de la « loi agricole » pour permettre la reprise des IDE ; Suppression du décret de l'ONAPAC qui prélève 2 % des ventes sur 15 produits agricoles de base ; Études de faisabilité pour accroître l' approvisionnement (horticulture, pêche, bétail) des marchés urbains et développement des grandes exploitations ; Achever le développement de la zone économique spéciale de 210 ha de Maluku en tant que PPP.	Opportunités. Agriculture commerciale à grande échelle desservant les marchés urbains ; Plantations villageoises reliées aux grandes fermes commerciales. Mesures. PPP dans les domaines suivants : Connectivité et sécurité routes et fleuves (en priorité), ainsi que services de vulgarisation ; développement des semences ; sécurité alimentaire et services vétérinaires.

Mesures prioritaires et impacts attendus sur les 3 facteurs de fragilité, a, b et c, décrits ci-dessus.	Provinces	Opportunités de création de marché/mesures gouvernementales à court terme	Opportunités de création de marché/mesures gouvernementales à moyen terme
Réformes du secteur de la forêt : a. Assurer une base de recettes fiscales et de change plus solide. c. Cibler les régions fragiles et pauvres.	Mongala, Tshopo, Tshuapa, Mai-Ndombe	Opportunités. Accroître les bonnes pratiques dans les concessions forestières existantes pour protéger et gérer durablement la forêt ; Tirer parti du financement carbone. Mesures. Augmenter la capacité du gouvernement à faire respecter et surveiller les concessions et les contrats de financement carbone avec le partage des avantages.	Opportunités. Développer une gestion durable de la forêt et des plantations de bois à croissance rapide pour les villes des zones périurbaines. Mesures. Accroître la capacité du gouvernement à 1) promouvoir et faire appliquer efficacement la gouvernance forestière, et 2) promouvoir les plantations de bois à croissance rapide (y compris l'agroforesterie) sur des terres dénudées autour des principales villes ; soutenir les MPME locales dans le secteur forestier.
2. Promouvoir l'investissement privé dans les secteurs-clés porteurs			
Réforme des transports : b. S'attaquer aux problèmes de gouvernance ancrés dans le secteur.	Kongo Central, Kinshasa, Lualaba	Opportunités. Contrats de services et PPP (par exemple rail, port) pour soutenir l'exploitation minière et le commerce international. Mesures. Améliorer la gouvernance des entreprises publiques de transport (particulièrement la SCTP, SNCC et RVF).	Opportunités. PPP apportant des investissements dans les infrastructures (par exemple, le rail). Mesures. Développer la capacité du Gouvernement à intégrer les PPP dans les plans de gestion des investissements publics.

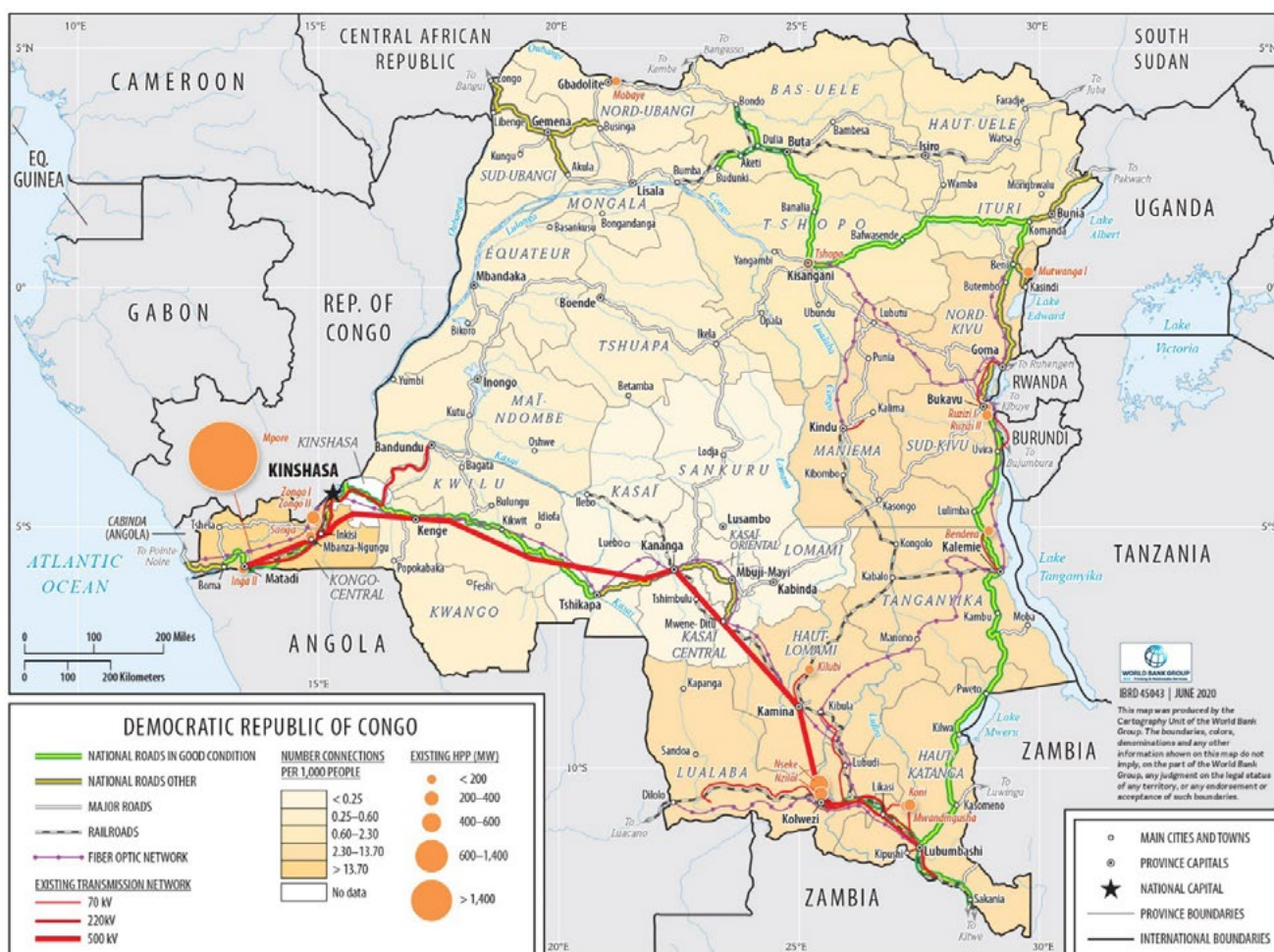
Mesures prioritaires et impacts attendus sur les 3 facteurs de fragilité, a, b et c, décrits ci-dessus.	Provinces	Opportunités de création de marché/mesures gouvernementales à court terme	Opportunités de création de marché/mesures gouvernementales à moyen terme
Réforme énergétique : c. Cibler les régions fragiles et pauvres.	Kongo Central, Nord-Kivu et Sud-Kivu, Haut-Katanga, Lualaba	<p>Opportunités. Projets de production d'énergie (en particulier les énergies renouvelables comme l'hydroélectricité) pour soutenir l'exploitation minière ;</p> <p>PPP pour l'hydroélectricité à proximité des centres économiques et la production de gaz (Boma), combiné avec un soutien au réseau lorsque la situation financière sera viable;</p> <p>L'énergie solaire hors réseau pour les petites entreprises et les ménages ;</p> <p>Mesures. Opérationnaliser les organismes de régulation (ARE et ANSER) et améliorer la gouvernance de la SNEL;</p> <p>Renforcer les capacités des autorités locales et mener des études de faisabilité sur les opportunités mentionnées ci-dessus ;</p> <p>Étendre le diagnostic InfraSAP du GBM à d'autres régions de la RDC.</p>	<p>Opportunités. Mini-réseau, et extension hors réseau dans les domaines de l'énergie solaire et de la biomasse (en lien avec l'agriculture industrielle) et de l'hydroélectricité (y compris dans les régions mal desservies).</p> <p>Mesures. Développer la capacité à mettre en œuvre les PPP, dont des contrats-types pour les contrats d'achats énergétiques aux niveaux national et local (région/ville), y compris la capacité d'élaboration du cadre réglementaire.</p>
Réforme des TIC : a. Diversifier et augmenter les recettes fiscales par le biais de paiements électroniques officiels au Gouvernement et aux services publics. b. Améliorer la gouvernance par l'automatisation. c. Améliorer la connectivité avec les régions les plus pauvres et les plus vulnérables.	Territoire national	<p>Opportunités. Développement de l'Internet haut débit.</p> <p>Mesures. Mettre en œuvre le cadre réglementaire de la nouvelle loi des télécoms publiée le 22 Septembre 2021;</p> <p>Restructuration de la SCPT.</p>	<p>Opportunités. Développer l'administration en ligne (impôts, services publics, cadastre) ; l'agriculture et l'apprentissage en ligne, la santé en ligne.</p> <p>Mesures. Étendre l'Internet haut débit aux villes secondaires et aux zones rurales.</p>

Mesures prioritaires et impacts attendus sur les 3 facteurs de fragilité, a, b et c, décrits ci-dessus.	Provinces	Opportunités de création de marché/mesures gouvernementales à court terme	Opportunités de création de marché/mesures gouvernementales à moyen terme
Réforme des finances : c. Cibler les régions fragiles et pauvres.	Territoire national	<p>Opportunités. Augmenter l'inclusion financière par le développement et l'investissement dans les services financiers numériques (systèmes de paiement, argent mobile, etc.) ;</p> <p>Capital-investissement et capital-risque : S'appuyer sur l'expérience réussie du fonds-capital King Kuba (prise de participation) pour les villes ayant des activités de PME en expansion (par exemple Goma, Lubumbashi, Bukavu) ;</p> <p>Accroître les investissements dans le secteur des assurances.</p> <p>Mesures. Finances numériques : rendre opérationnelle l'interopérabilité bilatérale et multilatérale ; adopter une identification biométrique financière unique ; créer une plateforme numérique commune pour les institutions de microfinance ; améliorer les paiements G2P et P2G ; étendre la couverture Internet ; éducation financière ; etc.</p> <p>Développer le cadre de l'environnement réglementaire pour le financement numérique du capital-investissement et du capital-risque ;</p> <p>Assistance technique pour soutenir le développement du secteur de l'assurance ;</p> <p>Assistance technique pour renforcer les capacités des PME et des banques ;</p>	<p>Opportunités. Améliorer l'accès au financement pour les PME ;</p> <p>Financement de l'agriculture (y compris les assurances agricoles).</p> <p>Mesures. Garanties partielles de crédit (avec une composante de crise), fourniture de lignes de crédit à long terme, systèmes de garantie (soutien au développement et à l'investissement dans le crédit-bail, soutien au développement du financement sur récépissé d'entrepôt) ;</p> <p>Soutenir le développement de bureaux de crédit privés afin de réduire l'asymétrie d'information des emprunteurs ;</p> <p>Soutenir le développement des marchés de capitaux (au-delà du marché des obligations d'État) et développer l'environnement réglementaire des marchés de capitaux ;</p> <p>Appuyer la restructuration et le refinancement des sociétés financières (Caisse d'Épargne du Congo, CADECO ; Société financière de développement du Congo, SOFIDE ; COOPEC IMARA et les réseaux MECRECO).</p>

Mesures prioritaires et impacts attendus sur les 3 facteurs de fragilité, a, b et c, décrits ci-dessus.	Provinces	Opportunités de création de marché/mesures gouvernementales à court terme	Opportunités de création de marché/mesures gouvernementales à moyen terme
Réforme de l'éducation et de la santé : b. Améliorer le contrat social et la confiance. c. Cibler les segments pauvres/vulnérables de la société.	Territoire national	Opportunités. Soutien aux entrepreneurs sociaux (par exemple, contrats de financement à impact social et programme de franchise/certification) exploitant les nouvelles technologies. Mesures. Etude du GBM sur la manière de soutenir les entrepreneurs sociaux.	Opportunités. Exploiter les nouvelles technologies et le vaste réseau de fournisseurs privés (par exemple, les entrepreneurs sociaux et les organisations confessionnelles). Mesures. Fonds de compétences pour la vocation professionnelle dirigé par le secteur privé, concessions et contrats de gestion pour soutenir le secteur privé et les solutions de nouvelles technologies - santé et technologie de l'information en ligne, formation et certification des médecins et des enseignants.
3. Améliorer la gouvernance et l'environnement des affaires			
Bonne gouvernance de la politique économique : b. Aborder les questions de gouvernance.	Territoire national	Renforcer la capacité du Comité technique de suivi et évaluation des réformes (CTR) à piloter les réformes-clés par le plaidoyer, le contrôle de la qualité, l'appui et le suivi de la mise en œuvre.	
Réforme fiscale : a. Assurer une base de recettes fiscales plus solide.	Territoire national	Consolider les impôts avec des taux plus bas en échange d'une réduction des exonérations, y compris sur les importations ; Contrôler les mesures parafiscales, y compris celles qui relèvent de la compétence des autorités provinciales ; Poursuivre les réformes pour faciliter le paiement des impôts.	Codifier les mesures parafiscales et éliminer les plus exorbitantes ; Automatisation des systèmes fiscaux ; Mise en œuvre effective de la réforme du guichet unique et extension aux villes secondaires ; simplification de la fiscalité pour les micro-entreprises ; Développer un système de taxe foncière –en commençant par les zones à haute valeur foncière.
Renforcer la justice en matière commerciale et des droits de propriété : b. Aborder les questions de gouvernance.	Territoire national	Mettre en œuvre les lois OHADA –par exemple, formation des juges, la transparence des décisions de justice et de leurs motivations, l'indépendance et la responsabilité des juges, ainsi que le développement de la médiation et de l'arbitrage.	Sécuriser et numériser les registres fonciers –ce qui va de pair avec l'amélioration de la justice en matière commerciale puisque la majorité des litiges sont liés à la terre –en commençant par les zones à haute valeur foncière.

Mesures prioritaires et impacts attendus sur les 3 facteurs de fragilité, a, b et c, décrits ci-dessus.	Provinces	Opportunités de création de marché/mesures gouvernementales à court terme	Opportunités de création de marché/mesures gouvernementales à moyen terme
<p>Renforcer la capacité à réformer les entreprises d'État et à réaliser des PPP :</p> <p>a. Améliorer l'utilisation des recettes fiscales.</p> <p>b. Aborder les questions de gouvernance.</p>		<p>Consolider et renforcer le COPIREP et le CSP pour réformer les entreprises publiques et développer le programme de PPP ;</p> <p>Renforcer les capacités au niveau provincial en commençant par les provinces qui expérimentent déjà des PPP ;</p> <p>Réformer les conseils d'administration et la publication des comptes des entreprises publiques prioritaires (SCTP, SNCC, SNEL, SCPT, RVF et GÉCAMINES).</p>	<p>Création d'un fonds pour financer les études de préfaisabilité de projets ;</p> <p>Mettre en œuvre les recommandations de l'étude InfraSAP du GBM dans les secteurs-clés (énergie, TIC, transport) ;</p>

CARTE ES.1 CARTE DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO ET PRINCIPALES INFRASTRUCTURES



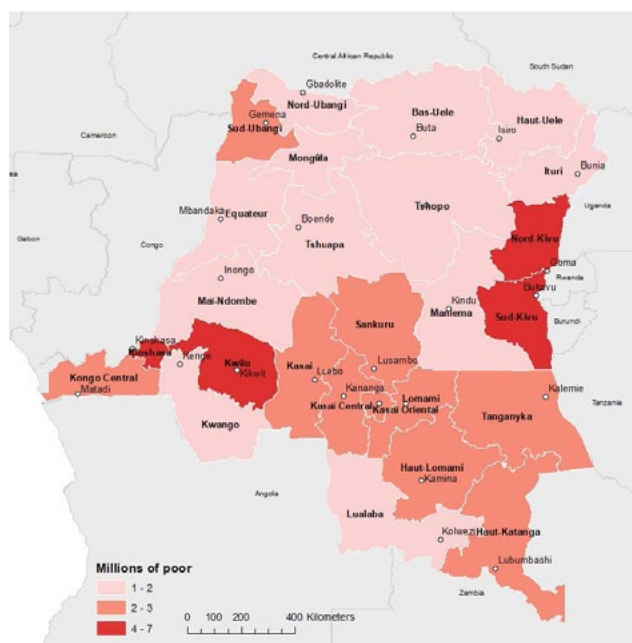
Source : Banque Mondiale

01. CONTEXTE : UNE FENÊTRE D'OPPORTUNITÉ POUR RÉFORMER UN PAYS TRÈS FRAGILE

Des signes d'ouverture positifs dans un pays très fragile. La RDC est l'un des pays les plus vastes (avec 80 millions d'habitants) et des plus pauvres (avec 73 % de sa population vivant dans l'extrême pauvreté) du monde. Le pays a été dans un état de conflit et de fragilité durant la plupart des quarante dernières années. Des problèmes de gouvernance qui envahissent l'économie, et différentes crises (de sécurité, pandémies) continuent de couvrir sur l'ensemble du territoire.

De forts facteurs de fragilité subsistent. Parmi les facteurs de fragilité, on peut citer le manque de diversification des sources de recettes fiscales et de devises, avec une dépendance à l'égard des industries extractives ayant fortement favorisées l'élite et les intérêts particuliers ; un système de gouvernance dysfonctionnel ayant entraîné un

CARTE 1.1 RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PAUVRES EN RDC



Source : World Bank (2019).

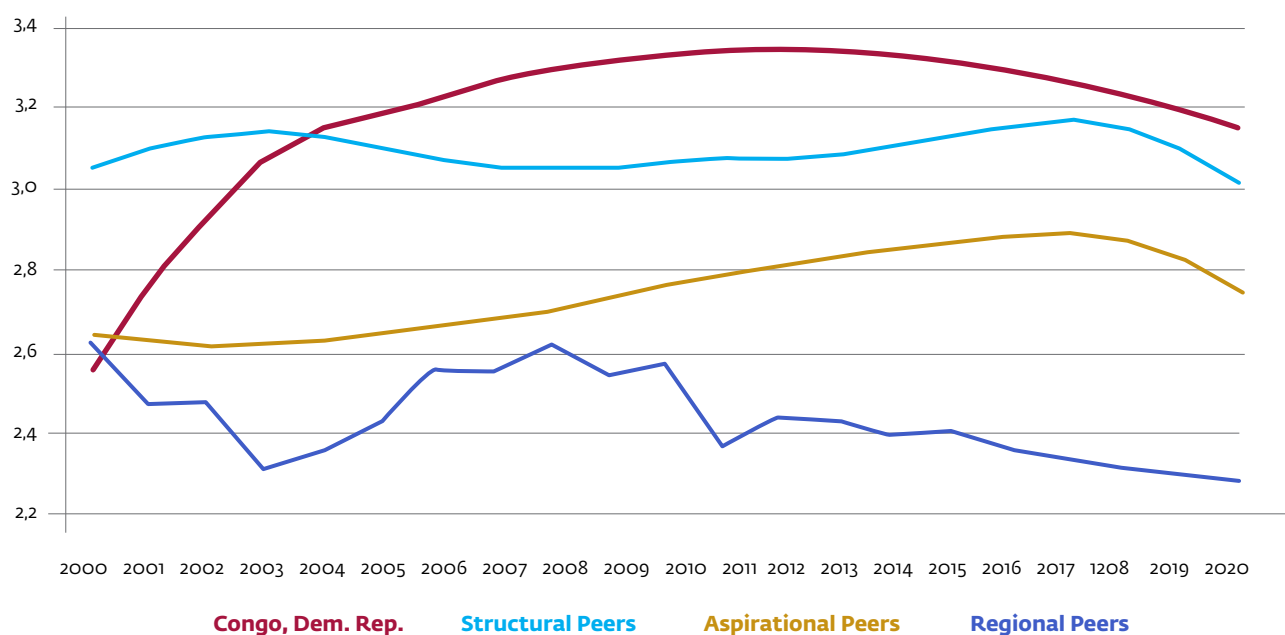
manque de confiance et de cohésion à tous les niveaux de la société ; et un compromis politique reposant sur la violence et la détention et aboutissant à des problèmes de sécurité durables, même dans la capitale.

Avec une économie faiblement intégrée sur un vaste territoire, les vulnérabilités en RDC présentent une forte dimension spatiale (voir la carte 1.1 ci-dessus). Certaines régions sont en effet spécifiquement exposées à des risques particuliers comme un nombre élevé de pauvres au Kasai et au Kivu (Nord et Sud), le virus Ebola et des conflits également au Kivu, 400 000 réfugiés en provenance d'Angola, ou des dimensions régionales de la lutte politique pour le pouvoir (liées aux ressources)⁴.

Compte tenu de sa forte croissance démographique, 3,3 % par an (figure 1.1)⁵, et de son taux de fertilité (plus de six enfants par femme), la population de la RDC atteindrait 400 millions d'habitants dans cinquante ans, d'où l'urgence pour le pays de s'engager sur la voie d'une croissance forte et durable. Cette demande croissante exigera du secteur privé une forte expansion pour répondre à ces besoins.

Une première transition politique pacifique du pays avec l'élection du Président Tshisekedi en janvier 2019 a marqué une opportunité historique.

FIGURE 1.1 CROISSANCE DE LA POPULATION (EN % ANNUEL)



Source : World Development Indicators.

⁴ Ceci fera également référence à la future évaluation des risques et de la résilience de la RDC, actuellement en cours.

⁵ Note : Dans ce graphique et dans le reste du document, les pays-comparateurs structurels les plus similaires à la RDC sont le Mozambique, l'Ouganda, l'Éthiopie, Madagascar et le Niger ; les pays-comparateurs auxquels aspire la RDC sont l'Ouganda, la Tanzanie, le Ghana, la Côte d'Ivoire, la Zambie ; les pays-comparateurs régionaux sont tous les autres pays d'Afrique subsaharienne.

Dans ce contexte général, il y a des signes positifs. Certaines réformes politiques importantes ont été réalisées ces dernières années. C'est le cas du code minier, de la libéralisation des secteurs de l'électricité, de l'eau, des télécommunications et de la banque/assurance, de la nouvelle loi sur la Banque centrale, de la loi sur les PPP et de l'adhésion à l'OHADA qui doit être suivie de mesures d'application strictes).

La demande mondiale de minerais de la RDC est en augmentation, et la RDC détient une grande partie des réserves mondiales de cobalt, de cuivre et de coltan (essentiels pour l'industrie de l'électronique et des batteries). Il y a aussi de fortes possibilités d'accroître la contribution de l'économie verte du pays au programme de lutte pour le changement climatique en protégeant ses abondantes ressources naturelles en eau et en forêt, et en tirant parti du financement du carbone dans le processus.

La RDC est un pays prioritaire-clé pour la lutte contre la pauvreté en raison d'une population vaste et en forte croissance, confrontée à des défis majeurs en matière de pauvreté et de capital humain. La RDC est également un pays-clé du point de vue de la stabilité régionale et du changement climatique, et elle possède la plus grande forêt après l'Amazonie. Par conséquent, le Gouvernement peut s'attendre à un soutien solide et continu de la part de la communauté internationale des donateurs, à condition que des exigences —de gouvernance en particulier— soient établies pour que ces interventions aient un impact durable. Réfléchir à la manière dont le secteur privé peut contribuer au développement du pays est un défi.

Il faut noter qu'en plus d'être fragile, l'économie de la RDC est faible : le PIB en 2018 est estimé à 47,8 milliards de dollars et les recettes du Gouvernement à un peu moins de cinq milliards de dollars. Même dans un scénario de croissance optimiste, cela limitera les perspectives immédiates de grands investissements axés sur le marché intérieur et des projets d'investissement coûteux (même avec des niveaux d'endettement modestes), car la faible demande intérieure limitera les rendements économiques.

Dans un avenir proche, les principales opportunités d'investissement privé seront donc liées aux secteurs dans lesquels le RDC a un avantage comparatif potentiel ou existant, comme les mines, forêts, eau, segments de l'agroalimentaire, et aux infrastructures nécessaires pour les soutenir, ce qui devrait également profiter à d'autres segments de l'économie.

La croissance découlant de ces exportations alimentera ainsi le développement des infrastructures et la croissance de l'économie, ouvrant à son tour des opportunités d'investissement privé orientées vers le marché intérieur et des opportunités d'exportations nouvellement habilitées. Ceci devra se traduire par un double impératif de meilleure gestion des ressources combiné à des interventions sélectionnées consolidant l'économie, et par là même une atténuation des risques, avant que la transformation ne puisse avoir lieu.

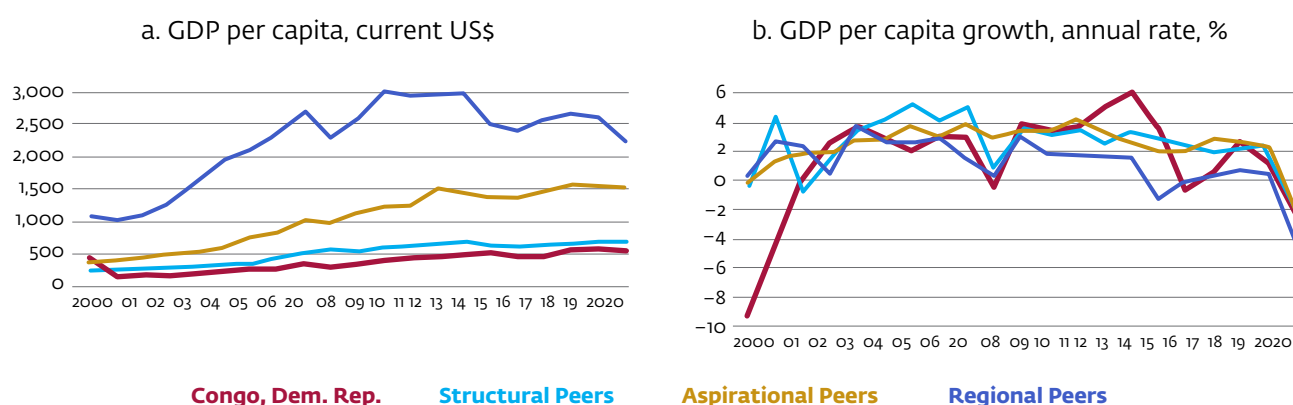
02. L'ÉCONOMIE ET LE SECTEUR PRIVÉ : AXÉS SUR LES RESSOURCES

A. UNE PERFORMANCE ÉCONOMIQUE DOMINÉE PAR LES FLUCTUATIONS DU SECTEUR MINIER

L'épisode de forte croissance de la RDC (7,7 % entre 2010 et 2015) s'est terminé avec la fin du super-cycle des prix des matières premières (figure 2.1). Cette performance de croissance n'a pas suffi à réduire l'extrême pauvreté (personnes vivant avec moins de 1,90 dollar É.-U par jour) qui touchait encore 76 % de la population en 2012 (94 % en 2004)⁶. Après le Nigeria, la RDC se classe second parmi les pays d'Afrique subsaharienne en termes de population vivant en extrême pauvreté. Il y a de grandes disparités géographiques dans l'incidence de la pauvreté à travers le pays, l'extrême pauvreté étant concentrée dans les régions du nord-ouest et dans les Kasai.

La croissance se maintient autour de 4 % depuis 2003 (figure 2.1), ce qui, compte tenu d'une croissance démographique de plus de 3 %, est nettement insuffisant pour réduire la pauvreté. Selon les dernières estimations de la Banque mondiale, la réduction de la pauvreté stagne, étant aux alentours de 73 % entre 2016 et 2018.

FIGURE 2.1 PIB PAR HABITANT (EN DOLLARS É.-U COURANT) ET CROISSANCE DU PIB (EN % ANNUEL)



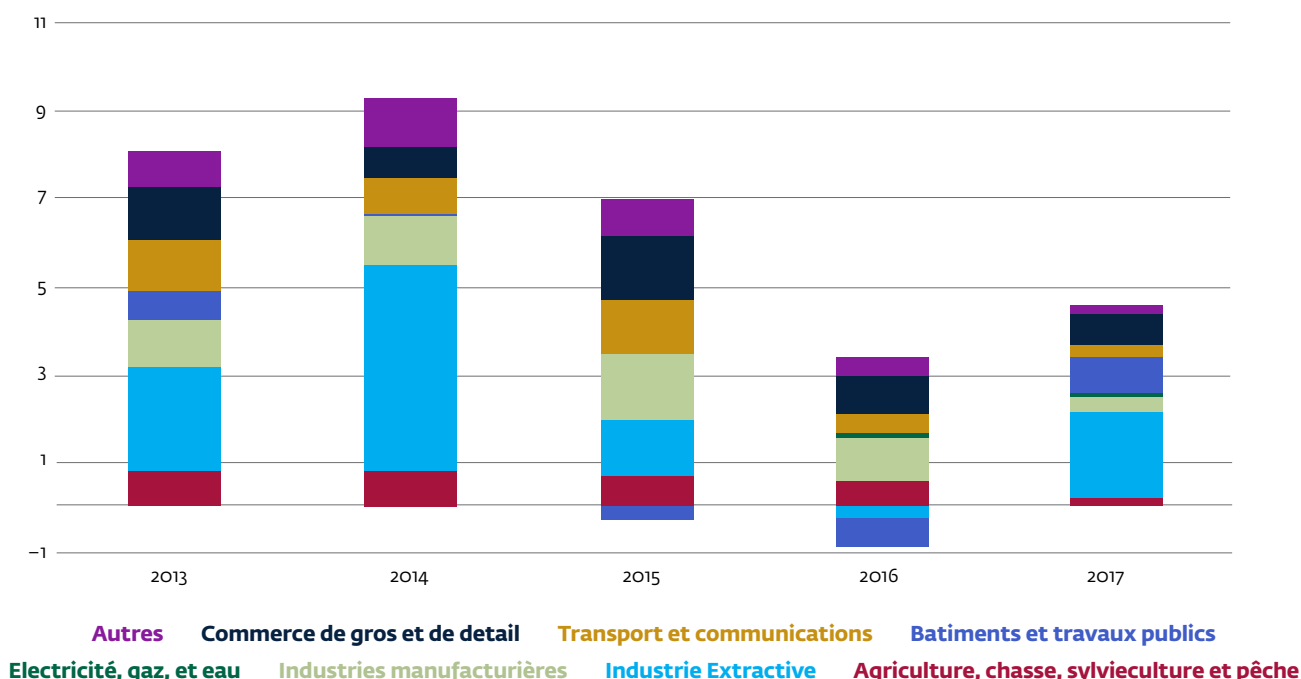
Source : World Development Indicators.

6 WDI, Indicateurs du développement dans le monde.

Au moment d'écrire ces lignes, la pandémie de COVID-19 continue de se propager et est déjà susceptible d'avoir une incidence négative sur la croissance et les résultats budgétaires. L'économie de la RDC devrait maintenant se contracter de 2,2 % en raison de la baisse de la demande mondiale de produits de base. En outre, la baisse des exportations de minéraux affectera gravement la mobilisation des recettes, qui devrait diminuer à moins de 10 % du PIB, ce qui exercera une pression supplémentaire sur un budget serré. Le taux de l'extrême pauvreté devrait augmenter de 1,0 point de pourcentage d'ici 2022, au lieu de la baisse prévue de 0,7 point de pourcentage avant la pandémie⁷.

Le secteur des industries extractives reste de loin le principal moteur de croissance (figures 2.2 et 2.3). Toutefois, seule une partie de cette croissance se traduit par une amélioration du bien-être de la population (Banque mondiale, 2018a)⁸. La croissance économique a également été stimulée par le dynamisme continu des secteurs de consommation (largement menés par le secteur minier), à savoir le secteur du commerce

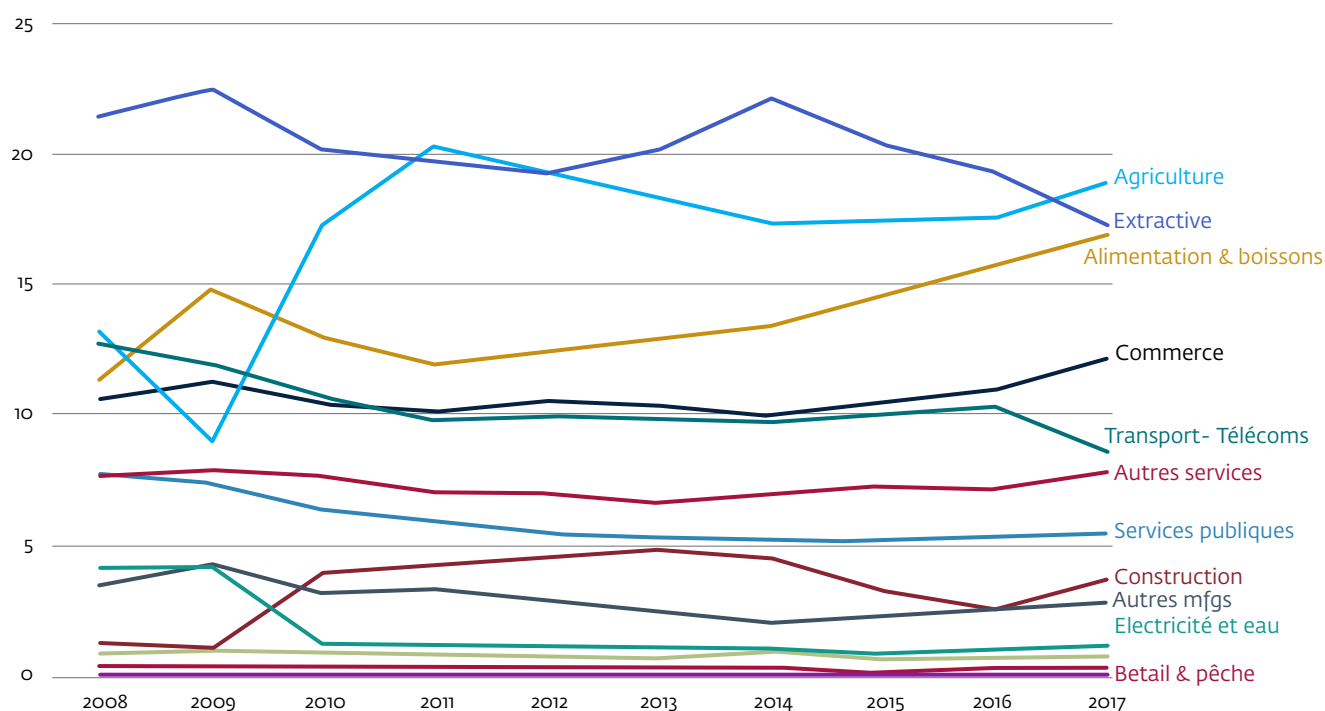
FIGURE 2.2 CONTRIBUTION À LA CROISSANCE DU PIB (%)



Source : Banque Centrale du Congo, BCC (2018).

⁷ Banque Mondiale (2020).

⁸ Voir Banque Mondiale (2018c) annexe C pour une discussion détaillée.

FIGURE 2.3 EVOLUTION DU PIB PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Source : BCC (2018)

de gros et de détail (9,1 % de croissance) et les activités de construction et de travaux publics (8,1 % de croissance). La contribution de l'industrie manufacturière à la croissance a été principalement tirée par le secteur des aliments et des boissons, qui représente environ 85 % de l'industrie manufacturière. D'autre part, la contribution de l'agriculture à la croissance est passée de faible à négligeable au cours des cinq dernières années (Banque mondiale, 2019a).

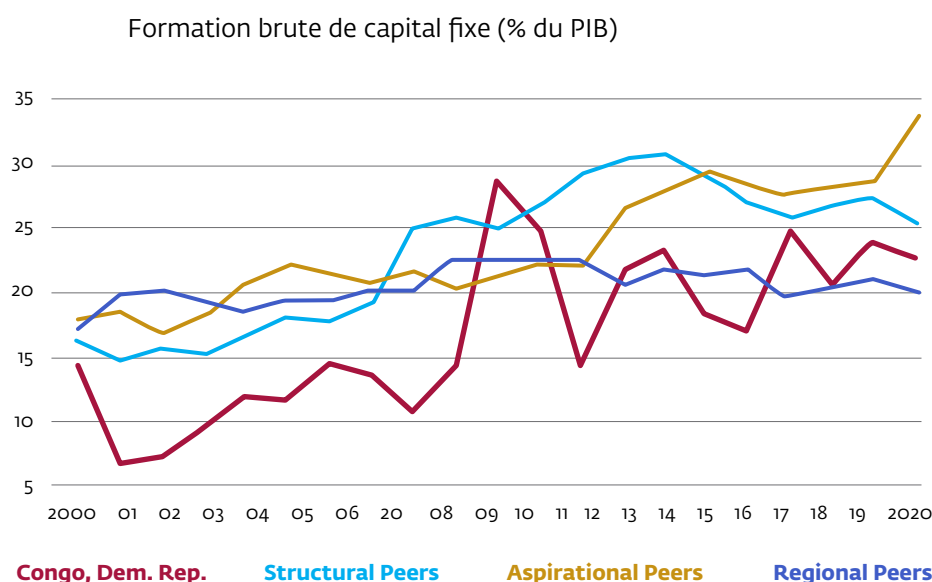
L'économie est fragile face aux chocs des prix des matières premières. Les réserves internationales se sont légèrement améliorées, mais restent très faibles à 5 semaines d'importations. L'étroite base budgétaire ne permet pas non plus d'amortir les coûts des dépenses publiques en cas de baisse des prix (Banque mondiale, 2019a).

La marge de manœuvre budgétaire est très étroite, limitant significativement la capacité du Gouvernement à fournir des infrastructures et des services de base essentiels. Les recettes intérieures sont faibles. Celles-ci sont estimées à 10,4 % du PIB en 2018, une amélioration par rapport à 2017 (8,2 % du PIB), suite à la reprise de l'activité minière. Les recettes sont inférieures à celles des pays d'Afrique subsaharienne (17 % du PIB) et des pays à faible revenu (15,1 % du PIB), ainsi qu'aux normes historiques en RDC (14 % du PIB en 2014).

L'évolution de la politique monétaire a été positive, mais les gains demeurent fragiles. La nouvelle loi organique sur la Banque centrale de la RDC⁹, promulguée en décembre 2018, est conforme aux normes internationales et aux meilleures pratiques (Banque mondiale, 2019a). Elle renforce son indépendance institutionnelle tout en clarifiant la hiérarchie des objectifs de la politique monétaire et modernisant le cadre opérationnel de la banque centrale. La loi doit maintenant être mise en œuvre. Le cycle d'hyperinflation (qui a pris fin en 2002) a été brisé grâce à l'amélioration des politiques, notamment une gestion améliorée et prudente des finances publiques et l'élimination du financement des déficits publics par la Banque Centrale du Congo - BCC. Toutefois, même pendant cette période de stabilité relative, les chocs des prix des matières premières ont entraîné d'importants mouvements de devises qui se sont traduits par des périodes d'accélération significative de l'inflation. Le dernier épisode a commencé lorsque le franc congolais a été dévalué en 2016-2017, et en réponse, un resserrement budgétaire drastique.

La RDC est, après le Zimbabwe, l'économie la plus 'dollarisée' de l'Afrique subsaharienne. Les dépôts en devises étrangères en dollars représentaient 89,4 % du total des dépôts auprès des banques commerciales en décembre 2018, tandis que les crédits libellés en devises étrangères représentaient la moitié du total des crédits à l'économie (Banque mondiale, 2019a). Au fil du temps, la population a perdu confiance dans la monnaie nationale. La forte dollarisation persistante de l'économie a entravé l'efficacité de la politique monétaire de la Banque centrale du Congo, a accru l'exposition du pays aux chocs des taux de change et augmenté les coûts des services bancaires. Une stratégie de 'dédollarisation' de l'économie a été adoptée en 2012, mais n'ayant été que partiellement mise en œuvre, elle a, jusqu'à présent, échoué.

FIGURE 2.4 LES INVESTISSEMENTS EN RDC, 1995-2017



Source : World Development Indicators.

9 « Loi n°18/027 du 13 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque centrale du Congo ». NDLT

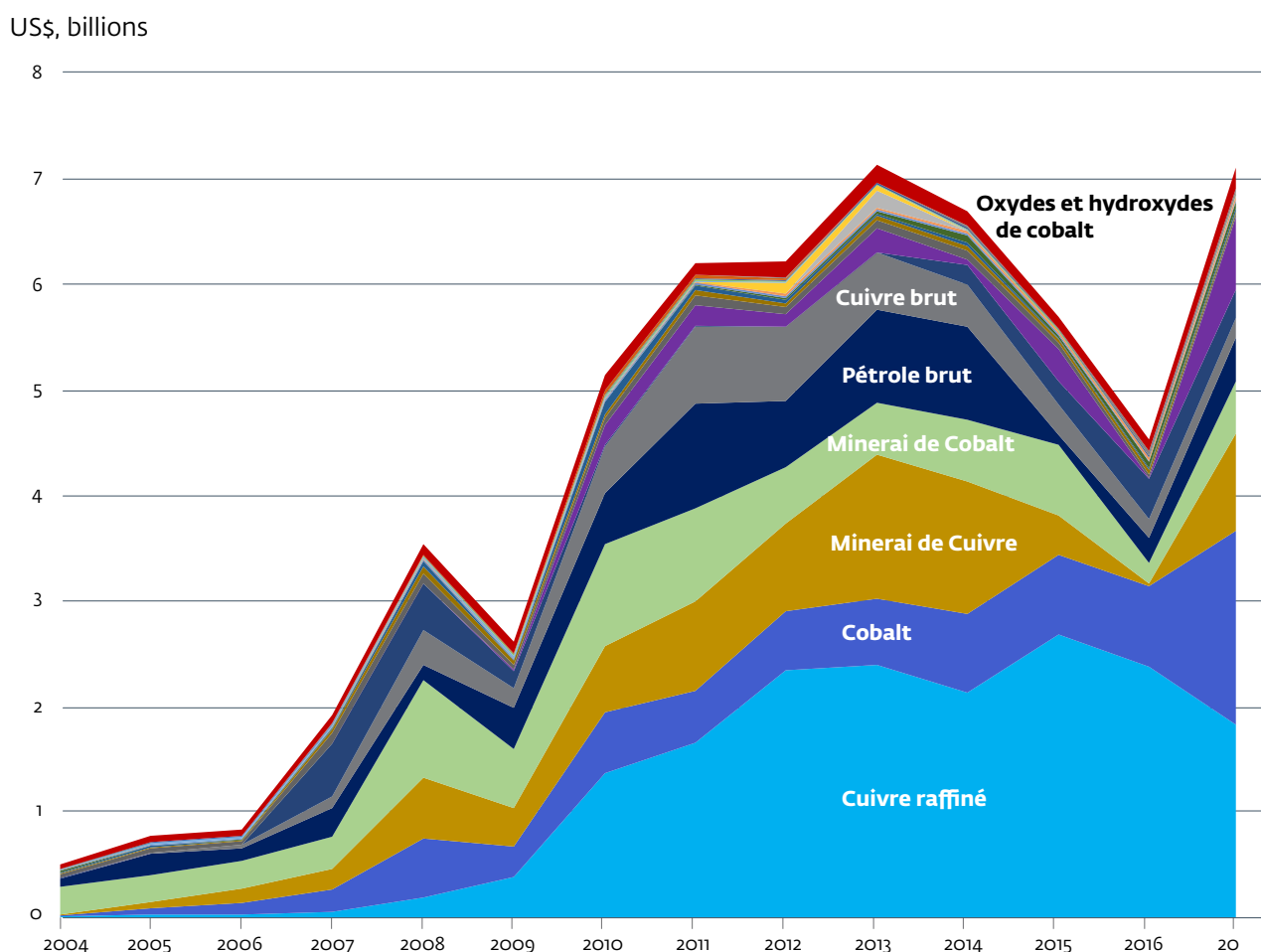
Si les revenus du secteur minier ont alimenté la croissance, cela ne s'est pas traduit par des investissements créant des sources durables de croissance future. La formation brute de capital fixe est en baisse depuis 2010 (Figure 2.4), avec une forte diminution des investissements publics depuis 2015 et des investissements privés restant à des niveaux trop faibles. Bien qu'elle s'améliore, la contribution du secteur extractif à la croissance inclusive reste inférieure à son potentiel. Le développement d'une exploitation minière industrielle hautement capitalistique ne crée pas directement beaucoup d'emplois, même si l'exploitation minière artisanale contribue à l'emploi et aux moyens de subsistance des populations rurales. Le principal canal par lequel l'exploitation minière devrait contribuer à la croissance est celui des revenus qu'elle génère, mais ceux-ci n'atteignent pas les pauvres : une grande partie des revenus de l'extraction est soit transférée à l'étranger, soit captée par des intérêts particuliers¹⁰. Cette situation est aggravée par le fait que la contribution du secteur au budget de l'État est faible, compte tenu à la fois des exemptions, des traitements spéciaux, des régimes particuliers, des dysfonctionnements institutionnels et de la faiblesse des capacités administratives. En conséquence, les ressources allouées aux infrastructures et aux secteurs sociaux prioritaires sont limitées, surtout si l'on considère les énormes défis de développement du pays (Banque mondiale, 2018a).

La place centrale du secteur minier dans l'économie de la RDC se reflète en outre dans les exportations où les minerais et les hydrocarbures représentent plus de 95 % de la valeur totale des exportations en 2017 (Figure 2.5). Les autres produits exportés en 2017 comprennent (i) le bois brut et le bois scié pour une valeur combinée de 55 millions de dollars É.-U (0,8 % des exportations totales), soit un peu plus d'un tiers de la valeur des exportations équivalentes en 2011 ; (ii) l'augmentation des exportations de fèves de cacao pour une valeur de 25 millions de dollars É.-U ; (iii) de café pour 18 millions de dollars É.-U et ; (iv) de plantes à parfum pour 13 millions de dollars É.-U.

Parmi les partenaires économiques de la RDC, le rôle central de la Chine dans l'économie du pays est illustré par la concentration des volumes commerciaux : un peu moins de la moitié (45 %) des exportations du pays sont destinées à la Chine¹¹ qui est également le premier fournisseur de la RDC (avec l'Afrique du Sud) avec 21 % des importations totales. La prédominance de la Chine en tant que partenaire économique et d'investissement est la conséquence de l'accord stratégique signé entre la RDC et la RPC en 2007 (voir la section 5.b sur les mines). La double concentration en termes de produits et de marchés d'exportation expose l'économie congolaise non seulement à la volatilité des prix des minerais, mais aussi à la situation économique de la Chine. La diversification de l'économie réduirait ces risques.

10 Les recettes transférées au secteur public ont augmenté à un rythme plus lent que les paiements de revenus. La part des sorties de revenus vers les exportations de produits extractifs, une approximation de la part des investisseurs étrangers dans la rente des ressources naturelles, a augmenté de 3,4 % à 26 % sur la période 2007-2014. Les revenus transférés au secteur public ont également augmenté, mais à un rythme moindre. En effet, le taux d'imposition effectif, calculé comme le ratio entre les recettes publiques perçues du secteur des ressources naturelles et les exportations d'hydrocarbures et de minerais, a doublé au cours de la période 2007-2014, pour atteindre 14,9 % en 2014 (Banque mondiale, 2018a).

11 Les statistiques du commerce montrent également que 25 % des exportations totales vers la Zambie sont vraisemblablement destinées à d'autres pays.

FIGURE 2.5 EXPORTATIONS DE LA RDC, ALIMENTÉES PAR LE CUIVRE ET LE COBALT, 2004-2017

Source : Observatoire de la complexité économique du MIT.

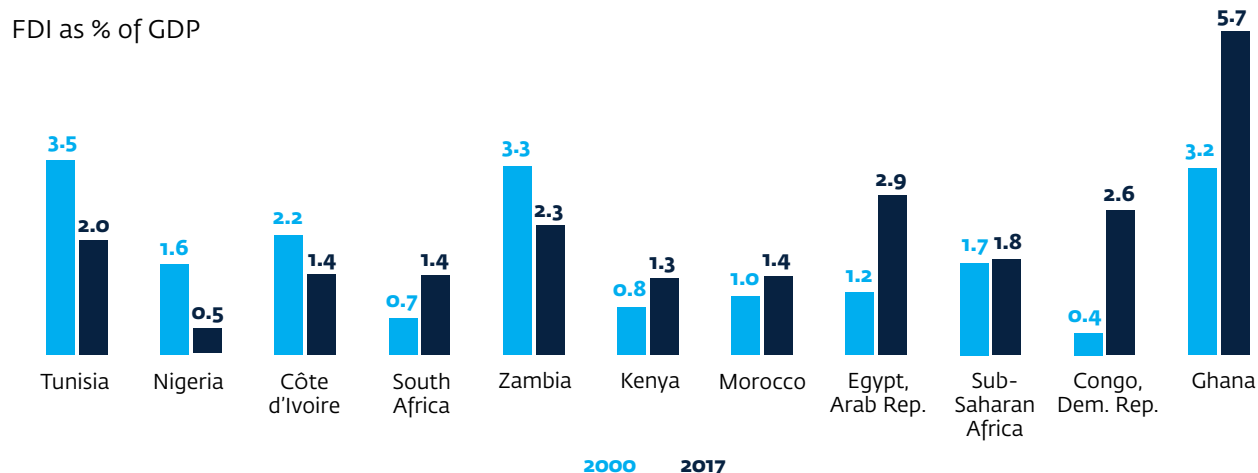
Les pays voisins jouent également un rôle crucial dans l'économie de plusieurs pays de la région. Les flux commerciaux régionaux ne sont pas quantifiés avec précision car beaucoup d'entre eux se font par la route et ne sont pratiquement pas enregistrés (Banque mondiale, 2010). Toutefois, les flux officiels suggèrent un niveau important d'échanges entre la RDC et ses voisins. En 2017, la RDC s'approvisionnait à hauteur de 11 % de ses importations totales en Zambie (498 millions de dollars), 4,1 % en Ouganda (189 millions de dollars), 3,9 % en Tanzanie (151 millions de dollars), 0,65 % au Congo et 0,52 % au Burundi. Les chiffres pour le Rwanda et l'Ouganda ne sont disponibles que pour 2016, où ils représentaient respectivement 3,3 % et 2,7 % des importations de la RDC (186 millions de dollars et 152 millions de dollars)¹². Les voisins de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et du Marché commun pour

12 Source : Observatoire de la complexité économique du MIT.

l'Afrique orientale et australe (COMESA) sont les « partenaires naturels » de plusieurs régions de la RDC. Les Kivus sont économiquement étroitement liés au Rwanda (zone urbaine de Goma), au Burundi (Bukavu/Rusizi) et à l'Ouganda (Beni/Butembo). De même, Lumumbashi est étroitement liée à la Zambie, notamment par le biais des infrastructures ferroviaires et électriques. La RDC a également un accord bilatéral de territoire douanier unique avec la Tanzanie, un autre voisin.

L'essor du secteur minier depuis la fin du conflit en 2002 a été alimenté par les investissements directs étrangers (IDE). Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2018 de la CNUCED, les entrées d'IDE étaient respectivement de 3,6 milliards et 1,15 milliard de dollars EU en 2016 et 2017 (figure 2.6). Les IDE se sont maintenus à un niveau similaire à celui de 2017, soit 2,7 % du PIB en 2018 (Banque mondiale, 2019a), ce qui est inférieur aux niveaux observés ces dernières années¹³. Ces IDE ont contribué à compenser le déficit des comptes courants et à constituer des réserves de change. La Chine est le principal investisseur dans le pays, suivie par la France, les États-Unis et d'autres pays européens.

FIGURE 2.6 COMPARAISON DES IDE DE LA RDC ET DES AUTRES ÉCONOMIES SUBSAHARIENNES EN POURCENTAGE DU PIB, 2000 ET 2017



Source : World Development Indicators. All data are 2017, except for Tunisia, Côte d'Ivoire, Sub-Saharan Africa, and the Democratic Republic of Congo, which are 2016.

13 La moyenne des IDE était de 5,5 % du PIB entre 2011-2015, et 6,5 % du PIB sur la période 2016-2017.

B. PRÉSENCE CROISSANTE DE LA CHINE DANS L'ÉCONOMIE CONGOLAISE — OPPORTUNITÉ ?

En novembre 1972, les relations entre l'ancienne République du Zaïre, aujourd'hui la République Démocratique du Congo, et la République populaire de Chine ont été rétablies. Depuis, la Chine est devenue un partenaire important dans de nombreux secteurs. Ces dernières années, on a assisté à une augmentation du nombre d'initiatives d'ONG de recherche ou de commerce et de programmes de coopération internationale pour des investissements chinois en RDC. Le Forum sur la Coopération sino-africaine (FOCAC) est l'un des plus importants et est devenu la principale plateforme pour les engagements politiques et commerciaux dans la région. (IEED, 2019)

La Chine a remplacé l'Union européenne comme principal partenaire économique de la RDC. Le secteur minier du Congo concentre les intérêts économiques chinois : selon UN Comtrade, 77 % des exportations de cobalt de la RDC et 24 % des exportations de cuivre¹⁴ entre 2014-2018 sont destinées à la Chine. Les sociétés minières chinoises sont désormais dominantes, à hauteur de 70 à 80 % du marché du cuivre et du cobalt selon le Trésor français.

L'accord de Sicominex (Sino-congolaise des mines) de 2007 entre le gouvernement de la RDC et plusieurs entreprises d'État chinoises a augmenté de façon significative l'empreinte de la Chine en RDC. L'accord consistait à fournir des infrastructures publiques (routes, chemins de fer, hôpitaux, écoles et barrages), ainsi que des infrastructures minières, en échange de droits miniers détenus auparavant par GÉCAMINES dans la région de Kolwezi¹⁵. Selon le FMI (2019), le passif du projet d'infrastructures minières Sicominex représentait près de 40 % de la dette extérieure de la RDC (ce qui signifie que la dette Sicominex équivalait à environ 2,5 milliards de dollars américains).

Depuis Sicominex, la Chine a renforcé sa présence dans le secteur. Plusieurs grands acteurs chinois exploitent les plus grandes mines du Katanga aux côtés d'acteurs de taille moyenne. Ces dernières années, deux nouvelles mines importantes sont devenues propriété chinoise par le biais de rachats de concessions minières américaines et canadiennes. Les intérêts chinois sont également présents dans l'exploitation minière artisanale, qui reste très importante en RDC (20 % de la production de cobalt), par le biais de coopératives minières.

La présence de la Chine en RDC n'est pas seulement limitée à l'exploitation minière.

L'implication des Chinois dans la construction est historique¹⁶. La présence de la Chine se développe dans les secteurs des infrastructures suivant l'accord avec Sicominex.

L'émergence de la Chine en tant que partenaire commercial et d'investissement crucial pour le Congo est à la fois une opportunité et un défi majeurs. L'opportunité est de pouvoir s'appuyer sur un partenaire ayant une vision à long terme qui peut apporter les ressources financières et techniques indispensables au Congo. Le défi consiste à ne pas être trop dépendant de cette relation, qui doit être gérée dans une position de force et de bonne gouvernance.

14 15 % supplémentaires des exportations de cobalt et de cuivre allaient en Zambie, dont une partie était également réexportée vers la Chine.

15 Landry (2019) fournit une liste des investissements financés par l'opération Sicominex.

16 Le gouvernement chinois a fait un don à l'Assemblée nationale, construite entre 1975 et 1979, et au Stade des Martyrs, le stade national des sports achevé en 1994.

C. UN SECTEUR PRIVÉ MIXTE : LES GRANDES ENTREPRISES COEXISTENT AVEC LES ENTREPRISE MICRO-INFORMELLES

Le secteur privé en RDC se caractérise par une organisation mixte :

- D'une part, les entreprises étrangères (mines, télécommunications) et quelques conglomérats locaux établis de longue date (import/export, agroalimentaire, banque et construction).
- D'autre part, les micro-entreprises et les petites entreprises informelles sont déployées dans des activités à faible productivité de gains et à faible valeur ajoutée qui fournissent des emplois et des moyens de subsistance à la plupart des Congolais.

Le secteur agricole représentait 20 % du PIB¹⁷ en 2017, les industries extractives 17,4 %, l'industrie manufacturière 19,7 % (dominée par l'alimentation et les boissons) et les services 37,8 %¹⁸.

Le secteur agricole est limité et globalement caractérisé par des chaînes de valeur faibles et fragiles. La plupart des sous-secteurs ne disposent pas de la structure organisationnelle, de la surveillance réglementaire institutionnelle, des mécanismes du marché et de l'implication des acteurs pour exploiter un secteur d'activité à plusieurs niveaux et à valeur ajoutée interdépendante/connexe.

Le secteur manufacturier en RDC est assez restreint en dehors de la production de nourriture et de boissons, cette dernière ayant été alimentée par la demande de consommation induite par une croissance tirée par l'exploitation minière. La plupart des usines sont obsolètes et beaucoup ont suspendu leurs activités pour diverses raisons, notamment le coût élevé de l'électricité, le harcèlement administratif, le manque de pièces de rechange, d'intrants et de personnel qualifié.

Le transfert de la main-d'œuvre de l'agriculture vers les services est la caractéristique la plus distinctive de la transformation structurelle du secteur privé en RDC. Ce transfert et l'augmentation connexe de l'emploi salarié ont contribué à la diminution de la pauvreté de 0,5 point de pourcentage entre 2005 et 2012 (Banque mondiale, 2018a). L'un des principaux moteurs de la croissance de la productivité au cours de la période a été le passage des secteurs à faible productivité, dont celui de l'agriculture, à des secteurs à plus forte productivité. Le report de tous les autres secteurs, à l'exception du secteur minier, vers le secteur des transports, le plus productif en 2005-2015, a représenté une contribution positive.

L'agriculture à faible productivité emploie 62 % de la population en âge de travailler (Banque mondiale, 2018a), 65 % en 2012 et 72 % en 2005. Le secteur des services a été la principale source d'emplois pendant les années de croissance, ajoutant environ 2,5 millions d'emplois entre 2005 et 2012, principalement dans les transports et les services financiers. Au cours de la même période, l'agriculture a rajouté 1,4 million d'emplois, et le secteur secondaire seulement 100 000 nouveaux emplois, principalement dans la construction. Outre la diminution de la part de la main-d'œuvre dans l'agriculture, celle de l'exploitation minière —essentiellement artisanale et à petite échelle— dans l'emploi a également diminué (Banque mondiale, 2018a).

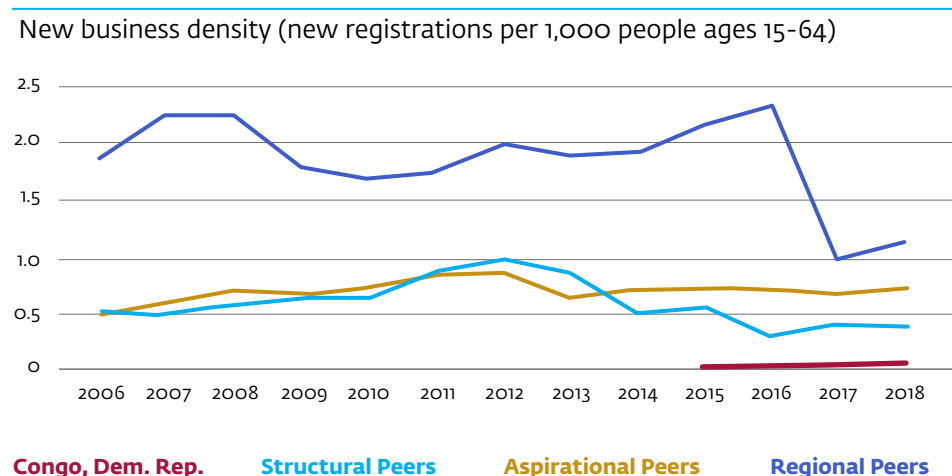
17 Prix de base (net de taxes).

18 Services incluant la construction et les services d'eau et d'électricité (source : BCC).

Les emplois salariés non agricoles représentaient environ 60 % des travailleurs supplémentaires. Le secteur public et le secteur privé informel ont absorbé la plupart des 4,3 millions de nouveaux travailleurs. Le secteur public a ajouté plus de 700 000 travailleurs (doublant l'emploi dans le secteur). Le secteur privé informel a ajouté quant à lui, plus de 900 000 travailleurs (triplant l'emploi sectoriel). Le secteur privé formel a ajouté 59 000 travailleurs (soit une augmentation de 28 % depuis 2005). Dans l'ensemble, le secteur salarial moderne a augmenté d'environ 40 %, le secteur public représentant la majeure partie de cette augmentation.

Les micro et petites entreprises constituent l'essentiel de l'activité économique. Il y a toutefois des obstacles significatifs à leur formalisation, se traduisant par un très faible nombre de nouveaux enregistrements d'entreprises (Figure 2.7), à leur croissance et à leur compétitivité (abordées dans les sections suivantes). Plus de 90 % des entreprises sont de petite taille (1 à 9 employés) et près de la moitié d'entre elles sont sur le marché depuis moins de cinq ans. Néanmoins, ce sont les entreprises de six ans et plus qui contribuent le plus à l'emploi en RDC (environ 60 %). Les jeunes entreprises représentent plus de 35 % de l'emploi total. La part des jeunes entreprises en RDC est importante, même dans un contexte de fragilité.

FIGURE 2.7 NOUVEAUX ENREGISTREMENT D'ENTREPRISES POUR 1000 PERSONNES



Source : World Development Indicators.

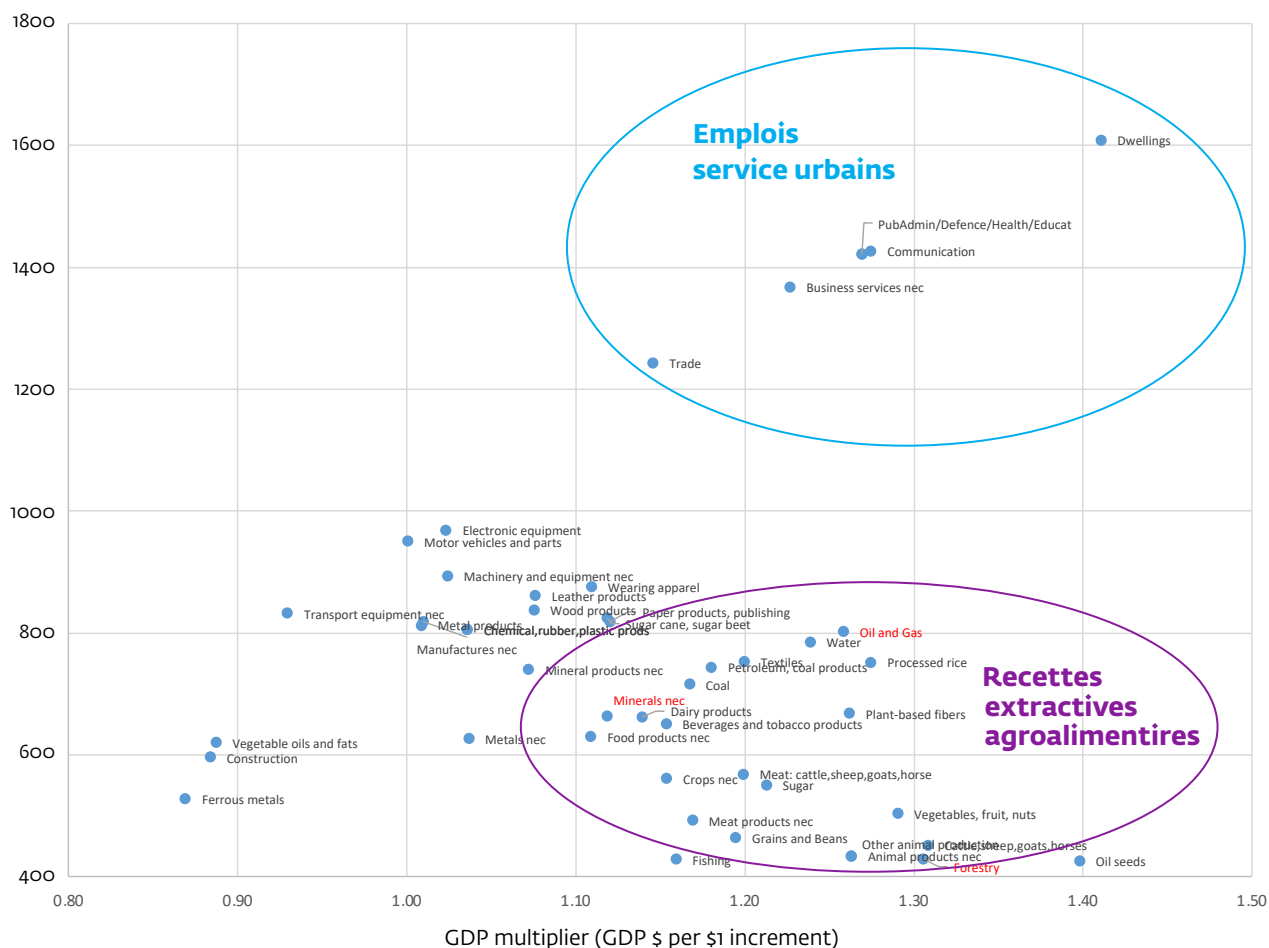
Par rapport aux autres États fragiles et affectés par des conflits (FCS dans son acronyme anglais) pour lesquels l'enquête sur les entreprises est disponible, la RDC arrive en tête, juste après le Soudan du Sud. Les PME témoignent de la plus forte dynamique de création de nouveaux emplois par rapport aux grandes entreprises. Les petites et moyennes entreprises ont, respectivement, un taux de croissance annuel de l'emploi de 5,2 % et de 6 %, contre seulement 1,3 % pour les grandes entreprises. Toutefois, le taux de croissance des PME existantes est faible, et les PME de la RDC doivent améliorer leurs performances en tant que moteur important de la croissance et d'opportunités d'emplois pour les jeunes travailleurs qualifiés¹⁹.

Contrairement aux pays développés où les PME sont le principal moteur de la croissance et de création d'emplois, la majorité de la main-d'œuvre en RDC est piégée dans des activités à très faible productivité de gains, principalement dans le secteur informel qui emploie 89 % de la population active du pays (avec une disparité géographique importante). La plupart des entreprises informelles sont pauvres en capital et peu performantes. Environ 65 % des entreprises informelles sont actives dans l'agro-industrie et le commerce alimentaire, le commerce de détail et les services de réparation. Les entreprises informelles les mieux dotées en capital sont actives dans le transport, l'exploitation minière et autres activités de production primaire, l'extraction de matières premières, la construction et les services, tels que les hôtels et les restaurants.

Le dualisme économique de la RDC est illustré par la figure 2.8 qui montre que les industries extractives et basées sur les ressources naturelles sont les principaux moteurs de la croissance du PIB, tandis que la création d'emplois se trouve principalement dans les services urbains (dont la croissance est largement tirée par les rentes provenant des industries extractives).

19 Enquêtes sur les entreprises informelles en RDC, Banque mondiale 2014.

FIGURE 2.8 PIB ET EMPLOI CRÉÉS PAR UNE CROISSANCE DE \$1 MILLION DANS CHAQUE SECTEUR



Source : Calcul des auteurs

03. QUESTIONS DE POLITIQUES TRANSVERSALES (ET SOLUTIONS POSSIBLES)

La RDC présente l'un des environnements commerciaux les plus difficiles au monde pour les investisseurs. Comme le montre le tableau 3.1 ci-dessous, et contrairement à la plupart des pays, tous les facteurs pertinents pour les décisions d'investissement montrent des niveaux de contraintes pour la RDC tels, qu'il n'y a guère de possibilités d'investissements rentables dans les conditions actuelles. Ce tableau montre l'environnement de contraintes qui se présente pour les investisseurs dans les principaux secteurs et si des investissements rentables sont observés dans d'autres pays dans les mêmes conditions qui prévalent en RDC. Le rouge indique un niveau de contrainte où aucun investissement rentable n'a été observé dans le monde²⁰. Ceci est confirmé par le fait que la plupart des investissements de la SFI en RDC n'ont pas été rentables (avec une exception notable des 'SME Ventures' de la SFI qui ont fourni avec succès une assistance technique et des financements en fonds propres à un nombre croissant d'entrepreneurs). Dans ces circonstances, étant donné le vaste nombre de domaines (l'ensemble des contraintes en rouge dans le tableau) où la performance actuelle de la RDC ne permet pas d'investissements, il serait irréaliste d'espérer pouvoir répondre à ces multiples contraintes dans tous les secteurs. C'est pourquoi il convient de se concentrer sur :

- les principaux secteurs actuels de l'économie (ressources et infrastructures) pour tenter d'en améliorer les conditions d'investissement et d'activité ;
- le renforcement de capacité de l'État (l'ANAPI étant la structure chef de file sur les questions relatives au climat des affaires et de l'investissement) à prendre des mesures significatives pour améliorer les conditions d'investissement et du climat des affaires en améliorant d'urgence la gouvernance dans : a) la mobilisation des ressources, et b) la protection de la propriété et la justice.

20 Investissements de la SFI dans d'autres pays.

TABLEAU 3.1 CONTRAINTES AUXQUELLES SONT CONFRONTÉS LES GRANDS INVESTISSEMENTS EN RDC

Congo, Dem. Rep.	DEMAND	PRODUCTION FACTORS			KEY INPUTS			INSTITUTIONS			
	Domestic and/or global market potential	Labor and skills	Geography and natural resource endowment	Existing capabilities	Energy	Transport	Finance (cost and availability)	Regulatory barriers	Rule of law and property rights	Market contestability	Macro and political stability
Agriculture and forestry	1	5	1	6	4	2	5	5	7	1	4
Oil, Gas and Mining	1	5	1	4	2	2	3	6	7	3	7
Utilities	2	5	1	6	5	5	6	5	8	3	3
Construction and Real estate	1	6	1	5	2	1	3	6	9	3	4
Transportation and Warehousing	2	5	1	7	3	4	3	5	5	4	2
Food and beverages	2	5	1	6	4	1	3	5	7	2	4
Chemicals	4	7	1	9	3	5	6	6	8	5	3
Nonmetallic Mineral Product Manufacturing	1	5	1	5	4	1	2	5	8	3	4
Primary Metals	2	5	1	6	5	5	2	6	9	4	6
Pulp and Paper	2	9	1	9	6	4	5	8	10	6	6
Textiles, Apparel and Leather	4	11	2	12	3	8	6	9	13	6	4
Plastics and Rubber	4	11	3	10	5	8	6	8	14	5	7
Industrial and Consumer Products	4	8	1	10	6	6	5	8	9	4	5
Information	0	6	1	4	2	1	2	5	8	2	3
Finance and Insurance	0	5	1	4	1	1	1	5	5	1	2
Wholesale and Retail Trade	2	7	2	9	5	6	6	7	8	3	6
Professional, Scientific and Technical Services	4	13	3	12	6	8	6	7	11	7	9
Health Care	4	7	1	11	3	7	6	5	10	5	4
Education Services	2	9	1	10	5	5	6	7	9	4	5
Accommodations and Tourism Services	0	6	1	7	2	5	3	5	8	4	3
Electric Power	2	5	1	6	2	1	4	6	8	4	3

Source : IFC elaboration based on World Bank Indicators

Note : The numbers in the cells show the number of indicators for which the Democratic Republic of Congo scores below the minimum indicator level observed where investments have taken place. light blue = 2 or more scores below the minimum; navy = 1 score below the minimum; green = all scores above the minimum.

A. UNE FAIBLE GOUVERNANCE (Y COMPRIS LES DROITS DE PROPRIÉTÉ ET LA JUSTICE ÉCONOMIQUE)

Problèmes de gouvernance conduisant à une incertitude politique. Les investisseurs privés sont confrontés à une grande incertitude politique qui augmente considérablement les risques et alourdit le climat des affaires en RDC. Par exemple, il n'y a pas eu de consultation sur la loi agricole de 2011 qui, en requérant que 51 % des entreprises agricoles devaient appartenir à des nationaux, a effectivement mis fin aux IDE dans le secteur. Il est également courant que les ministères publient des décrets qui renforcent des conditions de concurrence équitable, comme l'octroi d'exemptions fiscales ou de droits d'importation. Enfin, les acteurs du secteur privé essaient d'éviter de recourir aux tribunaux pour résoudre les litiges, car ceux-ci peuvent se traduire par des jugements prétendument 'achetés' par la partie adverse. Les causes profondes de cette incertitude politique sont donc des questions de gouvernance dans toutes les branches du Gouvernement (législatif, exécutif et judiciaire).

Problèmes de gouvernance conduisant à un accès à la terre coûteux et risqué. Une médiocre gouvernance, associée à des registres fonciers urbains manuels et mal entretenus et un système judiciaire faible (voir ci-dessous), se traduit également par des risques et des coûts importants pour l'accès aux terrains urbains. Par exemple, un important promoteur immobilier estime que seulement 20 % des titres sont « propres » à Kinshasa (nécessitant une enquête longue et coûteuse et une majoration de 100 % d'un prix déjà très élevé). Un important marchand de biens ne loue plus de biens immobiliers à la suite d'un important litige concernant la première propriété qu'il a achetée. L'accès aux terres rurales est plus facile et moins coûteux —pour autant que la procédure soit respectée, en particulier le respect des droits fonciers coutumiers traditionnels. Les investisseurs étrangers font l'objet d'une discrimination, tant pour les terres urbaines (limitées à un 'droit d'enregistrement' de 25 ans), que pour les terres rurales (devant remettre 51 % de leurs parts à un partenaire local conformément à la loi sur l'agriculture mentionnée précédemment).

Problèmes de gouvernance conduisant à une exécution des contrats coûteuse et risquée. Le recours juridique est problématique en raison de problèmes de gouvernance majeurs au sein de la justice. C'est particulièrement le cas pour les contrats importants et ponctuels tels que les transactions foncières, aggravé par la mauvaise tenue des registres fonciers (la plupart des litiges juridiques sont liés à la terre). En plus d'être incertain parce qu'il est prétendu que « les juges sont couramment achetés », le règlement des litiges peut prendre beaucoup de temps (610 jours en moyenne selon le rapport *Doing Business*) et s'avérer très coûteux (80 % de la valeur de la réclamation en moyenne selon le rapport *Doing Business*). La signature du traité de l'OHADA et de la convention de New York, ainsi que la loi imposant l'arbitrage, sont des pas dans la bonne direction.

Problèmes de gouvernance conduisant à des problèmes majeurs de politique fiscale et parafiscale. Celles-ci sont mentionnées comme la principale contrainte par les grandes et les petites entreprises —ces contraintes sont examinées en détail, ainsi que les solutions possibles, dans la section suivante.

B. D'IMPORTANTES QUESTIONS LIÉES À LA POLITIQUE FISCALE ET PARAFISCALE

Une gestion budgétaire prudente a permis au gouvernement congolais de conserver un excédent ces dernières années, contribuant à la performance macroéconomique globalement positive. Les sources de revenus restent toutefois limitées et le niveau global de recouvrement des recettes en pourcentage du PIB est faible par rapport aux normes de l'Afrique subsaharienne²¹. Toutefois, cette charge pèse de manière disproportionnée sur le secteur privé qui se plaint unanimement de la pression fiscale.

Deux secteurs contribuent fortement aux recettes publiques. Tout d'abord le secteur pétrolier et minier qui, avec 1,1 milliard de dollars en 2016, était la source de 18,3 % du total des recettes publiques²². Le secteur des télécommunications représentait 27,1 % des recettes non fiscales collectées par la DGRAD en 2014²³.

Les recettes fiscales et non fiscales sont gérées par trois administrations, la Direction Générale des Impôts (DGI), la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) et la Direction Générale des Recettes Administratives judiciaires, Domaniales et de participations (DGRAD). En 2016, les recettes collectées par la DGRAD représentaient 26,8 % des recettes publiques et 2,6 % du PIB, celles collectées par la DGDA 33 % et 3,2 % du PIB et celles collectées par la DGI 40 % ou 3,9 % du PIB (Banque mondiale, 2019a).

L'administration des impôts et des recettes pose plusieurs problèmes au secteur privé. Tout d'abord, les exonérations généreuses et nombreuses sont une source de déficit de recettes significative. Deux études de la Banque mondiale ont estimé que l'écart fiscal équivaldrait à 5,2 % du PIB en 2013 pour les impôts (soit plus de 50 % des recettes perçues), et qu'il existe des preuves de déficits significatifs pour les para-taxes également (Banque mondiale, 2017a & 2017b). Ceci est symptomatique des vastes exemptions, y compris discrétionnaires, et d'une fraude non négligeable (Banque mondiale, 2018a). Par conséquent, la pression fiscale peut varier considérablement en fonction de chaque cas, avec le risque d'être prohibitif pour l'exercice de l'entreprise privée, et l'incertitude générale qui en résulte créant de très fortes désincitations à l'investissement.

L'administration, et éventuellement la base juridique de ces exemptions doivent être revues. Premièrement, la logique économique des exonérations fiscales temporaires n'est pas toujours claire : par exemple, les exemptions dans le secteur minier ne sont pas toujours justifiées, surtout lorsque les ressources de la RDC représentent une part importante des réserves mondiales comme pour le cuivre et certains métaux rares (pour les bonnes pratiques, voir OCDE, 2018). Deuxièmement, les exonérations fiscales modifient les conditions de concurrence parmi les participants du secteur privé si elles ont été accordées sur une base ad hoc et discrétionnaire. Par exemple, les conventions d'établissement sont accordées en dehors des régimes réguliers (Banque mondiale, 2018a). Troisièmement, la multiplicité des taxes, droits et redevances augmente considérablement le coût de la collecte (tant pour l'administration que pour le secteur privé), contribue au manque de transparence et à l'incertitude quant au régime, et ouvre la porte aux abus. Selon la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), il y a 246 taxes et perceptions différentes au niveau central (principalement administrées

21 Banque mondiale (2019a).

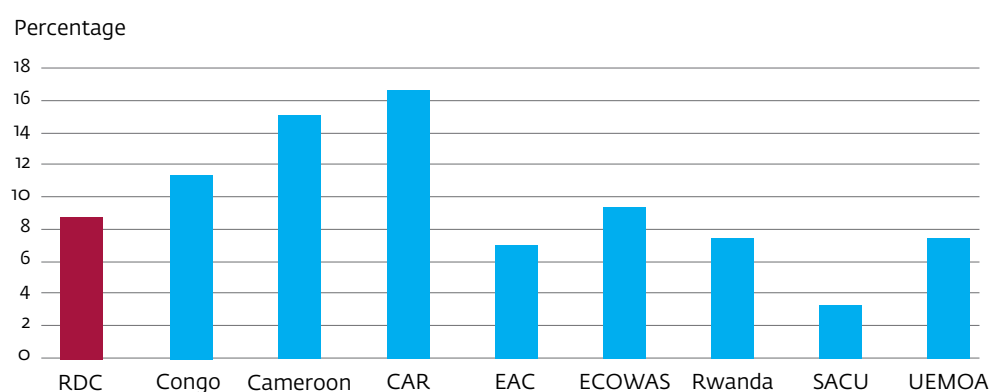
22 ITIE (2018).

23 Banque mondiale (2017b).

par la DGRAD), auxquelles il faut ajouter 347 taxes et perceptions prélevées par des entités infranationales (provinces). L'indicateur « *Doing Business - Paiement des taxes et impôts* » (ceci n'inclut pas les para-taxes) fait état de 52 paiements annuels exigés des entreprises contre une moyenne de 37 en Afrique subsaharienne, et le taux d'imposition total est de 54,6 % des bénéfices comparé à 46,8 % dans le reste de l'Afrique et à 39,8 % dans les pays de l'OCDE.

En moyenne, les droits de douane de la RDC ne sont pas particulièrement élevés par rapport aux normes régionales (Banque mondiale, 2010) le taux moyen simple des droits étant de 12 %, comme le montre la figure 3.1 ci-dessous. Néanmoins, 29,4 % des lignes tarifaires ont le taux maximum de 20 %. De plus, les importations sont soumises à de nombreuses taxes qui ne sont pas perçues, ou dont les taux dépassent largement l'utilité des services rendus. De plus, malgré la création de guichets uniques pour le commerce extérieur (la phase pilote a débuté en 2015), plusieurs autres institutions fonctionnent toujours en dehors de ce cadre, prolongeant ainsi le temps nécessaire aux formalités administratives et augmentant leur coût. L'inspection avant expédition est obligatoire pour la plupart des importations de 2500 dollars É.-U ou plus, et les frais correspondants (0,75 % de la valeur CAF, avec un minimum de 100 dollars É.-U) sont supportés par l'importateur (OMC, 2016).

FIGURE 3.1 DROIT DE DOUANE MOYEN, 2020 (EXCEPTÉ CAR, 2017; REP. DU CONGO, 2015; CAMEROON, 2019)



Source: World Bank, Democratic Republic of Congo: Diagnostic Trade Integration Study (Washington, DC: World Bank, 2010).

Note: CEMAC = Central African Economic and Monetary Community; EAC = East African Community; SACU = South African Customs Union; ECOWAS = Economic Community of West African States; UEMOA = West African Monetary and Economic Union

La RDC est membre de plusieurs communautés économiques régionales et le commerce avec la plupart de ses voisins relève donc des accords de libre-échange²⁴. La récente signature de la zone continentale africaine de libre-échange pourrait réduire davantage les barrières commerciales avec plusieurs de ses voisins de la CAE et du COMESA : les estimations prévoient par exemple une augmentation des échanges avec le Rwanda de 56 millions de dollars, contre une estimation de 100 millions de dollars en 2017²⁵.

D'après des entretiens avec le secteur privé, les entreprises —y compris les grandes entreprises et les plus reconnues— sont exposées aux incertitudes et aux comportements prédateurs que certaines administrations tolèrent. Outre des abus de pouvoir flagrants fréquemment évoqués par les entreprises, les exemples d'application inefficace recueillis dans le cadre de ce rapport comprennent :

- la confusion sur les textes juridiques et la manière dont les impôts sont administrés : une plainte partagée avec l'équipe portait sur la base de calcul de l'impôt, l'administration prenant la définition la plus large possible pour maximiser les recettes de la collecte ; un autre exemple est le chevauchement entre les impôts²⁶ nationaux et infranationaux et l'incohérence entre les différentes lois ;
- la perception de recettes pour des services prétendument rendus lorsque les services fournis sont inexistantes ou de mauvaise qualité : par exemple, la taxe (récemment abaissée de 4 % à 2 %) sur le chiffre d'affaires perçue par l'Office congolais de contrôle (OCC) alors que les services fournis par l'organisme ne sont pas encore opérationnels ;
- des taxes et des prélèvements dissuadant les entreprises privées de s'engager dans de nouvelles activités, comme des droits de licence élevés.

Dans ce contexte, les autorités devraient poursuivre agressivement les efforts entrepris précédemment pour rationaliser la collecte des recettes (comme la collecte centralisée des parataxes dans le cadre de la DGRAD, mettre en œuvre des paiements électroniques dans le contexte du service public en ligne), réduire le nombre de taxes et de prélèvements (plusieurs centaines ont déjà été éliminés), et diminuer et rationaliser les exonérations. En outre, une révision des prélèvements parafiscaux relevant de la DGRAD, et des taxes et prélèvements perçus par les autorités infranationales, devrait permettre de clarifier la raison pour laquelle ceux-ci sont perçus, qui y est assujetti, qui les perçoit et comment ils sont calculés, ainsi que leur statut juridique. Il semblerait logique de commencer par les régions ayant les plus grands marchés et les activités économiques les plus importantes comme le Bas-Congo, les Kivus et l'ex-Katanga.

En outre, cela devrait conduire à une rationalisation significative du paysage fiscal pour le secteur privé avec une consolidation de la collecte, ainsi qu'une réduction significative du nombre de taxes et de frais de recouvrement des coûts pour les services publics.

24 La RDC est membre de l'Union africaine, la Communauté économique africaine, la Communauté des pays des Grands Lacs (CPGL), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). La RDC est engagée dans les négociations tripartites visant à harmoniser les règles de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), du COMESA et de la SADC (OMC, 2016).

25 Les deux chiffres proviennent de TradeMark East Africa.
<https://www.uneca.org/stories/rwandan-trade-democratic-republic-congo-set-increase-usd-56-million-under-afcfta>

26 Autre exemple : l'édit provincial 002/2017 adopté au Nord-Kivu en 2017 énumère 261 catégories différentes de prélèvements.

C. LES ENTREPRISES D'ÉTAT PEU PERFORMANTES CONSTITUENT ÉGALEMENT UN SÉRIEUX OBSTACLE À L'ÉCONOMIE

Actuellement, l'État contrôle l'ensemble des services publics-clés : électricité, eau, transport, et a une présence importante dans le secteur minier. Il existe sept grandes entreprises stratégiques opérant dans ces quatre secteurs. Ces entreprises d'État comptent parmi les plus grands employeurs du pays, employant ensemble plus de 37 000 personnes. En plus de celles-ci, le portefeuille comprend une douzaine d'entreprises à part entière ou majoritaires (y compris la compagnie d'assurance nationale), plus une vingtaine de participations minoritaires dans les secteurs minier, manufacturier ou des services. Selon les estimations du Gouvernement, la valeur comptable du portefeuille des entreprises d'État à la fin de 2016 représentait un peu moins de 50 % du produit intérieur brut (16,5 milliards de dollars É.-U.). Les recettes totales des entreprises d'État représentent environ 8 % du PIB, ce qui équivaut à la totalité des recettes du Gouvernement²⁷.

Les sept plus grandes entreprises d'État²⁸ sont déficitaires et opèrent dans des circonstances difficiles. Leur situation financière se dégrade et leurs pertes collectives augmentent. En 2017, les pertes s'élevaient à 500 millions de dollars É.-U., équivalant à 16,6 % des recettes publiques. Les relations entre le Gouvernement et les entreprises d'État sont une partie du problème. Les problèmes de liquidité découlent en partie du fait que l'État rencontre des difficultés pour régler ses factures d'électricité, de télécommunications et d'eau, et qu'il doit des sommes importantes aux entreprises d'État dans ces secteurs. Il convient également de noter que certaines de ces entreprises d'État reçoivent également des subventions : par exemple, la SNCC (chemins de fer) a reçu 40 millions de dollars de subventions en 2017 et GÉCAMINES (mines) a bénéficié de tarifs bas pour l'eau et l'électricité. Or, les plus grands déficitaires sont GÉCAMINES et la SNCC (chemins de fer). Des pertes récurrentes les ont mises dans une situation financière vulnérable, avec une dette totale estimée à 4,4 milliards de dollars à la fin de 2017 (y compris les arriérés), contre 3 milliards de dollars en 2014. Les entreprises d'État ont accumulé des arriérés correspondant à des impôts et des charges sociales de plus d'un milliard de dollars.

Les entreprises d'État sont confrontées à des difficultés opérationnelles majeures, illustrées par la forte diminution du volume et de la qualité des services qu'elles fournissent (voir les sections suivantes sur les secteurs des transports, de l'électricité et de l'eau), malgré le soutien important des partenaires au développement dans ces trois secteurs²⁹. Là où les entreprises d'État ont échoué, le secteur privé a parfois pénétré le marché : des fournisseurs d'électricité indépendants approvisionnent désormais des clients dans certaines régions du pays, quatre licences ont été attribuées sur le marché des assurances récemment ouvert (mettant fin au monopole de la SONAS) et des PPP ont été conclus dans le domaine des opérations ferroviaires et portuaires.

27 Cette section est principalement renseignée par la Banque mondiale (2019c).

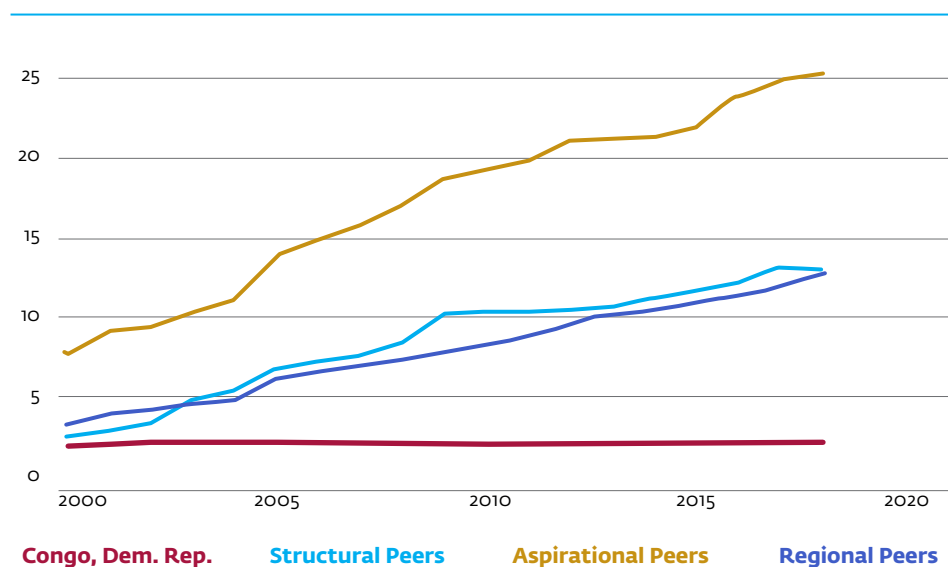
28 Il s'agit de GÉCAMINES, REGIDESO, RVA, SCPT, SCTP, SNCC et SNEL.

29 Depuis 2003, la Banque a lancé ou réalisé neuf opérations de prêt concernant les secteurs de l'électricité, minier, des télécommunications, des transports et de l'eau, pour une enveloppe de financement totale de près de 2,2 milliards de dollars É.-U.

À partir de 2008, des efforts ont été déployés pour améliorer la gouvernance des entreprises d'État et les orienter vers des opérations commerciales en changeant leur statut juridique en sociétés par actions simplifiées à actionnaire unique. Le cadre dans lequel elles opèrent reste cependant flou, notamment en ce qui concerne la propriété des actifs et le respect des dispositions de l'OHADA. Les efforts visant à améliorer les performances des entreprises publiques ont également porté sur des tentatives en faveur d'expertise internationale du secteur privé sous forme de contrats de services dans les grandes entreprises publiques d'infrastructure, de contrats de performance avec le Gouvernement et de restructurations. Ces efforts ont donné des résultats limités, les performances des entreprises d'État se détériorant et la restructuration étant limitée à la suite de l'échec des contrats de services, confrontés à une forte opposition interne. Des progrès ont été réalisés dans la réduction de la masse salariale grâce à des programmes de réduction des dépenses et à des révisions des tarifs à la hausse.

Bien que la fourniture de services d'infrastructure par les entreprises d'État ait été appuyée ces dernières années par divers PPP dans, notamment, les secteurs des transports et de l'électricité (dont certains sont examinés ci-dessous) —le nombre global de PPP reste très faible, comme le montre la figure 3.2. Il y a des besoins inexploités très importants, mais la viabilité économique des projets de PPP (en dehors de ceux liés à l'exploitation minière pour la production d'électricité) doit être évaluée avec soin compte tenu de la capacité de financement d'une petite économie (et du budget de l'État) comme la RDC, en plus des défis liés à la capacité de gérer de tels projets (liés aux facteurs de fragilité évoqués plus haut). Un des premiers exemples de projet de PPP ayant un potentiel de transformation est la zone économique spéciale de Maluku, près de Kinshasa (Encadré 3.1).

FIGURE 3.2 NOMBRE DE PROJETS DE PPP



Source : Private Participation in Infrastructure (PPI) database, <https://ppi.worldbank.org/en/ppi>.

Les entreprises d'État devraient être réformées et redéfinies. Ceci devrait inclure : (i) le renforcement du contrôle de l'État par le biais d'une agence spécialisée dotée de ressources suffisantes ; (ii) l'application des dispositions du droit des sociétés basé sur l'OHADA dans les entreprises d'État ; (iii) la professionnalisation des conseils d'administration ; et l'utilisation accrue des technologies de l'information et de la communication au sein des entreprises d'État ; et l'amélioration de la transparence du secteur des entreprises d'État et de la dette associée (Banque mondiale, 2019). Outre la réforme et la modernisation du cadre juridique du portefeuille de l'État et des institutions gérant ce portefeuille, et la restructuration des entreprises d'État, des réformes sectorielles spécifiques devront accompagner ces efforts (celle-ci sont discutées dans les sections afférentes).

Le Comité de pilotage de la réforme des entreprises publiques (COPIREP), l'organe gouvernemental chargé de concevoir, de suivre et de soutenir la mise en œuvre des réformes des entreprises d'État sous l'égide du ministère du portefeuille³⁰ pourrait également impliqué dans le soutien technique aux entreprises d'État pour identifier et préparer (études de faisabilité, contrats, etc.) des PPP bien conçus qui garantiraient de nouveaux investissements dans les infrastructures et des revenus aux entreprises d'État. Exploiter la nouvelle loi sur les PPP en tirant parti de l'expérience et de l'expertise de la COPIREP pour rendre opérationnelle l'unité PPP du Gouvernement garantira que les PPP sont réalisés selon un processus professionnel, transparent et concurrentiel. Celui-ci sera associé à la fourniture de formations et la création d'un Fonds pour le développement de projets assurant que les PPP sont étayés d'études de faisabilité de haute qualité, et d'un fonds assurant leur financement de manière fiable, y compris les passifs éventuels.

Comme pour les autres questions transversales, nous recommandons de centrer les réformes des entreprises d'État (y compris l'accompagnement des PPP et des réformes sectorielles) sur les principales entreprises d'État des secteurs prioritaires —par exemple la SONATRA et la SNCC (transports), la SNEL (énergie), la SCPT (internet haut débit) et GÉCAMINES (mines). Les recommandations dans les sections sectorielles sont examinées ci-dessous.

Concernant particulièrement les PPP, au-delà de l'accompagnement des entreprises publiques dans leurs transactions de PPP, l'étude de projets innovants devrait également être poursuivie étant donné l'hétérogénéité de l'environnement économique en RDC, y compris au niveau régional et urbain. Ainsi, il est possible d'étudier des PPP innovants sélectifs dans le domaine de l'approvisionnement en eau (voir la section sur l'eau ci-dessous) ou des énergies renouvelables³¹ dans les régions économiquement dynamiques (régions minières, Kivus, Kinshasa et Bas-Congo). Il existe déjà environ 150 MW de centrales hydroélectriques et thermiques exploitées par des opérateurs privés en RDC (Banque mondiale, 2019c).

30 Le COPIREP a un mandat étendu qui couvre un certain nombre de domaines. Ceux-ci couvrent (a) les activités liées au désinvestissement de l'État dans les entreprises d'État ; la gestion de la réforme du secteur des entreprises d'État (y compris les réformes spécifiques au secteur et axées sur les entreprises) ; (c) le soutien aux institutions concernées dans la mise en œuvre du processus de réforme des entreprises ; et (d) la préparation de plans pour traiter les problèmes de personnel et les questions connexes dans les entreprises d'État (sureffectif, retards de salaires, etc.). Banque mondiale (2019c).

31 Par exemple, le potentiel énergétique de la biomasse est sous-exploité : La Banque mondiale (2019c) n'a identifié que trois projets de biomasse liés à des activités agro-industrielles en RDC (production d'huile de palme et de sucre).

ENCADRÉ 3.1 LA ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE DE MALUKU

Le développement de la zone économique spéciale (ZES) de Maluku, initialement conçue en 2010 par la SFI par le biais de ses services consultatifs, a été réalisé par le projet des pôles de croissance occidentaux financé par l'IDA (P124720).

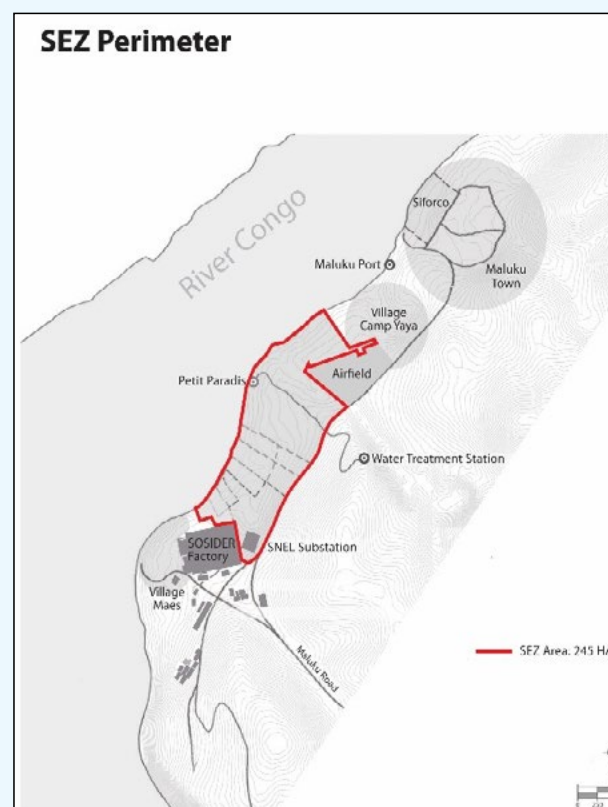
La ZES de 210 ha de Maluku vise à décentraliser les activités économiques loin du centre encombré de Kinshasa et à promouvoir une croissance fondée sur l'agriculture le long du corridor Matadi-Kikwit en soutenant l'investissement privé dans l'agriculture commerciale. Le projet réaffirme l'engagement du gouvernement de la RDC en faveur de la zone industrielle de Maluku, une zone plus vaste de 850 ha créée dans les années 70 et qui s'est effondrée en raison du manque d'investissements publics ou privés réguliers.

Le projet de la ZES de Maluku est défini par l'approche suivante :

1. Se concentrer sur les activités agro-industrielles des entrepreneurs locaux, avec un accent particulier sur la desserte de la région du Grand Kinshasa, tout en offrant des possibilités d'investissements complémentaires dans les domaines du transport et de la logistique, du commerce et des services.
2. Répondre aux besoins des occupants internationaux et nationaux, avec une répartition du marché cible de 60 % d'utilisateurs industriels, 20 % de logistique/entrepôt, et 20 % d'utilisateurs de services.
3. Trois sécurités : du régime foncier ; des infrastructures et des services publics fiables ; et la sécurité physique.
4. Exploiter le potentiel du transport fluvial pour encourager la production de produits agricoles dans les districts en amont de Maluku, ainsi que l'utilisation des rivières pour acheminer les produits vers la ZES de Maluku en vue de leur transformation.
5. Catalyseur pour réinvestissement vers l'usine SOSIDER adjacente, un développement industriel préalablement établi dans la zone industrielle.

Source : auteurs

Le projet des pôles de croissance occidentaux a financé un conseiller en transaction pour appuyer le Gouvernement dans la sélection concurrentielle d'un développeur privé. En août 2019, un promoteur de zone de renommée internationale a été sélectionné, et un accord de PPP est au stade final des négociations. Le projet a également fourni un soutien pluriannuel pour la création d'une agence de régulation de zone et le renforcement des capacités de l'agence pour la conception et la mise en œuvre des réglementations, des manuels de procédures et d'opérations, facilitant les liens avec l'économie locale, ainsi que dans la promotion et la facilitation des investissements. Enfin, le projet a contribué au financement des infrastructures de base pour une superficie initiale de 211 ha, notamment une clôture pour sécuriser la zone, sur la base du plan directeur d'utilisation des terres et des infrastructures qui a été élaboré. Il est prévu que les développements ultérieurs d'infrastructures soient financés par le promoteur.



04. QUESTIONS DE POLITIQUES SECTORIELLES (ET SOLUTIONS POSSIBLES)

A. SECTEURS STRUCTURANTS

Transport et logistique

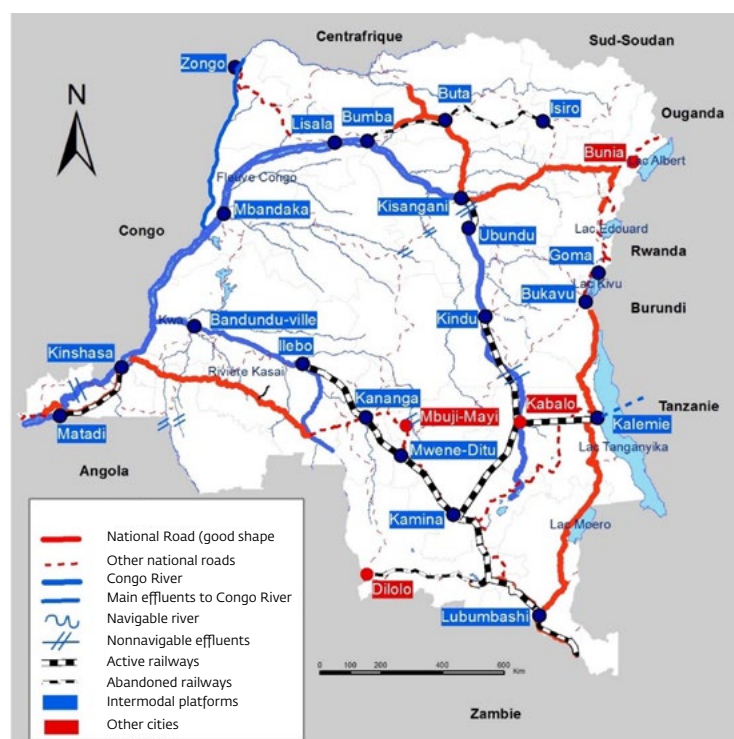
Performance actuelle

Le secteur des transports joue un rôle essentiel dans toute économie en reliant les entreprises aux marchés intérieurs et mondiaux (tant pour les importations que pour les exportations). Le réseau historique de transport multimodal (rail, route, eau) en RDC n'est plus opérationnel. Il est confronté à des problèmes d'infrastructure considérables et aux difficultés financières et opérationnelles des entreprises de transport publiques. De ce fait, et compte-tenu de la taille même de ce pays équivalent à celle de l'Europe occidentale, la plupart des régions sont déconnectées les unes des autres, de même que les zones rurales des centres urbains (voir la carte 4.1 ci-dessous).

Les coûts de transport (y compris les passages frontaliers) sont particulièrement élevés : selon un opérateur, le coût de transport d'un conteneur de 20 pieds du port en eau profonde de Pointe-Noire en République du Congo/Brazzaville (l'autre Congo de l'autre côté du fleuve Congo) à Kinshasa, via le port fluvial de Matadi revient à 3600 dollars É.-U, (plus que les 3200 dollars pour le transport d'un conteneur de Shanghai à Pointe-Noire), et 3000 dollars supplémentaires pour le transporter de Kinshasa à Kisangani. Les coûts de mise³² en conformité aux frontières sont considérablement plus élevés que dans les pays de comparaison, comme démontré dans la figure 4.1.

32 La mise en conformité documentaire permet de gagner du temps et de l'argent, associée à la conformité des exigences documentaires de tous les organismes gouvernementaux de l'économie d'origine, de l'économie de destination et de toute économie de transit. La mise en conformité comprend le temps et le coût pour l'obtention, la préparation, le traitement, la présentation et la soumission des documents. <https://www.doingbusiness.org/en/data/exploretopics/trading-across-borders/faq#5>

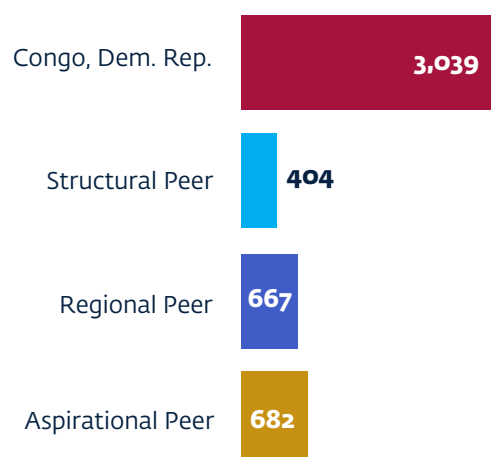
CARTE 4.1 RÉSEAU DE TRANSPORT ET PLATEFORMES MULTIMODALES EN RDC EN 2016



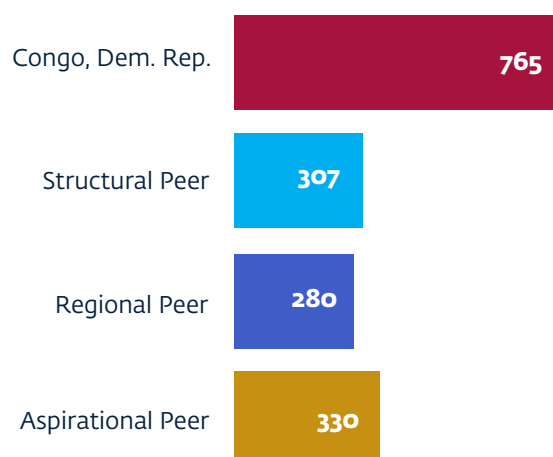
Source : Louis Berger-Systra (2017)

FIGURE 4.1 COÛT D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION : CONFORMITÉ À LA FRONTIÈRE (EN \$ É.-U)

a. Cost to import: Border compliance (US\$)



b. Cost to import: Documentary compliance (US\$)



Source : Doing Business.

L'un des principaux accès aux marchés de la RDC se fait par le port de Matadi, qui dessert le Bas-Congo et Kinshasa et connecte au transport fluvial sur le fleuve Congo. En plus du corridor de Matadi, le pays est relié aux marchés régionaux et mondiaux par 13 corridors terrestres, dont 5 ont actuellement un rôle important (Louis Berger-Systra, 2017) car ils relient des régions éloignées de Kinshasa aux marchés étrangers voisins³³ : le corridor nord-sud Durban-Lubumbashi via Lusaka (2 500 000 tonnes de trafic annuel) ; le corridor de Dar es Salam à Lubumbashi via Lusaka (850 000 tonnes) ; Le corridor central de Dar es Salam à Goma et Bukavu (850 000 tonnes) ; le corridor nord de Mombasa à Goma via Kampala (624 000 tonnes) et ; le corridor de Luanda (76 000 tonnes). Deux de ces corridors relient la région minière aux ports d'Afrique du Sud et de l'Est, et deux autres relient les régions du Kivu à l'Est du pays à l'Afrique de l'Est. En raison de contraintes infrastructurelles et géographiques, ces régions ne peuvent pas avoir accès aux ports internationaux de la RDC et doivent donc s'appuyer sur les ports des pays voisins qui sont leurs portes d'entrée naturelles.

Le pays compte trois ports : Matadi (150 km en amont) et Boma (90 km) sur le fleuve Congo, et Banana avec un accès maritime direct sur les 40 km de littoral du pays. Le port de Matadi représente 95 % du trafic total de ces ports (plus de trois millions de tonnes). Le transport maritime³⁴ vers Matadi est coûteux car il représente environ le double du coût du transport maritime international. Le terminal de la Société commerciale des transports et des ports (SCTP) reste le principal opérateur à Matadi, mais il est confronté à des difficultés liées à la détérioration des infrastructures et des équipements. Cela signifie que les navires faisant escale doivent être équipés de grues à bord. La performance du port de Matadi a cependant été améliorée avec la nouvelle concession privée du terminal MGT. Un autre problème est la maintenance de l'accès au fleuve Congo par la Compagnie des Voies Maritimes (CVM), qui, selon les opérateurs, n'est pas à la profondeur publiée (un opérateur estime le tirant d'eau actuel à environ 6,2 m contre 7,9 m) et empêchant ainsi les navires de plus gros tonnage de desservir le port. Les marchandises sont transportées du port maritime de Matadi par la route et le rail jusqu'au port fluvial de Kinshasa d'où elles sont expédiées depuis le port de la SCTP qui a également besoin d'être réhabilité.

Les réseaux ferroviaires et routiers sont construits pour la plupart en liaison avec le réseau fluvial et pour le compléter, par des plateformes logistiques situées à différents points de contact entre les rivières, les routes et le rail. Avec l'effondrement du transport ferroviaire, le transport routier représente plus de 90 % du transport de marchandises dans le pays (Tableau 2 ci-dessus), concentré sur les corridors internationaux et vers les grandes villes du Bas-Congo et de Kinshasa, de l'ex-Katanga, et des Kivus. Les grandes entreprises de transport sont surtout présentes à Kinshasa et dans l'ex-Katanga. 37 sociétés ont été autorisées (2016) à transporter des minerais du Haut-Katanga et de Lualaba (145 312 tonnes) (Louis Berger-Systra, 2017). La densité du réseau routier public en RDC n'est que de 25 km/1000 km² et de 0,9 km/1000 habitants, contre une moyenne de 204 km/1000 km² et de 3,4 km/1000 habitants sur le continent africain. Moins de 5 % des 58 000 km du réseau routier national sont goudronnés et environ 50 % sont en plus ou moins bon état (c'est-à-dire praticables). Seulement six des 26 nouvelles capitales provinciales (d'Est en Ouest : Matadi, Kenge, Bandundu, Tshikapa, Kananga et Mbuji-Mayi) sont accessibles par la route depuis Kinshasa.

33 L'étude Louis Berger-Systra (2017) mentionne le corridor Pointe-Noire mais ne lui attribue pas un trafic important. La situation pourrait avoir changé avec la nouvelle route reliant Pointe-Noire à Brazzaville, réalisée en 2017. Cette évaluation semble toutefois quelque peu contredite par le fait que des volumes importants transitent entre les deux capitales, estimés entre 340 000 et 400 000 tonnes (voir le reste du texte).

34 Louis Berger-Systra (2017).

TABLEAU 4.1 PARTS MODALES DU FRET 2016

	Total		National		International	
	Tonnes	Part (%)	Tonnes	Part (%)	Tonnes	Par (%)
Route	23 886 000	91,8	17 557 000	93,8	6 329 000	86,7
Rail	120 000	0,5	10 000	0,1	110 000	1,5
Fluvial	1 396 000	5,4	1 055 000	5,6	341 000	4,7
Pipeline	510 000	2,0	51 000	0,3	459 000	6,3
Air	113 000	0,4	50 000	0,3	63 000	0,9
Total	26 025 000		18 723 000		7 302 000	

Source : Louis Berger-Systra, 2017

Le transport fluvial de la RDC est très étendu, avec environ 16 238 kilomètres de lacs et d'eaux navigables, constituant un accès vital à la majeure partie de l'arrière-pays de la RDC. Le transport fluvial est le deuxième mode de transport le plus important avec 5,4 % du fret transporté, et 2 719 000 passagers en 2016. Les axes les plus utilisés en termes de trafic de fret sont Kinshasa–Brazzaville (340 000 tonnes) et Kinshasa–Kisangani (203 000 tonnes). Pour le transport fluvial et lacustre de passagers, les lignes les plus utilisées sont les lignes Kinshasa–Brazzaville (750 000 passagers) et Goma–Bukavu (416 000 passagers) (Louis Berger-Systra, 2017).

La plus grande partie des services de transport fluvial de la RDC est assurée par de petits opérateurs privés informels (Banque Mondiale, 2018c). Un lien-clé est celui entre Kinshasa et Kisangani et la région de l'Équateur, permettant le transport des biens de consommation importés de Kinshasa et des produits agricoles et forestiers de l'arrière-pays. Le fret est particulièrement coûteux : le coût du transport d'un conteneur de Kinshasa à Kisangani est à peu près le même que celui du transport maritime entre Shanghai et Pointe-Noire. La rotation d'un bateau prend environ 80 jours (ELAN, 2018). Le transport fluvial est entravé par des infrastructures dégradées : la signalisation sur le fleuve n'est pas fiable, nécessitant le recours à des pilotes et ne permettant pas la navigation de nuit ; les infrastructures portuaires (quais, grues) à Kinshasa et dans d'autres ports sont délabrées ou non opérationnelles, ce qui réduit la productivité (malgré de modestes efforts d'investissement récents dans les grues à Kisangani). Un autre facteur de coût est constitué par les nombreuses taxes et contrôles par régions dans les ports entre l'origine et la destination du fret (ELAN, 2018). La demande globale de transport fluvial diminue, en raison de l'insécurité dans les provinces et de la concurrence des marchandises importées par les frontières orientales. Pour cette raison et aussi à cause de la concurrence des transporteurs informels, plusieurs entreprises ont quitté le marché.

Les chemins de fer, qui constituaient autrefois une partie importante du réseau de la RDC, sont dans un état de délabrement avancé en raison d'infrastructures vétustes (limitant fortement les vitesses opérationnelles) ; d'un matériel roulant très maigre (par exemple, seulement 38 locomotives pour la SCTP, et la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) a renouvelé son matériel avec le projet de transport multimodal de la Banque) ; et d'une culture de gestion historiquement défaillante. La RDC possède l'un des plus grands réseaux d'Afrique, avec un réseau opérationnel de 3641 kilomètres dans le sud, géré par la SNCC, reliant l'ancienne région minière du Katanga à l'Afrique australe, et 366 kilomètres dans l'ouest (gérés par la SCTP) reliant le port de Matadi à Kinshasa (RDC PDNIT, 2017). Un troisième réseau, la ligne Uélé (1026 km, géré par la CFUF) a cessé ses activités au début des années 2000.

Le trafic s'est effondré, le tonnage de fret ferroviaire ayant été divisé par 20 depuis la fin des années 1980, une tendance qui s'est poursuivie jusqu'à récemment. Sur le réseau SCTP, l'offre de fret a diminué de 75 %, passant de 837 voyages par an en 2007 à 210 en 2015. En tonnage, le fret a diminué de 75 % entre 2006 et 2015 (50 000 tonnes) (Louis Berger-Systra, 2017). Le transport de minerais pour l'exportation était historiquement l'activité principale de la SNCC mais a depuis été remplacé par le transport routier. En 2010, les minerais ne représentaient que 25 % du fret à l'exportation (seulement 2 % du fret minier alors que le transport routier représente 98 %), le fret général 50 %, et les produits agricoles 25 % (Louis Berger-Systra, 2017). Avec environ 120 000 tonnes (2015), le rail représente environ 2 % du fret international total en RDC (Louis Berger-Systra, 2017). Près de la moitié du trafic de fret est intérieur. Selon les chiffres les plus récents, le rail transporte 535 000 passagers par an, dont la majorité (500 000) sur les lignes urbaines du SCTP (90 % des passagers). En 2008, plus de 1,4 million de passagers a été transporté sur le réseau ferroviaire de la RDC, et en 2000, environ quatre millions.

Le transport aérien reste un moyen important de relier les régions entre elles, mais il ne peut se substituer à l'absence d'infrastructures terrestres ou fluviales. Le pays compte 50 aéroports, dont cinq sont des aéroports internationaux (Kinshasa, Lubumbashi, Goma, Kisangani et Gbadolite).

Le secteur aérien se caractérise par (i) la détérioration des infrastructures (bâtiments, voies, routes d'accès et aires de mouvement) qui ne répondent pas aux normes de sécurité et de sûreté ; (ii) l'obsolescence des équipements qui ne répondent pas aux exigences de l'Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI) ; (iii) l'inadéquation des terminaux aériens en termes de développement du trafic ; et (iv) le manque de protection des zones aéroportuaires (Louis Berger-Systra, 2017). La maintenance en RDC est effectuée par des entreprises étrangères. Les avions sont entretenus à l'étranger.

Le secteur aérien a été libéralisé depuis longtemps, en 1978, mais cela n'a pas permis le développement de compagnies aériennes viables dans le pays.

Le trafic de passagers (national et international) s'élevait à 1,7 million en 2012, et a progressé de 5 % par an entre 2006 et 2012, tandis que le trafic international a été relativement stable entre 2008 et 2012 (dernières données disponibles). En 2015, le trafic de passagers à l'aéroport de Ndjili s'élevait à 814 500³⁵. Un nouveau terminal est en cours de construction à Kinshasa, et avec lui, la capacité de l'aéroport atteindra 3 millions de pax.

Opportunités

Il existe une poignée de concessions de PPP en exploitation pour les terminaux maritimes, les opérations ferroviaires et routières qui ont permis de poursuivre l'exploitation de certains des liens-clés de la RDC, entre autres :

- Le terminal Matadi Gateway Terminal (MGT) à Matadi
- Trois concessions de routes à péage avec la Société de gestion de péage du Congo (SOPECO) (2 dans l'ex-Katanga et la RN1 entre Matadi et Kinshasa)
- La concession ferroviaire ARSS-RDC SA entre Matadi et Kinshasa
- Des terminaux privés dédiés à Matadi et port sur le fleuve Congo.

L'existence de ces PPP démontre que le secteur privé peut collaborer avec des entités publiques pour fournir des services de transport commerciaux. Certains de ces acteurs déjà actifs dans les PPP, ainsi que d'autres, ont manifesté leur intérêt à soumissionner pour des activités supplémentaires, en particulier dans les régions à forte activité économique : le Bas-Congo, l'ex-Katanga et Kivu. Toutefois, les conditions dans lesquelles ces partenariats fonctionnent sont loin d'être idéales. Premièrement, ces PPP n'ont pas donné de résultats significatifs, voire aucun investissement dans les infrastructures de transport (mis à part l'investissement dans le terminal de Matadi) qui garantirait une exploitation durable des transports sur ces liaisons³⁶. Un deuxième problème potentiel concerne les conditions dans lesquelles ces PPP ont été attribués et négociés, et s'ils répondent à des critères de gouvernance et de rentabilité satisfaisants pour le public congolais.

Une question-clé en matière d'infrastructure de transport à laquelle la RDC est confrontée, et à laquelle le secteur privé pourrait apporter une réponse, est le besoin urgent (i) d'améliorer la connexion du pays aux marchés mondiaux ; (ii) de réduire le coût des intrants importés (à Kinshasa en particulier) pour les entreprises et les biens de consommation pour l'ensemble de la population ; et (iii) d'améliorer l'efficacité de vente des exportations de minerais et de produits forestiers sur les marchés mondiaux. Pour améliorer l'accès à Kinshasa, il existe des visions alternatives et compétitives, parmi lesquelles la construction d'un nouveau port en eau profonde de 1,2 milliard de dollars à Banana et la construction d'un pont traversant le fleuve Congo pour mieux relier Kinshasa à Brazzaville. Le pont reliera Kinshasa à Pointe-Noire, au Congo désormais desservie par une route nouvellement achevée depuis Brazzaville³⁷.

35 Source : à confirmer (chiffre tiré de Wikipédia –globalement conforme aux chiffres de 2012 de Systra en supposant un taux de croissance normal).

36 Pour le rail, l'investissement est limité au matériel roulant. Pour les concessions routières, il semble qu'elles n'incluent pas l'entretien des routes qui est toujours assuré par le fonds routier.

37 Selon des rapports récents, le Gouvernement ne donnerait plus la priorité à la construction de ce pont. <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200311-rdc-construction-pont-kinshasa-brazzaville-priorit%C3%A9>

Il faudra au mieux plusieurs années pour que ces visions se concrétisent. À plus court terme, la réhabilitation des équipements des ports de Matadi et de Kinshasa permettrait d'améliorer de façon plus immédiate les flux de marchandises en provenance et à destination de Kinshasa et du Bas-Congo. Elle devrait s'accompagner d'une révision de la gestion globale des opérations portuaires afin de réduire les coûts portuaires. Aussi, selon les opérateurs rencontrés, étant donné le volume économique de fret nécessaire pour les deux régions, ces investissements seraient probablement durables même si de nouveaux investissements dans un port en eau profonde à Banana ou des connexions avec des ports de pays voisins (Congo, Angola) se concrétisent. Cela nécessiterait des investissements comparativement plus faibles que les opérateurs du secteur privé seraient en mesure de soutenir et de récupérer à moyen terme. En outre, le développement récent de services de fret ferroviaire privés sur la ligne SCTP pourrait offrir des complémentarités en termes d'offre multimodale.

En complément de la modernisation des installations à Matadi et à Kinshasa, la facilitation de la circulation sur le fleuve Congo (qui nécessite à la fois des investissements et une amélioration de la gestion du trafic sur le fleuve) pourrait potentiellement contribuer à redynamiser le transport des productions des/vers les régions, ainsi qu'à réduire le coût élevé des marchandises importées. Ceci devrait également être accompagné d'une révision des droits de douane par la Régie des voies maritimes, RVM, et la Compagnie des Voies Maritimes, CVM.

Un deuxième domaine d'intérêt pour les investisseurs privés est le transport ferroviaire dans l'ex-Katanga. Une option à court terme serait de relancer le transport vers la Zambie et l'Afrique du Sud en utilisant les infrastructures ferroviaires existantes de la SNCC. Cela permettrait d'élargir l'offre de transport, en plus du transport par camion actuellement. Un autre projet, plus ambitieux, qui a suscité l'intérêt du secteur privé ces dernières années, serait la réalisation de la liaison ferroviaire entre Kolwezi et Dilolo pour relier le réseau de la SNCC à la ligne de la CFB du côté angolais et relier l'ex-Katanga au port de Lobito, qui est, bien que de peu, l'accès maritime le plus proche. Cette perspective est plus lointaine car elle nécessiterait un accord entre les deux pays, et un investissement de plusieurs centaines de millions de dollars dans le renouvellement de la voie sur 426 km, en plus des investissements dans le matériel roulant, les plateformes logistiques, etc.

La viabilité économique de ces perspectives ne dépendrait pas seulement du transport des minerais. Les volumes historiques qui étaient autrefois transportés sur le rail ont peu de chances de se matérialiser à nouveau, le cuivre étant désormais transformé avant d'être exporté. Ceci conduit à des volumes beaucoup plus faibles et moins de sensibilité des prix aux coûts de transport, remettant ainsi en question la validité d'un modèle de transport ferroviaire lié à l'exploitation minière. D'autre part, le transport de produits importés pour desservir une région peuplée et économiquement dynamique générerait de nouvelles économies pour le transport ferroviaire, et conduirait à une réduction significative du coût des importations pour la région.

Enfin, le terminal aéroportuaire pourrait bénéficier d'une participation privée, puisque le trafic total de l'aéroport international de Ndjili est à peu près équivalent à celui d'autres aéroports en Afrique ayant été récemment privatisés : les aéroports d'Abidjan, de Libreville et de Madagascar ont été privatisés avec un trafic total allant de 700 à 900 000 pax. L'aéroport est actuellement en cours d'extension avec une participation de la Chine, mais la forme sous laquelle l'aéroport agrandi sera géré reste à ce jour obscur.

Relier l'arrière-pays est l'autre grand défi pour la RDC. Historiquement, cette liaison a été assurée par le transport fluvial et les routes secondaires. Il semblerait souhaitable d'améliorer les infrastructures et la gestion de la navigation fluviale (y compris le rôle des entreprises publiques CVM et la Régie des voies fluviales, RVF).

Contraintes et solutions possibles

Il existe de nombreuses entreprises d'État dans le secteur et leur rôle est central pour le développement des transports, car elles exploitent les principaux réseaux multimodaux du pays (voir le tableau 4.2)³⁸. Les entreprises de transport public sont en mauvaise santé financière et opérationnelle et elles portent des dettes et passifs significatifs, dont des dettes sociales (voir également le tableau 4.2). Dans l'ensemble, les recettes des trois plus grandes entreprises publiques de transport étaient, en 2017, de 20 % inférieures à la moyenne de 2011-2017 ; parmi elles, seule la Régie des voies aériennes (RVA) n'a pas connu de baisse de recettes. Ce, malgré d'importants investissements et le soutien des programmes de la Banque mondiale qui ont mis en place des contrats de services avec la RVA, la SCTP et la SNCC au cours des dix dernières années. Ce soutien a permis de maintenir les entreprises d'État à flot, mais a conduit à des améliorations très limitées en matière de gestion et de gouvernance (Banque mondiale, 2019c).

TABLEAU 4.2 RECETTES, REVENUS NETS ET DETTES DES PLUS GRANDES ENTREPRISES PUBLIQUES DE TRANSPORT EN 2017 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

ENTREPRISES PUBLIQUES	Recettes		Revenu net		Dettes fin 2017		
	2017	2011-17 av.	2017	2011-17 av.	Financier	Fiscal/Social	Total
RVA	91,5	89,2	(6,1)	(19,7)	11,8	88,7	100,5
SCTP	87,9	139,1	(52,1)	(66,5)	61,4	115,3	175,4
SNCC	39,8	42,3	(150,6)	(141,3)	135,1	221,1	356,2
Total	219,2	270,6	(677,7)	(227,5)	208,3	425,1	633,4

Note : Moyenne 2011-2017 exceptée 2013.

Source : Banque mondiale (2019c)

38 SCTP (Société Commerciale des Transports et des Ports, ex-SONATRA), SNCC (Société Nationale des Chemins de Fer du Congo), RVA (Régie des voies aériennes), RVF (Régie des Voies Fluviales), CFUF (Société des Chemins de fer Uélé-Fleuve), CVM (Congolaise des voies maritimes), AAC/RDC (Autorité de l'Aviation Civile), Congo Airways, LAC (Lignes Aériennes Congolaises, ex-Air Zaïre), LMC, SA (Lignes Maritimes Congolaises), STUC (Société de Transport Urbain du Congo, et Transco-Rdc).

Les mauvaises performances des entreprises d'État se produisent malgré les rentes économiques de plusieurs d'entre elles, comme la RVA, et la CVM pour l'utilisation de l'espace aérien et le tronçon maritime congolais entre Matadi et Kinshasa. Les ports et aéroports de la RDC sont parmi les plus chers au monde (Banque mondiale, 2018c). La SNCC bénéficie également d'importantes subventions, qui atteignaient 40 millions de dollars en 2017.

En définitive, le rôle des entreprises d'État dans le secteur des transports devra être redéfini à la lumière de l'insoutenabilité économique de leurs opérations, ce qui crée des charges fiscales importantes, et du fait qu'une grande partie de leurs activités appartiennent au secteur productif, elles ne nécessitent donc pas l'intervention des pouvoirs publics et peuvent être réalisées par des prestataires du secteur privé. La transition sera difficile et ne sera peut-être pas à court terme. Elle requiert de réduire les entreprises d'État pour se concentrer sur les actifs stratégiques tout en transférant leurs activités à des opérateurs privés, et ainsi réaliser des gains de productivité très importants pour rendre le reste de leurs opérations viables. D'autres éléments de cette transition nécessiteront de s'attaquer aux arriérés financiers et sociaux, et de réformer la réglementation en vue d'une tarification basée sur le marché.

À court terme, et comme nous l'avons vu dans la section précédente sur les questions transversales affectant les entreprises publiques, en s'appuyant sur la nouvelle loi sur les PPP, les PPP avec des entreprises publiques de transport devraient être examinés et les nouveaux PPP potentiels évalués. Cela devrait s'inscrire dans le cadre d'un effort plus large de réorientation des entreprises publiques. Cela pourrait inclure (i) de renforcer la propriété de l'État et la fonction de contrôle par le biais d'un organisme spécialisé disposant de ressources suffisantes ; (ii) d'appliquer les dispositions du droit des sociétés basé sur l'OHADA dans les entreprises d'État ; (iii) de professionnaliser les conseils d'administration ; (iv) de renforcer l'utilisation des technologies de l'information et de la communication au sein des entreprises publiques ; et enfin (v) d'améliorer la transparence du secteur des entreprises publiques et de leur dette associée (Banque mondiale, 2019). L'expérience et l'expertise du COPIREP (Comité de pilotage de la réforme des entreprises publiques), l'organe gouvernemental chargé de concevoir, de suivre et de soutenir la mise en œuvre des réformes des entreprises publiques sous l'égide du ministère du portefeuille³⁹, devrait être mises à contribution pour rendre opérationnelle l'unité de PPP et renforcer l'interface pour les PPP en fournissant un soutien technique aux entreprises d'État pour identifier et préparer des PPP bien conçus (études de faisabilité, passation de contrats, etc.) qui garantiraient de nouveaux investissements dans les infrastructures et une base de revenus aux entreprises d'État.

39 Le COPIREP a un mandat étendu qui couvre un certain nombre de domaines, notamment (a) l'ensemble des activités liées au désinvestissement de l'État dans les entreprises d'État ; la gestion de la réforme du secteur des entreprises d'État (y compris les réformes spécifiques au secteur et axées sur les entreprises) ; (c) le soutien aux institutions concernées dans la mise en œuvre du processus de réforme des entreprises d'État ; et (d) la préparation de plans pour traiter les problèmes de personnel et les questions connexes dans les entreprises d'État (par exemple, le sureffectif, les retards de salaires, etc.). Banque mondiale (2019c).

Énergie

Performance actuelle

Tout comme le secteur des transports, le secteur énergétique est essentiel à la compétitivité des entreprises. En raison de la mauvaise performance du secteur, les entreprises manufacturières de la RDC s'approvisionnent en électricité pour près de la moitié de leur production à partir de générateurs (1 \$ par kWh n'est pas inhabituel en raison du coût du transport qui peut doubler le coût du carburant alors que 0,20 \$ est considéré comme un coût moyen de l'électricité dans la plupart des pays), et perdent, en moyenne, 11 % de leurs ventes annuelles en raison des pannes d'électricité. Le taux d'électrification est estimé entre 15 et 20 % (9 % en 2013)⁴⁰. À ce jour, à l'exception de quelques villes, le pays n'a quasiment pas accès à l'électricité (Banque mondiale 2019c). L'accès diffère également selon le niveau de revenu, atteignant 56 % pour les 20 % les plus riches de la population contre 14 % pour le quintile le plus pauvre. La consommation par habitant (94 Wh/p) est l'une des plus faibles au monde, légèrement supérieure à celle de l'Éthiopie et comparable à celle de la Tanzanie.

La production d'électricité en RDC est à 99 % d'origine hydraulique. Toutefois, aucun investissement dans la production n'a été réalisé au cours des 30 dernières années : la capacité installée de l'opérateur public la Société nationale d'électricité (SNEL) se compose de 15 centrales hydroélectriques représentant 2581 MW de puissance installée et d'une trentaine de centrales thermiques d'une puissance installée d'environ 28 MW (Banque mondiale, 2019).

La capacité disponible est estimée à 44 % de ce total, soit 1078 MW, ce qui est loin des 4000 MW nécessaires lors des pics de demande. Au centre de la capacité de production d'électricité de la RDC se trouvent les barrages Inga 1 et 2. Ils fonctionnent actuellement à environ 50 % de leur capacité en raison du manque d'entretien. Une campagne de réhabilitation et de maintenance a débuté en 2010. Le projet PEDME de la Banque mondiale (2007-2018) a été l'un des principaux soutiens à cette campagne en finançant la réhabilitation d'Inga 1 et 2 (415 MW, 23 % de la capacité installée) et une ligne électrique de 400kV vers Kinshasa⁴¹.

Les acteurs du secteur privé sont également intervenus dans la réhabilitation d'Inga.

40 Le Sdg7 fait état de 19 % en 2017 avec des disparités importantes entre les zones urbaines et rurales (contre 42 % en moyenne en Afrique subsaharienne). <https://trackingsdg7.esmap.org/country/congo-dem-rep>

41 Cette capacité supplémentaire dessert principalement Kinshasa et la province minière orientale du Katanga.

Le réseau de transmission existant, bien que limité, est en bon état (WB, 2019c) et est passé de 5510 km à 6771 km de lignes à haute tension depuis 2012. En revanche, le réseau de distribution est beaucoup plus limité, étant fragmenté et détérioré⁴². Des réseaux distincts desservent le pays : le principal est le réseau de transmission ouest-sud qui relie le réseau sud-ouest qui couvre Kinshasa et le réseau sud couvrant l'ex-Katanga avec 1770 km reliant Inga à Kananga et Kolwezi (la capacité est en train d'être presque doublée pour atteindre 1000 MW) et interconnecté avec Kasumbalesa et l'Afrique australe. Le système énergétique de la RDC est complété par des réseaux isolés exploités par la SNEL et une demi-douzaine d'opérateurs privés⁴³.

Ces réseaux sont développés autour de centrales hydroélectriques, d'une capacité installée allant de 2 à 20 MW, et de systèmes de générateurs comme à Kananga et Mbandaka. Au total, environ 150 MW⁴⁴ de centrales hydroélectriques et thermiques sont exploitées par des opérateurs privés (Banque mondiale, 2019)⁴⁵.

L'industrie représente la plus grande part de la consommation d'électricité, soit 55 % de la demande de la RDC, suivie par 35 % pour le secteur résidentiel et 10 % pour les autres usages et services commerciaux. Les niveaux de consommation d'électricité industrielle et résidentielle ont doublé depuis 2000 (respectivement +111 %, et +105 % entre 2000 et 2015), tandis que la consommation des services publics et commerciaux a été réduite de moitié (-48 %). La consommation industrielle provient principalement de l'industrie extractive. Celle-ci nécessite d'importantes quantités de combustibles et d'électricité pour l'extraction et la transformation des minerais métalliques. L'exploitation minière formelle est principalement située dans les provinces du Kasai central et du Kasai oriental, dans le Haut-Katanga et à Lualaba, mais aussi dans les régions du nord-est du Haut-Uele et de l'Ituri. Les industries telles que l'agroalimentaire, le textile, la métallurgie et l'industrie chimique légère situées autour des grandes villes comme Kinshasa, ne consomment qu'une faible quantité d'électricité (en partie en raison des accès insuffisants à des sources d'énergie électrique fiables)⁴⁶. De même que l'industrie liée aux gisements de matières premières, comme le calcaire pour les cimenteries. Les mines du Sud dépendent également de l'électricité importée par l'intermédiaire de l'interconnexion RDC-Zambie (une ligne de 220 kV entre Kasumbalesa et Luano). La SNEL importe également de l'électricité de l'Ouganda.

42 Le SNEL a fonctionné avec des pertes techniques (17 %) et non techniques (9 %) élevées. Dans l'ensemble, les réseaux de la SNEL ont un besoin urgent d'être remis en état.

43 Par exemple, Électricité Du Congo (Tshikapa), SICODEE (Goma), VIRUNGA SARL (Rutshuru), Énergie du Nord Kivu (Butembo-Beni), SOKIMO (Bunia), SICOHYDRO (Busanga).

44 Par exemple, l'approvisionnement de Kalemie par Bendera, Kamina par Kilubi, Gbadolite par Mobayi Mbongo, Kisangani par Tshopo et Mbuji Mayi par Tsahala.

45 Comme Virunga SARL à Matebe, Hydroforce à Mbuji-Mayi, EDC à Tshikapa, SINELAC (Ruzizi II) à Bukavu, ou Randgold à Kibali.

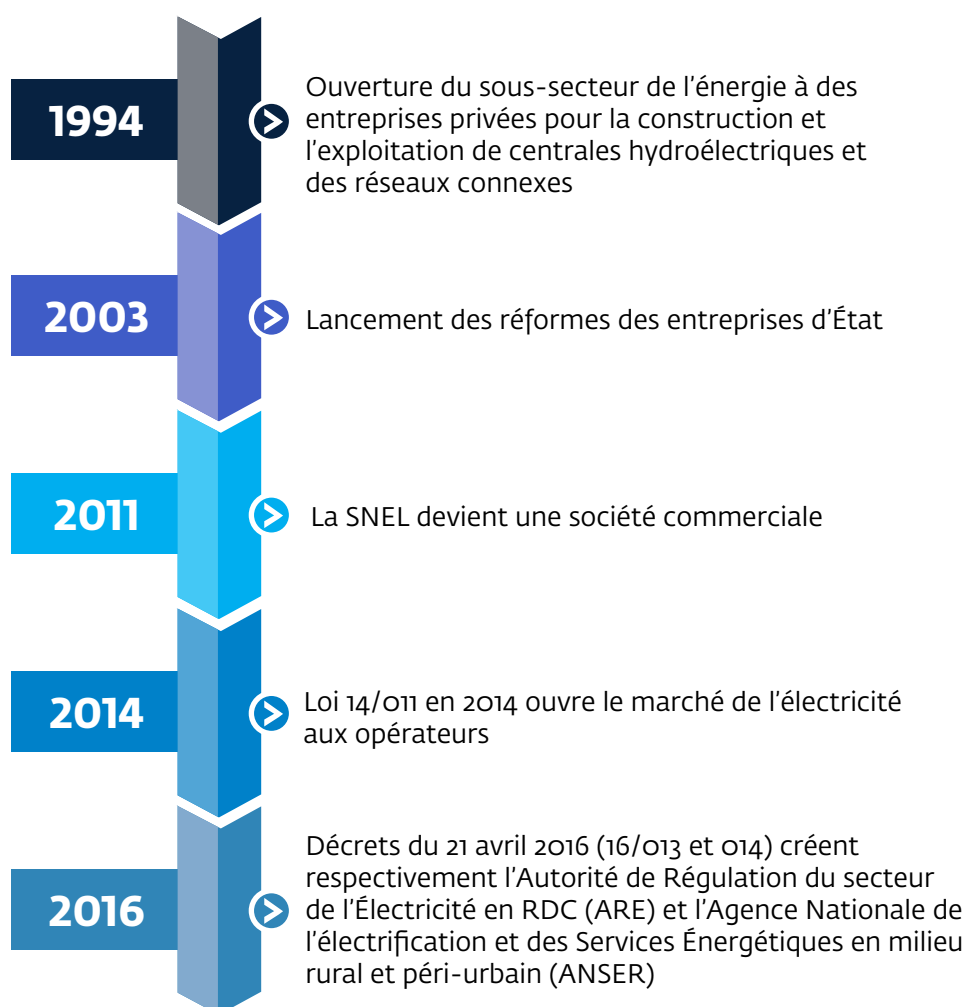
46 Une entreprise sur deux considère l'électricité comme un obstacle majeur à la croissance et près de neuf entreprises sur dix connaissent des pannes. En outre, 60 % des entreprises possèdent un générateur, en raison du manque de fiabilité de l'électricité, contre 43 % en moyenne dans le reste de l'Afrique subsaharienne. (Hafner et Al. 2018).

Opportunités

Le pays possède l'un des plus grands potentiels hydroélectriques au monde avec 13 % du potentiel mondial dont seulement 2,5 % ont été exploités ; en outre, son secteur de l'électricité a été progressivement libéralisé (Figure 4.2).

Le secteur privé a pris diverses mesures pour combler les lacunes de l'approvisionnement en électricité par l'État. Il existe plusieurs (et nombreux) types de projets impliquant le secteur privé dans le pays. Récemment, le projet Ruzizi III de 147 MW a été signé entre les gouvernements du Burundi, du Rwanda et de la RDC et un consortium entre les services de promotion industrielle du Kenya (IPS) et l'opérateur norvégien SN Power, avec une clôture prévue d'ici 2021 et une opérationnalité d'ici 2025. D'autres initiatives importantes en termes de volumes, sont liées à des projets miniers (Kasai Central et Kasai Oriental, dans le Haut-Katanga et Lualaba, ainsi que dans les Kivus). Le pays dispose également de plusieurs mini-réseaux fonctionnant avec la participation du secteur privé, essentiellement dans les Kivus. Enfin, les opérateurs solaires individuels hors réseau se développent pour répondre à de larges pans de la demande inexploitée autour des grands centres urbains.

FIGURE 4.2 LIBÉRALISATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE



Les sociétés minières ont investi dans l'expansion de la capacité de production par le biais de prêts à la SNEL (estimés à un milliard de dollars au total) et ont pour la plupart d'investir dans le cadre de modèles PPP tels que la production indépendante d'électricité (*Independent Power Producer* -- IPP dans son acronyme anglais) et 'Build-Operate-Transfer' (BOT). Le plus important de ces projets a financé la réhabilitation des turbines d'Inga II, la construction de la centrale électrique Nzilo II et l'amélioration de la ligne haute tension Inga-Kolwezi. Au total, les sociétés minières ont accumulé plus d'un milliard de dollars É.-U de prêts à la SNEL dans le cadre de projets visant presque entièrement l'amélioration de l'approvisionnement en électricité de leurs mines. Les sociétés minières ont construit leurs propres centrales électriques pour alimenter leurs mines.

La demande du secteur minier n'est pas entièrement satisfaite et il est donc nécessaire d'augmenter l'approvisionnement en électricité de l'ex-Katanga. Dans l'ensemble, la demande est supérieure à l'offre : estimée à 10 000 GWh en 2017, elle devrait atteindre 28 000 GWh d'ici 2030. Le secteur minier représente une part importante de cette demande, qui devrait atteindre 11 000 GWh d'ici 2030 (Banque mondiale, 2019c). L'augmentation de la capacité de la ligne à haute tension devrait permettre d'augmenter la capacité de production pour répondre à la demande dans le Sud. Une entreprise envisageant de construire une centrale de 100 MW dans l'ouest du pays, a mentionné que plusieurs sociétés minières du Sud avaient exprimé leur intérêt en tant que clients. Les importations en provenance des pays voisins (Zambie et Angola) permettraient également de répondre aux besoins à court et moyen terme.

Le paysage des fournisseurs privés d'électricité est fragmenté, avec de petits acteurs régionaux, principalement au Kasai et dans les Kivus. Les sociétés minières ont parfois formé des PPP avec les gouvernements provinciaux pour desservir des mini-réseaux, comme Enerkac (dont le gouvernement provincial du Kasai-Central détient 5 % des parts) qui a développé une centrale hybride de 1 MW (essentiellement au diesel) alimentant le mini-réseau de la SNEL de Kananga. De rares mini-réseaux fonctionnent déjà dans la région : Électricité du Congo (EDC) exploite 1,6 MW pour servir 400 clients à Tshikapa (Lungundi I) ; le principal projet solaire existant en RDC est un mini-réseau solaire de 1MW avec une capacité de stockage de 3MWh de batterie, construit par Enerdeal et Congo Energy dans la ville de Manono, pour alimenter la population locale et les PME ; et Hydroforce exploite une centrale hydroélectrique de 1 MW à Mbuji-Mayi.

D'autres PPI se sont développées au Nord-Kivu. Énergie du Nord-Kivu (ENK), avec une capacité hydroélectrique installée de 1,6 MW, est un PPP entre la région de Nord-Kivu et la société STS qui a obtenu une concession pour desservir Butembo et Beni. Elle dessert 1500 clients résidentiels. ENK prévoit d'étendre la capacité à 19 MW avec deux centrales hydroélectriques supplémentaires. Virunga SARL a une capacité installée de 1,8 MW et dessert 5000 clients à Mutwanga et Goma. Une nouvelle centrale hydroélectrique d'une capacité de 14,6 MW est en cours d'achèvement et il est prévu d'en construire une autre de 28 MW.

Des entreprises locales et internationales cherchant à exploiter des marchés et disposant de peu d'infrastructures électriques ont émergé pour proposer de l'électricité solaire hors réseau. L'IRENA estime que 1,2 million de personnes ont déjà accès à l'éclairage solaire dans le pays (2016)⁴⁷.

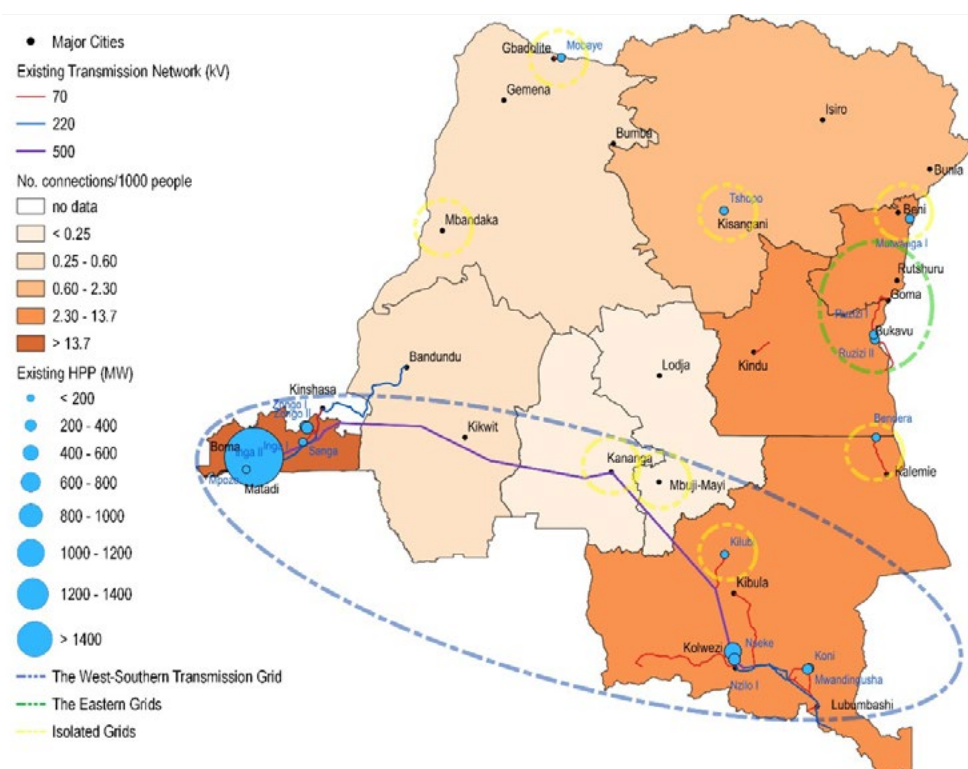
Contraintes et solutions possibles

Il est nécessaire d'augmenter la capacité de production. L'augmentation des investissements du secteur privé dans le réseau exigerait que la SNEL devienne un acheteur crédible. Avec plus de trois milliards de dollars de dette et des pertes très élevées, la SNEL a un flux de trésorerie négatif et n'est pas en mesure de réaliser les investissements requis. Les faibles performances de la SNEL sont liées à toute une série de facteurs internes tels qu'une inefficacité opérationnelle, des ressources humaines insuffisantes et une culture de faible performance, qui sont identifiés comme des domaines prioritaires du plan de relance. Ceci freine les investissements privés pour développer la production sur le réseau car la SNEL ne peut pas s'engager de manière crédible dans la conclusion d'un accord d'achat d'électricité (PPA dans son acronyme anglais), (Banque mondiale, 2019c).

47 IRENA (2018).

Comme le montre la carte 4.2 ci-dessous, les variations d’approvisionnement en électricité dans les régions (connexion ou non aux réseaux, présence ou non d’activités minières, etc.) et le contexte général de fragilité appellent des approches différenciées, l’accent étant mis sur des interventions de taille moyenne à petite, géographiquement proches des centres de population⁴⁸.

CARTE 4.2 ÉTAT ACTUEL DU DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME ÉLECTRIQUE DE LA RDC



Source : SNEL; World Bank, “Opportunities and Challenges to Increase Access to Electricity in the DRC” (Working paper, World Bank, Washington, DC, 2019).

48 Voir Bazilian et Chattopadhyay (2015).

1. **Région du sud-ouest.** Compte tenu de la forte densité de la demande et de l'infrastructure du réseau existant, la priorité devrait être de :
 - soutenir l'investissement public dans l'hydroélectricité essentielle à proximité des principaux centres de demande (dernier groupe d'Inga 1 et trois derniers groupes d'Inga 2, Nzilo dans l'ex-Katanga, Zongo 1 près de Kinshasa) ;
 - assurer l'approvisionnement de l'ex-Katanga par les pays voisins (Zambie, Angola) ;
 - renforcer et densifier la dorsale du réseau interconnecté existant (électricité de la Zongo 2), et de réhabiliter/maintenir la distribution urbaine (Kinshasa, Lumumbashi, Matadi, Kolwezi) pour améliorer la fiabilité et la qualité du service et répondre ainsi à la demande de la croissance rapide ;
 - encourager les mini-réseaux et les systèmes autonomes fournis par des opérateurs du secteur privé lorsque les améliorations et les extensions du réseau sont moins viables financièrement (notamment en évaluant si une connexion au réseau serait économiquement viable pour Kananga et Mbuji-Mayi).
2. **Région de l'Est.** Dans une région où la demande est croissante, mais où les infrastructures sont moins nombreuses, ce qui signifie que la majeure partie de la demande reste largement insatisfaite, il convient de se concentrer sur l'amélioration du transport des centrales hydroélectriques vers Goma et sur la distribution de l'électricité à Goma et à Bukavu. Cela nécessiterait d'améliorer la planification et la surveillance réglementaire (pour traiter les questions relatives à la définition des concessions), de renforcer les capacités des prestataires actuels qui sont confrontés à d'importants défis de développement, et de se concentrer sur les clients commerciaux à court terme. Un prochain programme d'évaluation du secteur des infrastructures (InfraSAP) de la Banque mondiale, axé sur l'énergie, aidera à identifier les domaines d'intervention prioritaires.
3. **Ailleurs** où le raccordement aux réseaux n'est pas économiquement viable (régions éloignées et une clientèle de ménages et de petites entreprises pour lesquels le raccordement au réseau serait trop coûteux), il convient d'étudier des solutions du secteur privé (mini-réseaux, systèmes solaires individuels hors réseau), en s'attachant à créer un environnement favorable à ces prestataires du secteur privé. Plusieurs initiatives privées semblent démontrer qu'il existe un marché durable.

Soutenir un plan de redressement de la SNEL par le renforcement des capacités à court terme et par la définition d'un plan de gestion du changement, en vue du transfert des actifs (propriété ou gestion) au secteur privé, fera partie intégrante de la stratégie de l'avenir. En outre, dans le contexte de la décentralisation, le renforcement de la capacité des gouvernements provinciaux et des organismes de régulation pour gérer le secteur (planification, politiques et réglementations, PPP) et d'interface avec les prestataires du secteur privé est une priorité. Les opérateurs du secteur privé émergents opèrent dans un contexte de coûts élevés, de faible gouvernance et d'obligations réglementaires mal définies. Parmi les exemples du coût élevé des activités de ces opérateurs, on peut citer une multiplicité de taxes et des exigences en matière de licences et des comportements anticoncurrentiels qui empêchent leur développement, ainsi que l'accès au financement pour les plus petits.

À court terme, la priorité devrait être accordée aux régions économiquement les plus importante et en croissance (centres urbains), afin de : 1) constituer une masse critique de prestataires du secteur privé qui pourraient ensuite desservir d'autres régions ; 2) soutenir les grands opérateurs économiques pour lesquels l'accès à l'électricité est essentiel à la croissance. L'opérationnalisation des régulateurs de l'ARE et l'agence de développement de l'électricité rurale ANSER créée en 2016, et actuellement en phase de mise en œuvre suite à la décision ministérielle de novembre 2018, auront un rôle-clé à jouer (Banque mondiale, 2018a).

Eau

Performance actuelle

Les services d'eau urbains ont été gravement touchés par la crise du pays et les performances opérationnelles de la REGIDESO ont considérablement diminué. Les services ont totalement cessé de fonctionner dans plus de 30 des 94 centres urbains approvisionnés par la REGIDESO, et dans de nombreux quartiers restants, y compris des interruptions de service de longue durée dans Kinshasa. Cette situation a conduit les communautés à installer des réseaux d'eau autonomes, notamment dans les zones périurbaines des grandes villes. Le taux de couverture des services urbains d'approvisionnement en eau est passé de 68 % en 1990 à 35 % en 2006. Après 2006, dans le cadre de la revitalisation des entreprises publiques, une réforme du secteur de l'eau urbaine a envisagé l'introduction de la participation du secteur privé dans la gestion des services. Cette réforme a été précédée par la corporatisation et la restructuration financière de la REGIDESO et s'est accompagnée d'investissements substantiels dans la réhabilitation et l'expansion des installations hydrauliques urbaines. Le soutien de la Banque mondiale dans le cadre du Projet d'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain (PEMU) a ensuite été fourni pour l'établissement d'un contrat de gestion et la nécessité de concentrer les investissements dans la capitale, Kinshasa, et dans deux grandes villes, Lubumbashi et Matadi, représentant environ 75 % des activités de la REGIDESO. Le projet a ensuite été étendu pour couvrir Kindu et développer les activités dans les villes déjà couvertes⁴⁹.

Le contrat de gestion n'ayant attiré aucun soumissionnaire⁵⁰, un contrat de service a été mis en œuvre à la place. La société sélectionnée pour le contrat de service est une joint venture entre la Sénégalaise des Eaux et le groupe français ERANOVE, et a commencé ses activités en 2013. Dans le cadre de ce programme, un contrat de performance a été mis en place et une réduction de 10 % des effectifs a été réalisée.

Opportunités

La demande de services d'eau urbains est forte, en raison de l'écart entre l'offre actuelle et la croissance prévue de 5 % par an de la population urbaine.

Une nouvelle loi sur l'eau a été approuvée en décembre 2015. Elle prévoit une attribution ministérielle unique pour les services d'eau ; la décentralisation de la politique et de la propriété des actifs ; la gestion déléguée de la fourniture de services à des entités privées ou publiques et à des systèmes autonomes gérés par des associations d'utilisateurs explicitement reconnues ; la prescription de tarifs basés sur les coûts (articles 84-85) ; et la prévision d'une nouvelle autorité de régulation.

49 Financement supplémentaire de 166 millions de dollars (2016-2018).

50 Le contrat portait sur l'ensemble du territoire de la RDC.

Les prestataires du secteur privé sont intéressés par la desserte des grandes zones urbaines telles que Kinshasa, mais aussi Goma. À Butembo, où la REGIDESO n'est pratiquement pas présente, un opérateur privé a réalisé un puits.

En mai 2015, le Gouvernement a approuvé une révision des tarifs de la REGIDESO (fixés en dollars américains). Le niveau actuel des tarifs de l'eau, avec une valeur moyenne pondérée de 0,82 dollars É.-U par m³, est comparable aux tarifs observés dans la sous-région⁵¹. Dans des conditions normales d'exploitation (facturation et recouvrement), les tarifs actuels de l'eau devraient permettre à la REGIDESO de couvrir ses coûts de fonctionnement, mais ce n'est pas le cas, car seuls 60 % des coûts de fonctionnement de la REGIDESO sont couverts⁵².

L'absence de paiement de la part des organismes publics a aggravé la situation financière difficile car la plupart des arriérés proviennent de la consommation publique. Les arriérés de l'État sur les factures de consommation d'eau accumulés jusqu'au troisième trimestre 2018 ont été estimés à 261,4 milliards de Francs congolais (CDF) (136 millions de dollars É.-U), soit plus d'une année de recettes⁵³.

Contraintes et solutions possibles

L'autorité nationale de régulation prévue par la loi de 2015 n'est pas encore opérationnelle et la fragmentation institutionnelle demeure (WASH, 2017). Une fois en place, le rôle de la nouvelle autorité nationale de régulation par rapport à celui des régions devrait être clarifié. Elle devrait également commencer à examiner, en coordination avec les régions (qui sont désormais propriétaires des actifs en vertu de la nouvelle loi), si dans les grandes villes des régions, des concessions individuelles ou des contrats de gestion pourraient être établis. Dans certains cas, cela permettrait de régulariser/clarifier les situations existantes (y compris le statut de la REGIDESO) et en outre, il existe des preuves de l'intérêt du secteur privé.

La réforme de la REGIDESO doit être poursuivie pour en faire un prestataire de services d'eau économiquement viable, notamment en définissant son périmètre d'intervention. Les tarifs préférentiels accordés aux entreprises industrielles doivent être revus.

51 Les tarifs commerciaux sont plus élevés. GÉCAMINES, la SNCC et les brasseries bénéficient de tarifs industriels spécifiques moins élevés qui sont inférieurs au tarif industriel standard.

52 Aide-Mémoire : Mission d'appui à la mise en œuvre du Projet d'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain (PEMU) et de son Financement Additionnel, du 15 au 24 octobre 2018.

53 Ibid.

Infrastructure numérique

Performance actuelle

En raison de la longue histoire d'insécurité et de la faible capacité institutionnelle de la RDC, le secteur des télécommunications reste sous-développé et est à la traîne par rapport à ses pairs de la région. Compte tenu des réseaux de lignes fixes peu développés⁵⁴, les téléphones mobiles sont devenus le principal mode de communication dans le pays, avec un taux de pénétration de 47 %. Le développement de l'infrastructure à large bande dans le pays a également été lent, étant donné le faible développement des réseaux câblés nationaux. Après de nombreux retards, la RDC a finalement pu se connecter à son premier réseau sous-marin de câbles en fibre optique, mais le prix de l'Internet reste élevé.

La Société Congolaise des Postes et Télécommunications (SCPT), une société d'État, a le monopole du secteur des télécommunications depuis 1970. Conséquence de la guerre ainsi que d'une mauvaise gestion, la SCPT dispose de moins de 2000 connexions, selon les rapports, et ses revenus sont insuffisants pour couvrir les coûts de ses 500 employés. Depuis 1997, des discussions ont eu lieu pour privatiser la SCPT, mais elles ne se sont pas encore concrétisées. La SCPT est également responsable du développement des réseaux nationaux de fibres optiques dans le pays. En raison du manque de fonds, la dorsale nationale reste sous-développée et l'infrastructure existante est de faible qualité. La station d'atterrissage de Muanda, qui a permis à la RDC de se connecter à son premier câble sous-marin à haut débit en 2013, est gérée et entretenue par la SCPT, et les autres opérateurs ne peuvent s'y connecter que via le réseau de la SCPT, ce qui lui confère un monopole effectif. La SCPT tire désormais des revenus substantiels qui ont augmenté de 60 % sur la période 2011-2017, de cette connexion par fibre optique, (Banque mondiale, 2019c).

En raison de l'accès limité au réseau câblé national (prix élevés et qualité inégale), la pénétration du haut débit reste faible. Les connexions fixes à large bande ne sont disponibles que dans les grandes villes et, en l'absence d'un solide réseau national de câbles à fibres optiques, la plupart des connexions à large bande sont réalisées grâce à un accès sans fil, des satellites et, plus récemment, des téléphones mobiles. Le taux de pénétration des connexions fixes à large bande est de 5 %⁵⁵. L'accès à la large bande reste une rareté et un luxe —150 dollars par Mbps en RDC contre 17 dollars en Ouganda⁵⁶.

De nombreux fournisseurs d'accès à Internet proposent aujourd'hui un accès à Internet à un coût raisonnable dans les grandes villes et leurs banlieues grâce aux technologies satellitaires. Il y a 25 fournisseurs d'accès à Internet (FAI) dans le pays, la plupart étant concentrés sur Kinshasa. Certains d'entre eux sont très petits et ne comptent que 500 abonnés, et certains d'entre eux opèrent sans licence et ne sont pas enregistrés. Étant donné la dépendance des satellites internationaux pour le haut débit, la bande passante est limitée et les prix restent élevés, ce qui restreint encore l'accès.

54 La pénétration des téléphones fixes est de 0,1 % dans le pays, et la plupart de ces téléphones se trouvent à Kinshasa et dans ses environs, avec une connectivité de ligne fixe négligeable dans la région.

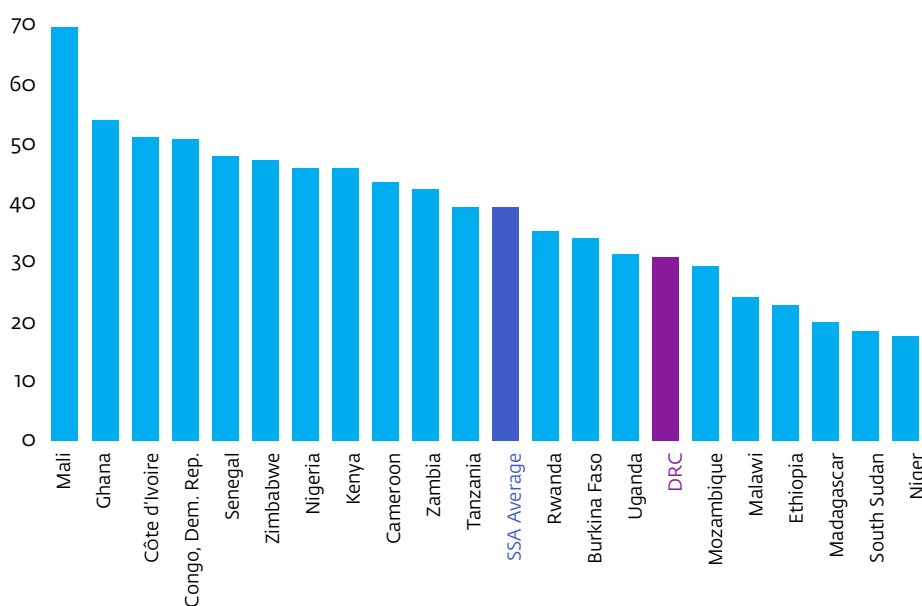
55 Le nombre d'abonnés est beaucoup plus faible, à environ 1/3 du taux de pénétration, car de nombreuses personnes accèdent aux connexions à large bande par des connexions partagées à l'école, au travail ou dans des cybercafés.

56 Selon un des principaux opérateurs de télécommunications de la RDC réuni en mai 2019.

Compte tenu de la disponibilité limitée des fonds publics, les financements des donateurs et partenaires extérieurs, la Chine, en particulier, jouent un rôle-clé dans le développement de l'infrastructure des télécommunications. Depuis 2013, la Chine soutient la SCPT dans le déploiement d'un réseau national de fibres optiques dans tout le pays (la SCPT a également passé un contrat avec la société chinoise SNPPCC pour la construction d'une dorsale). Elle a également aidé la SCPT à se connecter au câble sous-marin international.

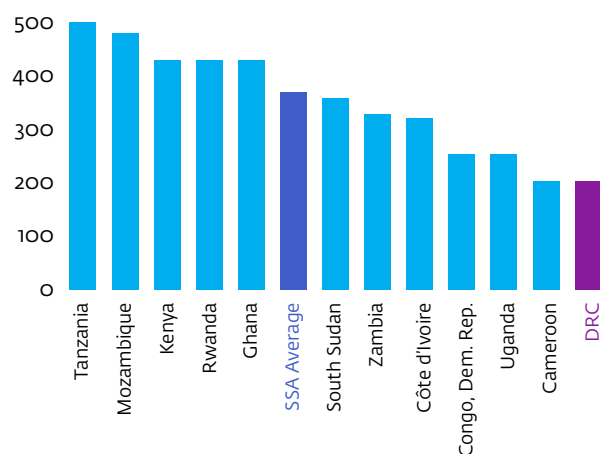
L'utilisation des téléphones portables est en hausse en RDC. Le taux de pénétration d'abonnés à la téléphonie mobile a presque doublé depuis 2011 dans la moyenne de celui de la région (Figure 4.3)⁵⁷. En revanche, l'utilisation est relativement faible (Figure 4.4) et la pénétration et l'utilisation des 'smartphones' sont encore très faibles (Figures 4.5 et 4.6). Le marché des services cellulaires est dominé par quatre grands opérateurs de réseaux mobiles (ORM). En plus de ces quatre grands fournisseurs de services nationaux, il existe également des réseaux de petite taille opérant dans d'autres régions du pays. Le téléphone mobile n'est pas seulement un moyen de communication omniprésent, il est aussi, pour beaucoup de gens, l'unique outil abordable pour accéder à Internet.

FIGURE 4.3 TAUX DE PÉNÉTRATION D'ABONNÉS UNIQUES

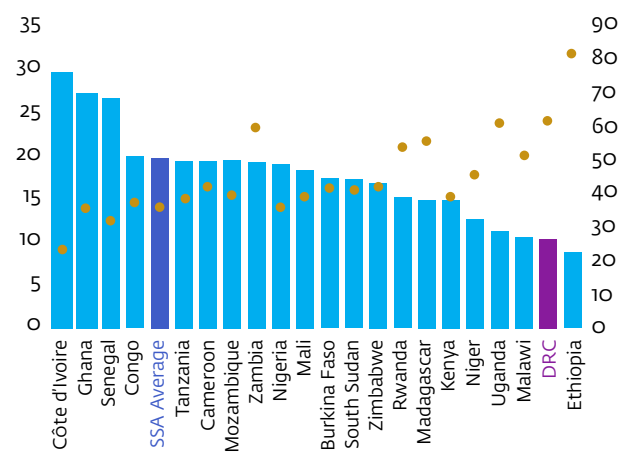


Source : GSMA Intelligence data; World Bank Private Sector Scan

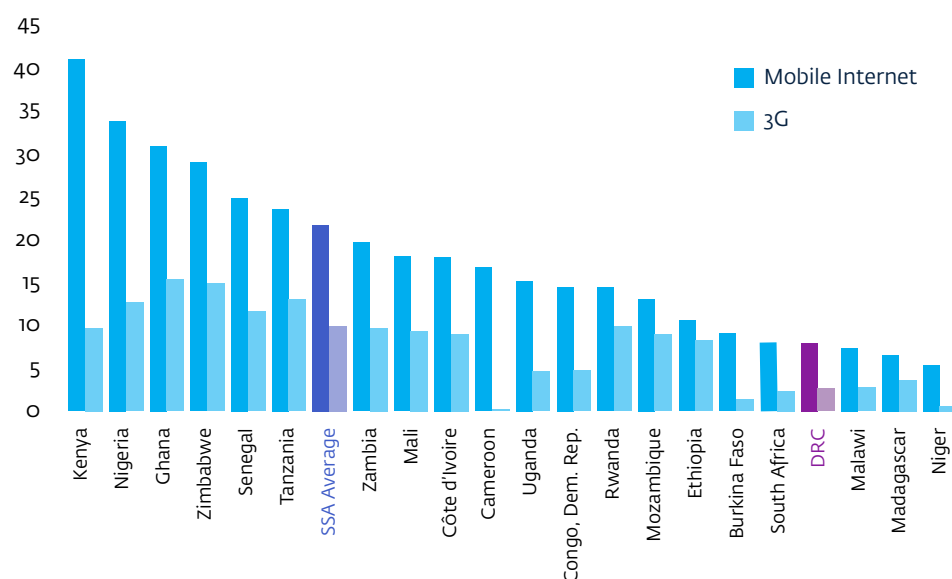
⁵⁷ En raison de la possession de plusieurs cartes SIM par les abonnés, et de la sous-déclaration des utilisateurs par les ORM pour réduire leur charge fiscale, le taux de pénétration réel dans le pays n'est pas clair.

FIGURE 4.4 MINUTES D'UTILISATION PAR CONNEXION


Source: GSMA Intelligence and Deloitte analysis, based on operator data; World Bank Private Sector Scan

FIGURE 4.5 ADOPTION DU 'SMARTPHONE' SUR UN ÉCHANTILLON DE PAYS D'ASS SÉLECTIONNÉS (%)


Source: GSMA

FIGURE 4.6 INTERNET MOBILE ET PÉNÉTRATION DE LA 3G


Source : GSMA Intelligence.

Malgré le faible nombre d'utilisateurs d'Internet par rapport à la taille de la population, la libéralisation du secteur des télécommunications a permis l'éclosion d'opérateurs privés. La concurrence accrue entre les opérateurs a permis de réduire considérablement les coûts pour les consommateurs. On estime que 96 % des utilisateurs du téléphone mobile utilisent des services prépayés (GSMA, 2019).

La banque mobile est encore peu développée. Compte tenu de la base d'utilisateurs potentiellement importante et de la faible pénétration des services financiers, la RDC est l'un des marchés monétaires mobiles les plus prometteurs de l'ASS, en raison à la fois d'un environnement réglementaire favorable et du potentiel d'échelle commerciale dans un pays qui compte plus de 80 millions d'habitants. Toutefois, en raison de la faiblesse des infrastructures, du faible niveau d'alphabétisation et de la dispersion de la population, les services bancaires mobiles n'ont pas encore atteint leur plein potentiel. La RDC reste une société essentiellement axée sur l'argent liquide, avec un accès minimal aux services financiers formels. Les services financiers informels sont plus courants mais restent limités à une minorité de citoyens de la RDC. On estime que moins de 20 % des adultes disposaient d'un compte d'argent mobile en 2017. L'argent mobile comme moyen de paiement alternatif est à la fois une nécessité et une grande opportunité de développement du marché. Pour les ménages, le paiement des salaires et des factures pourrait être un point d'entrée prometteur. L'argent mobile est confronté à des défis liés à la fiabilité du système GSM, à l'éducation des clients et à l'instauration d'un climat de confiance. En raison des crises bancaires survenues dans les années 1980 et 1990, les banques sont toujours considérées comme instables et peu fiables.

L'écosystème des start-ups en RDC est en pleine croissance, mais il est encore à un stade très embryonnaire. L'écosystème des start-ups est principalement concentré à Kinshasa, avec une certaine activité à Lubumbashi et à Goma, et il y a très peu d'activité en dehors de ces 3 centres principaux. En outre, l'écosystème des start-ups reste déséquilibré. Il y a plusieurs incubateurs à Kinshasa, ainsi que des événements et des conférences, mais la formation, le soutien et le financement des start-ups restent limités. Parmi celles qui opèrent dans cet espace, les programmes structurés et abordables avec un contenu pertinent sont rares.

Opportunités

La RDC est l'un des plus grands marchés de l'Afrique subsaharienne, avec un énorme potentiel inexploité pour les TIC. En outre, les TIC pourraient jouer un rôle important sur la voie de la reprise et d'un développement inclusif et durable (voir Encadré 4.1). Les TIC offrent des possibilités d'évolution rapide, en permettant de nouveaux modes de communication, de partage et de stockage des informations, de prestations de services et d'entrepreneuriat. De plus, avec une population jeune nombreuse et croissante et des centres urbains en expansion, il y a une demande croissante et un marché captif pour les produits et services numériques. À l'Est, étant donné que la RDC a des frontières avec le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi et la Zambie, il est possible de se connecter aux réseaux câblés internationaux via ces pays, et de créer un marché très compétitif pour les services de TIC⁵⁸.

58 Le potentiel est de développer l'accès au haut débit à des prix compétitifs, qui libérera plusieurs applications de transformations, comme nous le verrons dans la section sur les services informatiques ci-dessous.

ENCADRÉ 4.1 NOUVELLES UTILISATIONS DE LA TECHNOLOGIE EN RDC

Réponse à Ebola : Reconnaissant le rôle que la technologie peut jouer dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola, le Ministère de la Santé, en collaboration avec Kinshasa Digital, a organisé le premier Hackathon à Kinshasa, centré sur Ebola. Une application développée par des étudiants congolais, appelée « Lokele », a remporté le premier prix. Lokele est un prototype d'application développé par de jeunes congolais pour faciliter la transmission en temps réel des données et des informations entre les communautés et les équipes de lutte contre le virus Ebola. L'application permet aux travailleurs communautaires de reconnaître les symptômes d'Ebola en remplissant un questionnaire et en alertant ensuite l'équipe d'intervention. L'application permet la communication entre les travailleurs communautaires et les équipes d'intervention Ebola, et envoie également un rapport final sur les cas d'Ebola au Ministre de la Santé. Les fondateurs participent actuellement à un programme d'incubation de trois mois, afin de développer une version de l'application à l'échelle nationale.

Sécurité alimentaire : S'appuyant sur la pénétration croissante des téléphones mobiles dans l'Est de la RDC, le Programme alimentaire mondial a piloté puis développé une application appelée « système d'analyse et cartographie de la vulnérabilité fondé sur la téléphonie mobile (mVAM) » en RDC pour recueillir des données en temps réel sur la sécurité alimentaire. Le projet mVAM collecte des données par SMS, appels téléphoniques et systèmes de réponse vocale interactive (RVI), et plus récemment par le biais de Messenger sur Facebook et autres applications de messagerie, pour fournir des informations en temps réel sur le fonctionnement des marchés alimentaires, la sécurité alimentaire et, plus récemment, le virus Ebola. Les informations sont ensuite utilisées pour une réponse ciblée en termes d'accès aux ressources et aux actions nécessaires, et également pour suivre l'efficacité et l'adéquation du soutien fourni. En RDC, le mVAM s'est également développé pour suivre les personnes déplacées internes (IDP dans

son acronyme anglais) et leur accès à la nourriture. Plus récemment, la province de l'Équateur, qui a été touchée par l'épidémie d'Ebola, a conclu un partenariat avec le mVAM pour suivre les besoins nutritionnels et alimentaires des communautés touchées.

Énergie : L'adoption croissante de la technologie a également permis d'améliorer l'accès aux services de base comme l'énergie. L'offre de produits a commencé avec de petits systèmes solaires domestiques (SHS) pour accroître l'accès à l'électricité (de nombreux ménages en étaient à leur première utilisation) et s'est développée pour fournir de systèmes de mini-réseau plus vastes afin de permettre l'accès à l'énergie aux petites entreprises et aux écoles, entre autres.

Éducation : L'accès au matériel pédagogique et aux livres est un énorme défi en RDC, et les bibliothèques sont rares. Compte tenu de la pénétration croissante de l'Internet, Schoolap relève ce défi en offrant aux enseignants et aux étudiants un accès numérique à du matériel pédagogique de qualité. Il fournit également une plateforme SIG pour la gestion et le suivi des performances des élèves et permet un plus grand engagement entre les parents et les autorités scolaires. Schoolap travaille avec le Ministère de l'ESPT (Enseignement Primaire, secondaire et Technique) pour créer un contenu de qualité et s'aligner sur les programmes d'études du Gouvernement. La startup travaille avec les gouvernements et les institutions plutôt qu'avec les écoles individuelles, ce qui lui a permis de se développer rapidement. Début 2019, Schoolap couvrait 8000 écoles dans le pays. Elle a été reconnue comme la meilleure start-up de la RDC — en étape d'un concours mondial qu'elle a remporté — et cherche désormais à étendre ses solutions à tout le pays. Compte tenu de la forte utilisation de la plateforme, elle vise à atteindre 2 % des écoles du pays d'ici 2020.

Source : auteurs

Des améliorations ont été apportées à l'infrastructure des télécommunications et devraient fournir un socle à de nouvelles opportunités :

- Le pays a été connecté à la bande passante internationale par le câble sous-marin à fibre optique de WACS en 2013. Le Gouvernement a déployé un réseau dorsal national en fibre optique avec le soutien de la Chine. Toutefois, la bande passante internationale est encore limitée, ce qui explique que les prix de l'Internet restent élevés et que la capacité de backhaul (pour les services Internet fixes et mobiles) soit faible.
- Les premiers réseaux mobiles Long-Term Evolution (LTE) commerciaux du pays ont été lancés, bien que géographiquement limités, peu après l'octroi des licences LTE en mai 2018. Les opérateurs de téléphonie mobile sont désireux de développer des services de données mobiles, en capitalisant sur la croissance de l'utilisation des smartphones, mais à la mi-2016, leurs tentatives d'augmenter considérablement la tarification de l'Internet mobile ont été critiquées par le régulateur.

Il est possible d'étendre la couverture des antennes-relais de téléphonie mobile pour répondre à une demande inexploitée. Helios Towers a acheté des antennes-relais mobiles à Bharti Airtel et travaille à la modernisation de l'infrastructure, notamment en intégrant des panneaux solaires pour les alimenter. Comme mentionné précédemment, la BEI soutient également le financement de la construction de antennes-relais mobiles à énergie solaire.

Le projet Central Africa Backbone (CAB-5) d'un montant de 92 millions de dollars É.-U soutient le déploiement de 3000 km de réseau national de fibre optique pour connecter les pôles économiques disparates les plus peuplés du pays, à savoir Kinshasa (Ouest), Goma (Est) et Lubumbashi (Sud). Le projet soutient également la commercialisation de la capacité de la nouvelle infrastructure dorsale grâce à une structure de partenariat public-privé (PPP) et fournit une assistance technique pour renforcer le ministère de tutelle, le Ministère des Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies de l'information et de la Communication (MPTNTIC) et l'autorité de régulation des télécommunications, l'Autorité de régulation de la Poste et des Télécommunications du Congo (ARPTC, créée en 2002) pour améliorer la gouvernance du secteur.

Compte tenu de la croissance de la population jeune en RDC, il y a une opportunité et un besoin de développer l'écosystème de l'entrepreneuriat. Les secteurs agricole et extractif ont un potentiel d'emplois limités, et étant donné le taux élevé de sous-emploi, il est nécessaire de développer l'écosystème de l'entrepreneuriat pour offrir des opportunités productives aux jeunes. Compte tenu de l'importance de la population nationale, du plus grand marché francophone en termes de nombre de consommateurs, et du manque de systèmes et de prestataires de services traditionnels, il y a un marché captif pour les solutions numériques transversales. En outre, les centres urbains en pleine croissance abritent une population de plus en plus avisée en matière de technologie.

Comme discute dans l'encadré 4.1 ci-dessus, les nouvelles technologies de l'information offrent de nombreuses opportunités d'améliorer la performance de secteurs clés en RDC.

Contraintes et solutions possibles

Même si la nouvelle loi sur les télécommunications abolira le monopole de l'opérateur historique la SCPT, restructurer l'opérateur sera crucial pour soutenir le développement de l'infrastructure des télécommunications. C'est l'une des plus grandes contraintes au développement du secteur. Actuellement, la SCPT a le monopole sur la station d'atterrissage de Muanda et facture une redevance pour la connexion au réseau. Conjugues à la mauvaise qualité des infrastructures, les coûts de connexion au réseau sous-marin de fibre optique restent élevés, et la qualité des connexions reste faible.

La faiblesse du cadre juridique et réglementaire constitue une autre préoccupation. Les opérateurs privés rencontrés lors des consultations sur le terrain se sont plaints des décrets arbitraires publiés par les autorités les obligeant à divulguer des données et des informations sur les consommateurs. Le nouveau cadre juridique des TIC est conçu pour combler les principales lacunes et faiblesses de la loi de 2002⁵⁹ en proposant des améliorations à la loi sur les technologies, aux cadres juridiques et institutionnels, au « cyber », et traite de sujets tels que la cybersécurité, la cybercriminalité, la protection de la vie privée, la promotion de l'innovation dans le secteur des TIC, et le soutien aux entités nationales chargées des TIC.

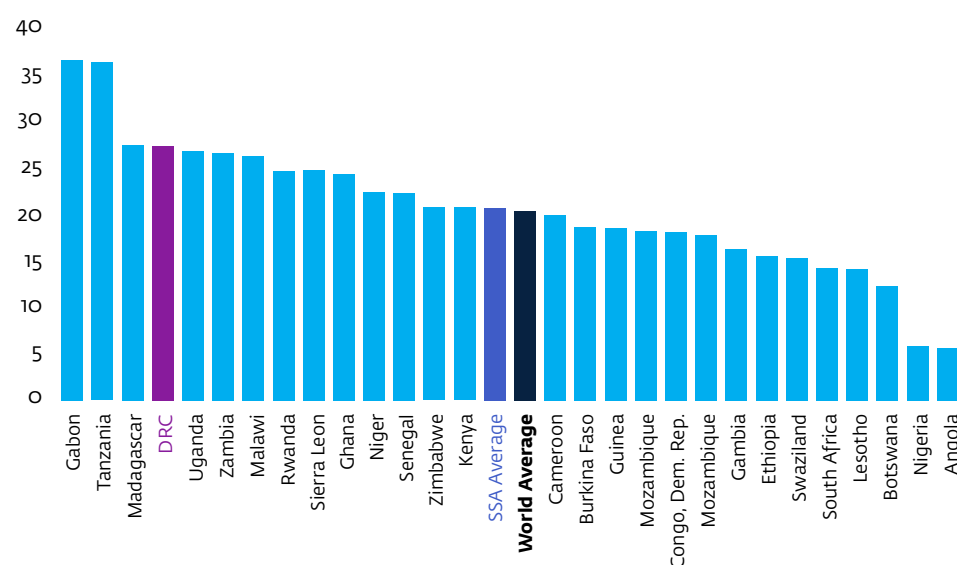
La faible qualité de l'électricité et des infrastructures routières a limité le développement du secteur. Des études de faisabilité menées en 2007 ont souligné que le développement d'un réseau national de fibres optiques pour la RDC nécessiterait un investissement énorme et ont suggéré de combiner le développement du réseau de fibres optiques avec les services publics d'énergie et de chemin de fer pour bénéficier des avantages en termes de rentabilité. Toutefois, peu de progrès ont été réalisés concernant un plan de développement des infrastructures cohérent. Compte tenu de la faiblesse et du manque de fiabilité de l'alimentation électrique, les antennes-relais mobiles sont alimentées par des générateurs augmentant le coût d'exploitation. En outre, compte tenu de la mauvaise qualité des infrastructures routières, le coût du transport du combustible pour alimenter les générateurs augmente également, ce qui accroît encore les coûts d'exploitation globaux. Les tentatives d'utilisation de l'énergie solaire pour les antennes-relais mobiles ont également échoué, des incidents ayant été signalés concernant les vols des panneaux solaires.

59 En vertu de la loi de 2002, l'opérateur public de télécommunications SCPT détenait des droits exclusifs temporaires sur le « réseau fédérateur national », ce qui laisse entrevoir la possibilité que tout « réseau fédérateur national » soit exploité commercialement par la SCPT. Toutefois, la loi sur les télécommunications (n° 013 de 2002), à l'article 12, permet à l'État, par l'intermédiaire de l'autorité de régulation des télécommunications, d'autoriser (exceptionnellement) un autre opérateur (autre que la SCPT) à installer et à exploiter une partie du « réseau dorsal national ».

La tarification des services de télécommunications, l'application de la réglementation et le recouvrement des coûts sont des questions essentielles. L'Autorité de régulation des télécommunications fixe le prix des appels et des messages vocaux. Par exemple, en 2013 et 2014, un appel entre deux réseaux a été fixé à 0,037 dollar É.-U, puis réduit à 0,031 dollar É.-U les années suivantes. En dépit d'une ordonnance de la Haute-Cour qui stipule que l'Autorité de régulation des télécommunications doit fixer le prix de base et non contrôler la tarification, l'Autorité de régulation reste sensible au contrôle des prix. Par exemple, en 2016, le régulateur a ordonné aux ORM d'annuler les nouvelles offres Internet en raison d'une augmentation des prix (de 35 % à 500 %) imposée sans consultation avec le régulateur. Malgré ces contrôles des prix, l'application reste limitée compte tenu de la faible aptitude du Gouvernement. La qualité des services fournis par les ORM reste médiocre en raison de l'application et du contrôle insuffisants de la part du Gouvernement. Un problème connexe est le recouvrement des coûts par les ORM —compte tenu des coûts d'exploitation élevés et des taxes non coordonnées, les coûts élevés des ORM sont répercutés sur les consommateurs, ce qui se traduit par le prix élevé des services mobiles.

Une fiscalité et des réglementations complexes et non coordonnées augmentent le coût de la fourniture des services mobiles, et par conséquent du prix final payé par les consommateurs (Figure 4.7). Les opérateurs de téléphonie mobile en RDC sont soumis à la réglementation de nombreux ministères dont les intérêts se chevauchent malgré la création de l'ARPTC. Il existe plusieurs autres institutions comme le ministère de tutelle MPTNTIC, le ministère de la presse et de l'information et la Haute autorité des médias qui ont des responsabilités dans le secteur, avec des mandats qui se chevauchent. De ce fait, les opérateurs sont soumis à plusieurs redevances réglementaires. En outre, les opérateurs de téléphonie mobile sont également soumis à des taxes non coordonnées, comme les droits d'accises sur les services de télécommunications et la TVA sur les données et les appels vocaux, qui est répercutée sur les clients sous forme de coûts plus élevés. Selon les estimations, un tiers du montant payé pour les services mobiles est

FIGURE 4.7 TAXES À LA CONSOMMATION EN POURCENTAGE DU COÛT TOTAL DE POSSESSION D'UN TÉLÉPHONE MOBILE DANS LES PAYS D'ASS



Source : GSMA (2018)

consacré aux taxes et autres frais. Bien que ces taxes aient entraîné une augmentation des recettes pour le Gouvernement, elles ont un impact négatif sur le développement à long terme de l'économie numérique dans le pays. Selon les estimations, une réduction de moitié des droits d'accises augmenterait le nombre de nouveaux abonnés de 1,6 million de connexions d'ici 2020, et sa suppression totale doublerait le nombre de nouvelles connexions. Outre les taxes sur les services mobiles, des taxes à la consommation sont également prélevées sur les téléphones mobiles, ce qui augmente le coût total de possession et de l'utilisation d'un téléphone mobile pour les clients. Les taxes à la consommation représentent 27 % du coût total de possession d'un téléphone portable en RDC, qui est l'un des plus élevés d'Afrique subsaharienne, et nettement supérieur à la moyenne régionale et mondiale de 20 %, comme le montre la figure 4.7 ci-dessus.

Secteur financier

Performance actuelle

Le secteur financier alimente la croissance menée par le secteur privé. La RDC a traversé une longue période d'instabilité politique et économique qui a presque anéanti son système financier. Malgré les efforts déployés pour reconstruire le système financier au cours de la dernière décennie, il reste l'un des moins développés d'Afrique subsaharienne —il est extrêmement centré sur les banques, fortement dollarisé (fin 2018, 90 % des dépôts étaient en dollars américains), avec des services d'assurance minimaux et a connu des épisodes de crise. Le secteur financier de la RDC est de petite taille, avec des actifs totaux de 5,3 milliards de dollars É.-U. (11 % du PIB à la fin de l'année 2018), et un ratio crédit privé sur PIB de 4,9 % en novembre 2018. 94 % des prêts sont libellés en dollars américains, la plus grande partie des clients étant des entités commerciales (59 % du total des prêts), principalement dans les secteurs du commerce, des services et des mines. L'inclusion financière est faible avec un taux de pénétration de 6 %, alors que la moyenne de l'Afrique subsaharienne est d'environ 25 %. Selon les données Findex de la Banque mondiale, le taux de pénétration des comptes bancaires en RDC est passé de 19 % en 2014 à 26 % en 2017, en grande partie grâce à l'augmentation de la détention de comptes en argent mobile de 9 à 16 % sur la même période. L'argent liquide reste le principal moyen de paiement en RDC.

Les opérations bancaires consistent principalement à collecter des dépôts à vue et à fournir des prêts à court terme. Il y a un manque de disponibilité de prêts à moyen et long terme. Les prêts aux entreprises servent donc principalement à financer les besoins à court terme des entreprises et les activités d'exportation/importation. Le coût des emprunts est élevé (20,6 % en 2017). À l'exception de la microfinance, le crédit est principalement réservé aux plus grandes entreprises ou aux prêts qui sont garantis par des liquidités ou qui bénéficient de garanties offshores. Le financement du commerce (lettres de crédit, garanties de performance) se développe avec l'afflux récent de grands projets d'investissement. Selon l'enquête menée en 2017 auprès de 662 PME dans les quatre grandes villes du pays, il y a une forte demande de financement. 62 % des MPME estiment avoir des besoins financiers non satisfaits, variant entre 50 000 et 500 000 dollars É.-U. La plupart des demandes de prêt sont liées à l'achat d'équipements et de matériel de production. En ce qui concerne la forme de financement, 58 % des MPME préfèrent des investissements sous forme de prise de participation et 35 % sous forme de crédit. Lorsqu'on les interroge sur leur préférence pour les fonds propres, les propriétaires d'entreprises expliquent qu'il y a des retombées positives

des investissements en fonds propres qui se présentent sous la forme de mentorat et de conseils de la part des investisseurs, de délai d'investissement à plus long terme, d'accès aux réseaux d'affaires de l'investisseur et d'aides pour obtenir des contrats de vente.

Le secteur financier comprend : 16 banques agréées actives ; une compagnie d'assurance publique (Société Nationale d'Assurances —SONAS) ; l'Institut national de sécurité sociale (INSS) ; 4 compagnies d'assurance privées et 2 courtiers d'assurance ; 6 institutions spécialisées ; 143 institutions et coopératives de microfinance ; 59 institutions de transfert de fonds ; 4 établissements de monnaie électronique ; et 16 bureaux de change. Il n'y a pas de marché boursier, ni de marché de capitaux, debt capital market (DCM dans son acronyme anglais).

Le financement des banques est principalement composé de dépôts à vue du secteur privé (les entreprises et les ménages détenant, respectivement, 37 % et 54 % du total des dépôts).

Opportunités

L'assurance a été récemment libéralisée avec le Code des assurances en mars 2015. Cela ouvre des opportunités pour le développement du secteur en introduisant de nouveaux acteurs internationaux qui, non seulement, apporteront de la crédibilité au secteur, mais jetteront les bases du développement futur d'un marché des capitaux. Actuellement, le secteur a une très faible pénétration comparée aux niveaux régionaux. Avant avril 2019, le seul assureur, la société d'État SONAS, avait le monopole légal de l'ensemble des activités d'assurance. Quatre ans après la libéralisation, quatre compagnies d'assurance privées ont obtenu leur licence d'exploitation en RDC en avril 2019⁶⁰.

Il y a également un réel potentiel de croissance dans le secteur du crédit-bail en RDC. La taille actuelle du marché du crédit-bail en RDC est estimée à 175 millions de dollars et le potentiel du marché est estimé à 483 millions de dollars É.-U. Une loi sur le crédit-bail a été adoptée en février 2015. Sans financement à moyen ou long terme disponible pour les acteurs du crédit-bail, ce potentiel risque de ne pas se réaliser. La libéralisation du marché de l'assurance évoquée ci-dessus rendra les produits de crédit-bail plus compétitifs par rapport aux prêts classiques. Le programme de crédit-bail de la SFI a aidé le Gouvernement à établir le cadre institutionnel nécessaire à l'introduction du crédit-bail en RDC. Cet effort a contribué aux démarches en cours pour mettre en place la première société de crédit-bail en RDC.

L'une des initiatives les plus prometteuses est le 'Fonds de capital-risque' pour les PME d'Afrique centrale (CASF Central Africa SME Fund) qui couvre la RDC et la République centrafricaine. Le fonds fournit du capital-risque (100 000 à 500 000 dollars É.-U) et des conseils aux entrepreneurs dans les domaines des soins de santé, de l'éducation, des télécommunications, de l'agroalimentaire, de la logistique, des transports et de l'hôtellerie.

60 Activa Assurance RDC, Rawsur RDC, la Société financière d'assurance Congo (SFA) dans le secteur des assurances générales et Rawsur Life dans le secteur des assurances-vie, ainsi que deux courtiers d'assurance (Gras Savoye RDC et Allied Insurance Brokers Sarl (AIB)).

Bien qu'il n'y ait pas d'autorité boursière ou de marché des capitaux en RDC, il y a des dispositions réglementaires permettant à la Banque centrale du Congo d'émettre des bons du Trésor et des obligations. Il y a cependant besoin de soutenir le développement des marchés au-delà des marchés obligataires d'Etat pour permettre au secteur bancaire et les grandes entreprises du privé de lever des capitaux à court terme (au travers de ventes d'actions ou d'emprunts obligataires). Il n'y a pas de base solide d'investisseurs institutionnels sur laquelle un marché des capitaux peut prospérer, mais l'ouverture du secteur des assurances pourrait commencer à élargir cette base.

Une grande partie de la population de la RDC vivant dans les zones rurales, l'immensité du pays et les limites des infrastructures existantes, il serait très coûteux pour les banques d'ouvrir des agences bancaires à travers la RDC. L'« *Agency Banking* » (comme pratiqué au Kenya), autorisée par la Banque Centrale du Congo BCC, est une opportunité pour les banques d'atteindre des clients dans les régions éloignées par l'intermédiaire d'agents bancaires qui s'occuperaient des dépôts, des retraits et des transferts de fonds en espèces. Cela permettrait également de renforcer l'inclusion financière dans le pays tout en créant des possibilités de générer des revenus pour les agents bancaires désignés.

Le BCC a entrepris d'importantes réformes pour moderniser l'infrastructure du système national de paiement. Le système de règlement brut en temps réel est entré en service en 2018 et un SWITCH national de paiements électroniques est en cours de réalisation. La loi sur les systèmes de paiement nationaux a été adoptée en juillet 2018. Les services financiers numériques sont considérés comme l'une des voies par lesquelles l'inclusion financière peut être améliorée en RDC. Les initiatives ont inclus l'introduction de cartes bancaires pour les prestations sociales, le passage des paiements publics de l'argent liquide au transfert électronique, en passant par les produits et services financiers pour les personnes non bancarisées, y compris les services de transfert de fonds nationaux et transfrontaliers, les transferts de temps de communication (airtime) et le paiement de factures. Les prestataires de services financiers numériques (banques et non-banques) peuvent offrir des services financiers rentables dans des zones où les agences bancaires et les distributeurs automatiques de billets ne sont pas accessibles aux consommateurs pour lesquels l'offre de service n'a pas toujours été rentable. La RDC compte 35 millions d'utilisateurs de téléphones mobiles. Entre le quatrième trimestre 2017 et le premier trimestre 2018, le taux de souscription active aux services Internet mobiles est passé de 37,3 % à 39,5 %, tandis que celui des services mobiles monétaires est passé de 25,5 % à 28,3 % au cours de la même période. Cependant, pour réaliser le plein potentiel des services financiers numériques en RDC, il est urgent de : réaliser l'interopérabilité bilatérale et multilatérale ; adopter une identification biométrique financière unique ; créer une plate-forme numérique commune pour l'ensemble des institutions financières et monétaires ; améliorer les paiements gouvernement-personnes (G2P) et personnes-gouvernement (P2G) ; étendre la couverture Internet ; et soutenir l'éducation financière.

Le secteur de la microfinance connaît une croissance constante depuis plus de dix ans et peut encore se développer considérablement (en 2017, seuls 234 millions de dollars d'actifs étaient concentrés dans la partie orientale du pays). Le secteur est appelé à jouer un rôle majeur dans le soutien à une croissance inclusive et de réduction de la pauvreté.

Contraintes et solutions possibles

Les discussions avec l'Association Congolaise des Banques (ACB) ont mis en évidence plusieurs problèmes :

1. La dépréciation du franc congolais oblige les banques à se recapitaliser en permanence. Les banques proposent que ce capital soit libellé en dollars américains ;
2. Il existe des incohérences dans l'application des normes comptables. L'ACB propose que le BCC adopte la comptabilité IFRS ;
3. Selon les exigences de la BCC en matière de réserves, 13 % des dépôts doivent être placés à la Banque centrale en monnaie locale, et dans le cas où une banque ne serait pas en mesure de se procurer de la monnaie locale sur le marché, elle devra l'emprunter à la BCC ;
4. Il y a des coûts tels que ceux relatifs aux frais de contrôle s'élevant à 0,6 % des dépôts, ou les 0,2 % facturés pour chaque transaction par le biais du SWITCH qui est plus cher que l'utilisation des banques correspondantes ;
5. Ni les pénalités, ni les pertes dues à la fraude ne sont déductibles de l'impôt ;
6. Le système judiciaire est très inefficace, certains litiges ont duré plus de 25 ans ;
7. Malgré la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur financier, le droit du travail limite le recrutement de ressortissants étrangers à 2 % au maximum ;
8. Les relations entre les banques et la BCC sont telles que les positions de ces dernières ne sont pas prises en considération ;
9. L'économie dollarisée s'accompagne de coûts liés à l'importation de dollars et pourtant la BCC exige que les banques offrent des distributeurs automatiques de billets gratuitement lorsque le coût d'un distributeur est d'environ 40 000 dollars ;
10. Les ORM agissant en tant qu'émetteurs de monnaie électronique ne sont pas soumis aux normes prudentielles comme les banques.

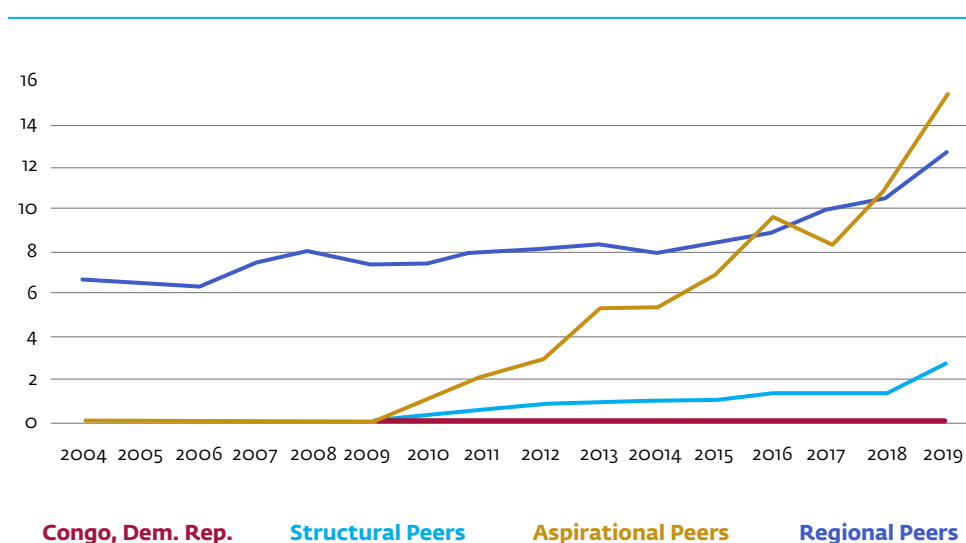
Outre les défis opérationnels, des risques systémiques se profilent également, mettant en évidence l'exposition du secteur aux chocs externes. La plupart des indicateurs de solidité financière se sont considérablement détériorés depuis 2014. Les prêts sont principalement libellés en devises étrangères, mais les revenus de nombreux emprunteurs sont en monnaie locale. En conséquence, les employés qui sont payés en francs congolais convertiraient leurs salaires en devises étrangères immédiatement pour minimiser le risque de change. Les prêts non productifs ont atteint 13,2 % en octobre 2019 contre 7 % en 2014, ce qui montre les difficultés rencontrées par les emprunteurs nationaux pour rembourser leurs prêts à la suite d'une forte dépréciation du taux de change et d'un ralentissement de l'économie. Une plus faible rentabilité, des prêts non productifs croissants et le faible niveau de provisions (37 %) sont susceptibles de réduire le capital en dessous de la condition requise de 8 % maximum d'actifs à risque pondérés.

L'exposition du secteur bancaire au Gouvernement et aux entreprises publiques, aux entreprises privées et aux ménages représente environ, respectivement, 6, 25 et 11 %. La situation précaire du Gouvernement, qui se traduit par une accumulation d'arriérés, aggrave la situation des prestataires privés qui dépendent des marchés publics. Le rendement des actifs est devenu négatif durant la crise et les ratios d'adéquation des fonds propres se sont détériorés. Une augmentation des exigences en matière de capital, qui devrait être achevée d'ici 2020, devrait inverser cette tendance. En revanche, les ratios de liquidité se sont renforcés au cours de cette période, reflétant une position attentiste de la part des agents économiques.

L'environnement réglementaire pourrait être amélioré pour faciliter les opérations bancaires. La loi de LAB/CFT de 2004 énonce des exigences de procédures de vigilance à l'égard de la clientèle (Customer Due Diligence) et d'autres exigences de conformité qui sont difficiles à mettre en œuvre dans le contexte de la RDC. Par exemple, les cartes d'identité nationale ne sont pas délivrées en RDC et la preuve de l'identité est donc un défi pour satisfaire aux exigences de CDD.

Deuxièmement, il y a des limites qui s'appliquent à la fourniture de services d'argent mobile dans le cadre des exigences de connaissance du client (KYC) à plusieurs niveaux. Il est nécessaire que la Banque centrale émette des orientations claires en matière de CDD et KYC à l'intention du secteur, et aide les institutions financières à mieux se conformer à ces exigences. Les portefeuilles mobiles ouverts sans pièce d'identité sont soumis à une limite de transaction mensuelle de 100 \$ É.-U ou l'équivalent local, tandis que les portefeuilles ouverts avec une pièce d'identité autorisent une limite mensuelle de 3000 \$ É.-U ou l'équivalent local. Les ORM sont d'avis que l'imposition de limites mensuelles de transactions limite fortement l'utilisation de ces comptes. Il n'y a pas de dispositions KYC à plusieurs niveaux pour les comptes bancaires commerciaux et les bureaux de crédit privés (figure 4.8). Afin d'assurer la cohérence entre les services financiers, en particulier pour améliorer l'inclusion financière, la Banque centrale devrait envisager d'introduire des exigences de KYC à plusieurs niveaux, également pour les comptes bancaires.

FIGURE 4.8 COUVERTURE DES BUREAUX DE CRÉDIT PRIVÉS (% D'ADULTES)



Source : World Development Indicators.

Santé

Performance actuelle

Selon le secteur privé, la mauvaise santé des travailleurs affecte leur productivité, tandis que la prévalence des pandémies, combinée à des services de santé médiocres, est un facteur de dissuasion pour les investisseurs et les touristes.

Le taux de mortalité maternelle reste élevé, à 693 sur 100 000 naissances vivantes, le taux de mortalité infantile est de 72 sur 1000 naissances vivantes (voir les figures 4.9 et 4.10), et l'incidence du paludisme est parmi la plus élevée au monde, à 291 pour 1000 personnes. La RDC est l'un des cinq pays qui totalisent ensemble la moitié des décès d'enfants de moins de cinq ans dans le monde. Le taux de prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans reste élevé, à 42 %, ainsi que le taux de malnutrition dans la mesure où 47 % des enfants de moins de cinq ans et 38 % des femmes en âge de procréer souffrent d'anémie. Il existe également des variations significatives entre les provinces en ce qui concerne leurs performances sur ces indicateurs de santé. En général, la province de Kinshasa a un taux de fécondité plus faible, un taux d'adoption de moyens de contraception modernes plus élevé, un taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans plus faible et une incidence du paludisme plus faible que les autres provinces.

Selon les estimations de la SFI, le secteur privé fournit 44 % des soins ambulatoires et 25 % des soins hospitaliers dans le pays. En outre, 80 % des établissements offrant des services de chirurgie de base sont également privés. Le secteur médical privé comprend à la fois le secteur privé à but lucratif comme les cabinets médicaux et paramédicaux, les cliniques, les polycliniques et les centres de diagnostic, ainsi que les ONG et les centres de santé et hôpitaux confessionnels. Le secteur privé offre 46 % des 469 structures hospitalières du pays. Au sein du secteur privé, les organisations confessionnelles jouent un rôle-clé, puisqu'elles gèrent/cogèrent avec le Ministère de la Santé Publique (MSP) environ 40 % de toutes les zones de santé du pays, et 50 % de l'ensemble des structures de santé. Dans les provinces comme le Bas-Congo et le Sud-Kivu, les structures sanitaires privées et confessionnelles sont plus nombreuses que les structures sanitaires publiques. Dans toutes les autres provinces, le pourcentage de structures de santé publiques reste supérieur à celui des structures privées à but lucratif ou non lucratif.

FIGURE 4.9 TAUX DE MORTALITÉ DES MOINS DE CINQ ANS

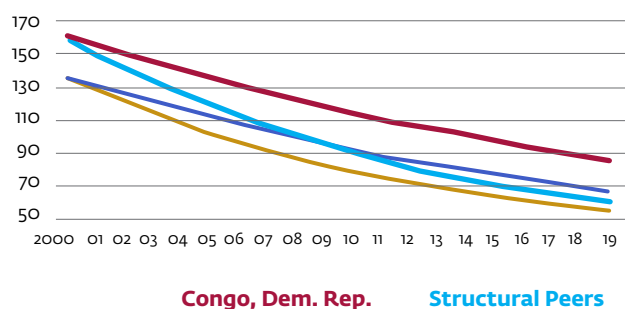
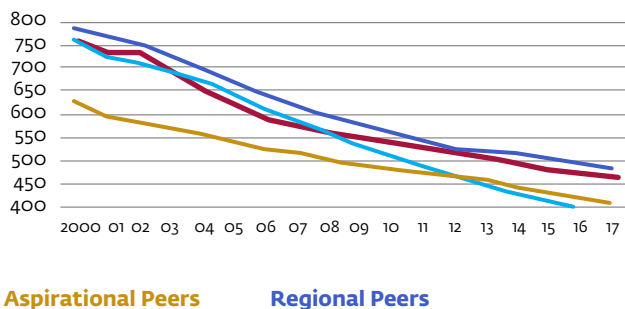


FIGURE 4.10 NOMBRE DE DÉCÈS MATERNELS



Source : World Development Indicators.

Dans l'ensemble, les données indiquent que la capacité opérationnelle, ainsi que la disponibilité des infrastructures de base et de la plupart des services et des médicaments étaient meilleures dans les installations privées que dans les installations publiques (bien que des carences aient été signalées dans les deux installations). Les données recueillies par le MSP montrent que les installations privées ont une capacité opérationnelle relativement plus élevée que les installations publiques et qu'elles sont également plus susceptibles d'avoir accès à des infrastructures telles que l'électricité, l'eau potable, les installations sanitaires et de communication. En outre, dans des domaines comme la santé des enfants, 44 % de ceux qui recherchent des services à l'extérieur s'adressent à des prestataires privés comme les pharmacies et les drogueries, ainsi qu'à des cliniques privées.

Le secteur pharmaceutique en RDC est très fragmenté, avec une surveillance du secteur public restreinte. Le modèle d'approvisionnement dans le pays est un mélange public-privé, les Centres de distribution régionale (CDR) privés et leur association la Fédération des centrales d'approvisionnement de médicaments essentiels, FEDECAME, étant chargés de fournir les établissements de santé du secteur public. Le Gouvernement a soutenu la mise en place des CDR en fournissant, entre autres, bureaux et espaces de stockage, assistance technique et formation. Toutefois dans la pratique, il y a des systèmes parallèles d'approvisionnement en produits pharmaceutiques pour les établissements de santé du secteur public. Le système d'approvisionnement de tout établissement de santé publique dépend largement du soutien du donateur à la zone de santé dans laquelle l'établissement de santé est situé. Dans le cas où le donateur soutenant la zone de santé change, le système d'approvisionnement pharmaceutique pour les établissements de santé de cette zone changera probablement aussi. De plus, bien que l'on s'attende à ce que FEDECAME regroupe l'achat de médicaments pour profiter des économies d'échelle, de nombreux CDR ont négocié individuellement des chaînes d'approvisionnement pour l'achat des médicaments.

Les rapports indiquent que 40 à 45 % des médicaments en RDC sont issus de l'industrie de la contrefaçon. Seuls 10 % des produits pharmaceutiques sont fabriqués localement en RDC, tandis que le reste est importé. La plupart des fabricants locaux ne répondent pas aux exigences minimales de certification et ne sont donc pas stockés par FEDECAME. La perception générale des produits fabriqués localement est qu'ils sont de mauvaise qualité, et par conséquent, la plupart des pharmaciens seraient également réticents à les stocker.

Le marché de l'assurance maladie n'a été ouvert au secteur privé qu'en 2016 et reste sous-développé. La RDC manque d'une culture de l'assurance parmi les citoyens, ce qui limite la demande d'assurance. Les dépenses personnelles représentent 93 % des dépenses de santé des ménages, et seulement 7 % des ménages paient des primes d'assurance maladie. Au total, la part des dépenses personnelles (en % des dépenses de santé totales) est d'environ 40 % en RDC, ce qui est nettement supérieur aux pays de la région.

Opportunités

Il est possible de développer davantage le secteur local de la fabrication et de la distribution de produits pharmaceutiques. Actuellement, le secteur de la fabrication locale de produits pharmaceutiques en RDC est relativement plus important que dans d'autres pays. Toutefois, étant donné les problèmes de fiscalité et de qualité et les importations plus compétitives, le marché est petit. Le soutien du Gouvernement par le biais (i) du renforcement des capacités ; et (ii) des marchés publics pour les cliniques publiques, peut aider à créer un marché plus important pour ces fabricants locaux et leur permettre de se développer.

Le développement d'un cadre de PPP et le renforcement des capacités du gouvernement congolais contribueront également à attirer les investissements privés. Les possibilités de fourniture de services de santé sur le marché pourraient également être explorées pour les services gérés par la Générale des Carrières et des Mines, GECAMINES —qui incluent également les écoles.

Il est également possible de développer le secteur privé dans la distribution, mais la mauvaise qualité des infrastructures demeure un défi.

Contraintes et solutions possibles

Le plan national de développement sanitaire 2016-2020 pour le développement du secteur de la santé se concentre sur l'intégration du secteur privé dans les soins de santé avec le système de santé publique global. Toutefois, l'engagement public-privé dans le domaine de la santé est encore embryonnaire et il n'existe pas de cadre-directeur ou de réglementation des PPP pour l'engagement du secteur privé —cela restant ponctuel. Les ONG et les organisations confessionnelles sont impliquées par le Gouvernement à des degrés divers dans le processus de planification stratégique, mais l'engagement du secteur privé à but lucratif reste très limité. Les efforts déployés par l'État pour favoriser l'engagement ont été lents, car le Gouvernement cherche simultanément à décentraliser le système de santé vers les provinces et les niveaux inférieurs de l'Administration. Le recoupement des domaines de responsabilité entre ces niveaux, combiné aux déficits en ressources financières et humaines, ainsi qu'aux données limitées sur l'identité et la localisation du secteur privé, ont fortement ralenti les efforts visant à engager et à réglementer le secteur privé. En l'absence de PPP, la Direction des Partenariats a été créée en 2003 pour assurer une gestion adéquate des partenariats de santé. Ce département ne gère actuellement que les projets des donateurs et des contrats de gestion des zones et des établissements de santé. Une étude financée par l'agence d'aide italienne a souligné que l'un des principaux défis de l'engagement public-privé en RDC était la mauvaise coordination entre les projets, car ils fonctionnent la plupart du temps en silo. En outre, dans le cas du secteur pharmaceutique, la coordination limitée entre l'approvisionnement des programmes soutenus par les donateurs et les CDR privés et FEDECAME entraîne des difficultés d'approvisionnement pour FEDECAME.

L'incohérence des politiques fiscales et réglementaires du Gouvernement limite la fabrication de produits pharmaceutiques dans le pays. Les intrants utilisés dans le processus de fabrication sont taxés au même taux que les produits finis. C'est un problème majeur en RDC car la plupart des intrants nécessaires au processus de production sont importés. En conséquence, les produits fabriqués localement sont moins compétitifs. De plus, compte tenu de la faible aptitude du Gouvernement, l'application des normes de qualité est également limitée, entraînant une mauvaise qualité des produits fabriqués localement.

Le secteur privé de la santé est lui-même confronté à de nombreuses contraintes liées à la disponibilité des produits, à la pénurie de personnel suffisamment formé et à l'accessibilité financière des soins de santé privés. En outre, l'incertitude politique persistante a dissuadé les entreprises d'investir davantage dans le système de santé.

- Le pays connaît une grave pénurie de professionnels de la santé qualifiés, renforcée par l'exercice de la double pratique. La plupart des professionnels de la santé employés dans le secteur public ont un double travail pour compléter leurs revenus (le non-paiement des salaires réguliers dans le secteur public étant une incitation), réduisant davantage leur disponibilité et leur efficacité. Il y a également de grandes disparités entre la disponibilité du personnel de santé au niveau régional, Kinshasa ayant environ le double de professionnels médicaux par habitant que les autres régions. Outre la pénurie de médecins, la RDC connaît également une pénurie de pharmaciens et de sages-femmes qualifiés : à Kinshasa, on compte un pharmacien qualifié pour 46 662 habitants. En outre, une étude de l'agence spécialisée des Nations Unies en matière de santé reproductive, UNFPA, de 2014 a souligné qu'il n'y avait que 4200 sages-femmes formées dans le pays (Brunner et al. 2018).
- La qualité de la formation dispensée dans les établissements d'enseignement supérieur en matière de santé est médiocre, et ces établissements sont peu encadrés et réglementés. Il y a trois principaux instituts de formation des professionnels de la santé : les établissements d'enseignement secondaire et les établissements d'enseignement supérieur qui forment le personnel technique de santé comme les physiothérapeutes, les infirmières, le personnel de santé communautaire et le personnel de gestion sanitaire spécialisé ; et les universités qui forment les praticiens comme les médecins et les pharmaciens. Le secteur privé, dont les organisations confessionnelles, représente plus de 40 % des instituts de ces trois catégories. La plupart de ces instituts souffrent d'un manque d'infrastructures de base et du matériel de formation. Le nombre de ces instituts, en particulier les instituts privés, a augmenté rapidement au cours des cinq dernières années, ce qui a eu pour conséquence un faible contrôle de la qualité de la formation et de l'accréditation par l'État.
- L'accès au financement reste difficile pour les entrepreneurs du secteur de la santé. Accéder au type de capital nécessaire pour créer et développer une entreprise est extrêmement difficile en raison des taux de prêts commerciaux particulièrement élevés. De nombreux prestataires de soins privés ne peuvent accéder au financement des banques et aux institutions de micro-financement, et ceux qui peuvent emprunter sont confrontés à des exigences considérables en matière de garanties, à des durées de prêt restrictivement courtes, et à des taux d'intérêt très élevés.
- Le contrôle des produits pharmaceutiques issus de l'industrie de la contrefaçon et des médicaments dangereux est inefficace.

- La demande de services de santé est limitée par des normes sociales et culturelles bien ancrées. Par exemple, les méconnaissances sur le planning familial et la contraception restreignent l'adoption des services de planning familial ainsi que de mesures contraceptives modernes.
- La qualité de la formation dispensée dans les établissements d'enseignement supérieur en matière de santé est médiocre, et ces établissements sont peu encadrés et réglementés.

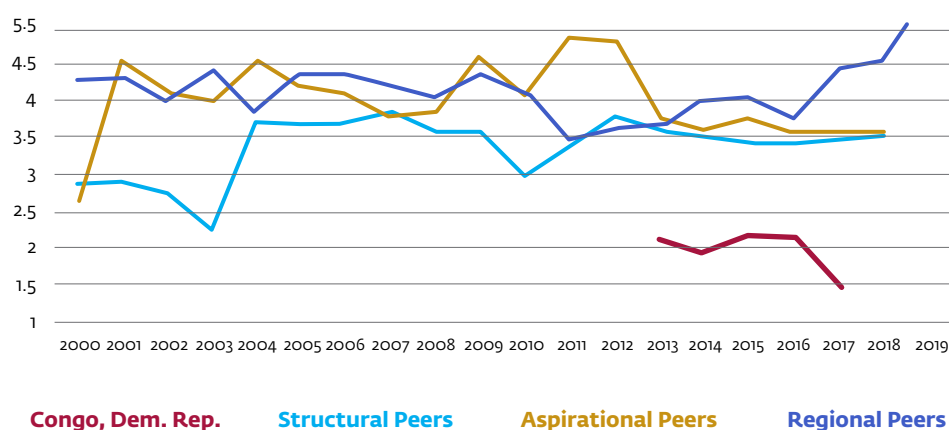
Éducation (compétences professionnelles pour l'emploi)

Performance actuelle

Le manque de qualifications a été noté comme une contrainte par le secteur privé, mais pas la principale car les entreprises y ont remédié par de la formation et/ou l'embauche de travailleurs étrangers.

Au cours de la dernière décennie, la RDC a fait des progrès significatifs dans l'amélioration de l'accès à l'éducation primaire. Entre 2005 et 2014, le taux brut de scolarisation (TBS) est passé de 93 % à 107 %, principalement en raison de l'augmentation de la participation féminine. La hausse du TBS a été stimulée par la restauration des fonctions de base de l'État et l'accroissement des dépenses en matière d'éducation, ainsi que par la hausse des contributions allouées par les donateurs en faveur du secteur de l'éducation. Les dépenses du Gouvernement en matière d'éducation (en % des dépenses publiques totales) ont doublé, passant de 6,7 % des dépenses totales en 2005 à 10,7 % en 2017, mais elles restent toutefois très faibles en pourcentage du PIB (voir la figure 4.11).

FIGURE 4.11 DÉPENSES PUBLIQUES D'ÉDUCATION (EN % DU PIB)



Source : World Development Indicators.

Toutefois, malgré l'augmentation des taux de scolarisation, les taux d'abandon restent élevés et les résultats de l'apprentissage demeurent médiocres. Le taux d'achèvement du cycle primaire est de 63,8 %, ce qui indique que pour 10 élèves qui commencent la première année, près de 4 élèves abandonnent dès la sixième année. En outre, seuls 14 % des élèves finissent l'école sans redoublement. Les dernières données de 2014 indiquent, qu'en raison d'un taux d'abandon scolaire élevé, 3,5 millions d'enfants (27 % des filles et des garçons en âge de fréquenter l'école primaire) ne sont toujours pas scolarisés en RDC. Dû à une entrée tardive à l'école et des taux de redoublement élevés, près de 90 % des enfants affichent un retard d'un an ou plus à la dernière année de l'école primaire. 26 % des élèves congolais ont des difficultés d'apprentissage en deuxième année, tandis que 51 % des élèves de cinquième année sont confrontés au même problème. Après la sixième année, seuls 47 % des élèves congolais sont considérés comme alphabétisés, contre 59 % pour les pays comparables de la sous-région.

Les inégalités régionales et entre les sexes persistent. Les TBS varient considérablement d'une province à l'autre, le TBS dans l'enseignement primaire le plus élevé a été enregistré dans le Kasai occidental (124,2 %), tandis que le plus faible était enregistré dans l'ex-Katanga (93,1 %). 20 % des enfants non scolarisés se trouvaient également dans l'ex-Katanga, et 80 % des enfants non scolarisés se trouvaient dans les zones rurales. En outre, les inégalités importantes entre les sexes s'accroissent dans les classes supérieures. Alors qu'il existe une quasi-parité entre les sexes aux niveaux pré-primaire et primaire (en termes de scolarisation), les écarts entre les sexes augmentent de manière significative à partir de l'école secondaire. Au niveau primaire, l'indice de parité entre les sexes (2013) est de 0,90. Toutefois, il diminue fortement pour atteindre 0,62 dans l'enseignement secondaire et 0,46 dans l'enseignement supérieur. Les filles représentent également 60 % des enfants non scolarisés en âge de fréquenter le premier cycle de l'enseignement secondaire (12-13 ans), et 75 % d'entre elles vivent dans les zones rurales. Le taux de scolarisation des filles dans l'enseignement technique et la formation professionnelle (ETFP) était également extrêmement faible, avec seulement un taux de 35 % du total des étudiants inscrits. Les filles étaient également plus nombreuses à s'inscrire dans des domaines tels que la couture, la cosmétologie et la mode, plutôt que dans les filières techniques.

L'enseignement technique et la formation professionnelle (ETFP) dispensée dans le pays s'étend des cours de courte durée pour les jeunes et les adultes ayant entre 9 et 12 ans d'études jusqu'à un cours d'ingénierie de 5 ans. L'ETFP est également dispensée par des institutions publiques et privées. Il y a des centres d'ETFP formels distincts, ainsi que des cours d'ETFP dans les écoles secondaires et les instituts de santé et autres instituts techniques. Il existe également des centres d'ETFP non formels gérés par le Ministère des Affaires Sociales et le Ministère de la Jeunesse, ainsi que des formations informelles par apprentissage. En outre, il existe également des centres d'ETFP sectoriels qui ciblent des secteurs spécifiques comme les chemins de fer, l'eau et l'électricité. Les dernières données disponibles sur l'ETFP (2013) indiquent que les centres gérés par des organisations privées et confessionnelles à but lucratif représentent 31 % des établissements d'ETFP.

L'enseignement post-primaire est déficient, et l'ETFP manque de qualité et de pertinence. De nombreux programmes d'enseignement secondaire sont dépassés, incomplets ou de mauvaise qualité. Il est essentiel que les programmes qui visent à développer des compétences complémentaires aux secteurs-clés de la croissance économique attirent relativement peu d'étudiants (environ 20 % du total des inscriptions en 2013-2014), avec des taux d'inscription particulièrement faibles dans l'agriculture (8 %), la construction (7 %) et l'exploitation minière (1 %).

Les acteurs non étatiques jouent un rôle-clé dans l'éducation dans le pays. Près de 70 % des écoles du pays sont gérées par des organisations confessionnelles à but non lucratif, tandis que 20 % sont des écoles publiques et 10 % des écoles privées à but lucratif. Les écoles privées à but lucratif sont principalement des écoles privées à bas prix, souvent informelles et non réglementées, qui sont concentrées dans les zones urbaines. Il y a également des écoles privées internationales dans les grandes villes comme Kinshasa et Lubumbashi qui s'adressent aux expatriés. Certaines de ces organisations confessionnelles sont gérées et financées de manière indépendante. Toutefois, la majorité des organisations confessionnelles sont en lien avec l'État et reçoivent un certain financement de ce dernier, généralement pour couvrir leurs dépenses de fonctionnement. La plus grande proportion d'écoles privées se trouve à Kinshasa, qui a également la plus faible proportion d'écoles publiques.

Opportunités

L'opportunité d'investissement privé dans le secteur de l'éducation en RDC est estimée entre 1 et 1,5 milliard de dollars par le rapport de CAERUS Capital sur le secteur privé de l'éducation en Afrique⁶¹.

Il existe déjà un marché pour l'enseignement privé dans les grandes villes, et il y a une acceptation et une volonté de payer pour tous les niveaux d'enseignement, malgré une faible capacité de paiement.

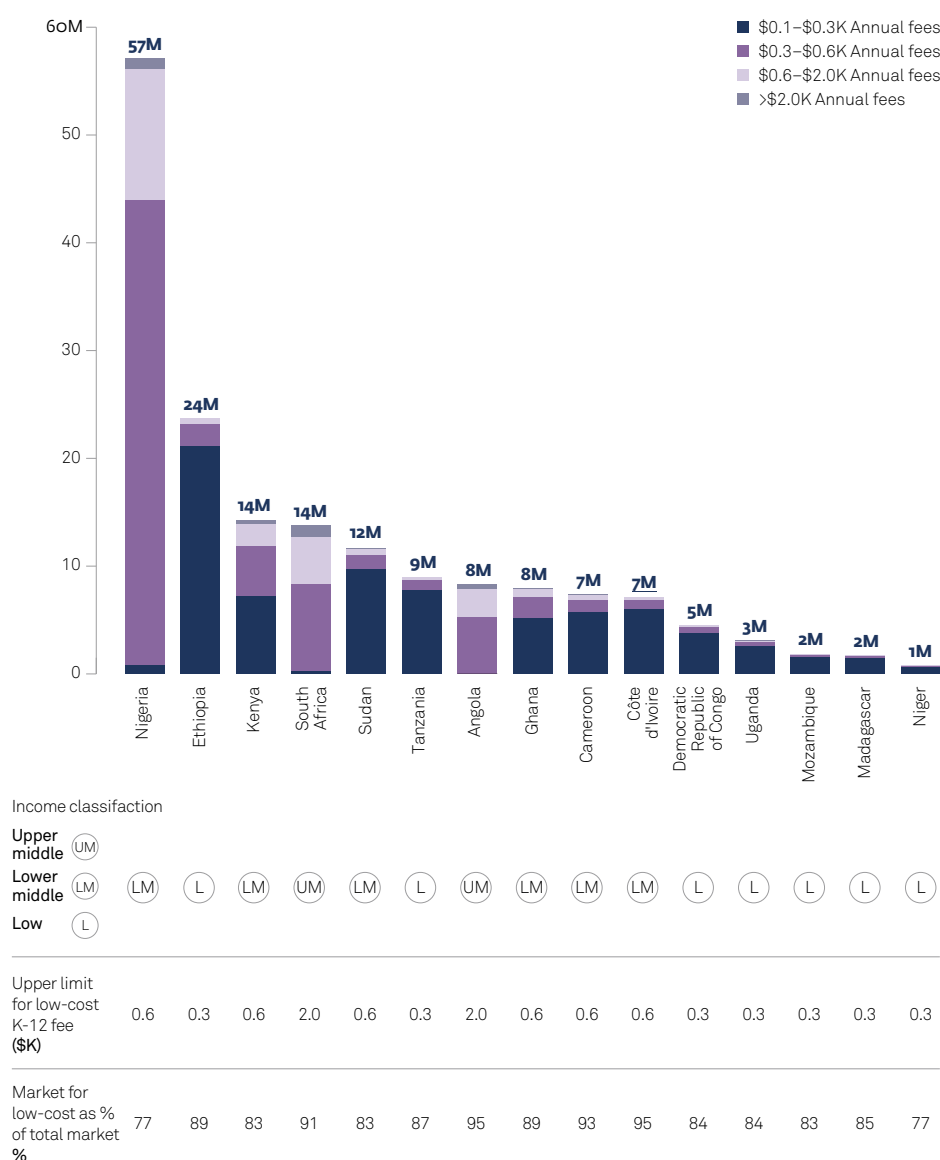
Il y a une possibilité de développer de nouveaux modèles pour les investisseurs d'impact et les donateurs/fondations pour répondre à cette demande croissante. Bien que l'extensibilité des revenus et la rentabilité de ces modèles restent à démontrer, il s'agit d'une opportunité d'investissement intéressante pour les investisseurs d'impact et les donateurs afin d'atteindre une plus large base de population, et en particulier d'initier de nouveaux modèles innovants, potentiellement en partenariat avec les gouvernements. Il y a eu peu d'acteurs formels dans le segment des modèles à faible coût en RDC.

Les opportunités pour le secteur privé dans les zones urbaines sont guidées par une forte utilisation des capacités et un coût de plus en plus abordable. À Kinshasa en particulier, il y a un potentiel de consolidation étant donné la fragmentation du marché dans ce segment ; concentration de la richesse et densité de population pour soutenir des modèles d'établissements allant de la maternelle au lycée basés sur l'identification de zones de chalandise. La pénétration de ce type d'établissement dans le milieu de gamme est actuellement estimée à environ 25 %, ce qui laisse une marge de croissance et une possibilité de création de nouveaux sites scolaires (Figure 4.12).

61 <https://edaficareport.caeruscapiatal.co/thebusinessofeducationinafrica.pdf>

Dans l'enseignement supérieur, il y a le potentiel pour que les investisseurs commerciaux et stratégiques développent de nouveaux établissements, dynamisés par les contraintes de capacité dans le secteur public et la demande d'un enseignement orienté sur l'employabilité. Il y a une possibilité inexploitée avec l'enseignement supérieur dans la région pour mettre en place des universités et des collèges privés. Cette possibilité convient aux investisseurs commerciaux et offre un potentiel de revenus important. La rentabilité moyenne des actifs de l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne est de 25 à 30 %. Il existe un certain nombre de prestataires qui ont créé de nouvelles institutions éducatives à travers toute l'Afrique subsaharienne.

FIGURE 4.12 POTENTIEL POUR LES ÉCOLES DE LA MATERNELLE AU LYCÉE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE, 2016



Source : <https://edafricareport.caeruscapital.co/thebusinessofeducationinafrica.pdf>.

Contraintes et solutions possibles

Mettre davantage d'informations à la disposition du public. Le manque de disponibilité des informations sur le secteur privé est une contrainte majeure. Il n'y a que très peu de données disponibles sur le secteur privé dans l'éducation en RDC, en particulier les écoles privées aux niveaux primaire et secondaire. C'est particulièrement un problème avec les écoles gérées par des organisations confessionnelles en raison du manque d'information sur leurs programmes d'enseignement.

Les prestataires de services de soutien scolaire privés évaluent généralement la qualité des écoles à l'aide de multiples indicateurs basés sur des données, par exemple en testant les étudiants ou en comparant la fréquentation réelle avec les chiffres des inscriptions. Les services sont généralement proposés par des ONG dont l'éducation est au centre de leurs portefeuilles de projets, bien qu'il existe également des modèles à but lucratif. Les prestataires effectuent des évaluations scolaires, proposent des services de conseil et des conseils en gestion scolaire, soit à des écoles privées en échange de frais d'inscription, soit à des écoles publiques dans le cadre d'accords de partenariat public-privé financés par le Gouvernement ou des donateurs externes. Leur valeur réside dans la collecte et l'analyse de données pour guider les plans d'amélioration des écoles dans leur ensemble.

Améliorer l'ETFP. Jusqu'à présent, les liens avec l'industrie sont, au mieux, faibles et se conjuguent à un manque d'attention aux formations aux compétences non techniques et entrepreneuriales, ainsi qu'à des formateurs sans expérience dans l'industrie. Des préoccupations concernant la qualité, l'accès et la pertinence des programmes existent parmi les prestataires de formation publics et privés en RDC, notamment le faible accès à la formation pour les femmes (en particulier en dehors des métiers « sexués ») et les groupes vulnérables mentionnés ci-dessus.

L'un des modèles public-privé qui fonctionne bien dans l'ETFP est le financement et le fonctionnement de l'Institut national de préparation professionnelle (INPP), malgré la taxe professionnelle INPP que les entreprises doivent payer⁶². L'INPP est le principal prestataire d'enseignement de l'ETFP à court terme et relève du Ministère de l'Emploi, du travail et de la Prévoyance sociale. En théorie, il est censé être financé en partie par le Gouvernement et en partie par les recettes du secteur privé, mais en pratique, il n'est financé que par les recettes du secteur privé (le Gouvernement n'ayant que très peu contribué). Il propose des cours de formation spécifiques aux besoins du secteur privé et est également géré par un conseil d'administration qui comprend des représentants du secteur privé (dont l'association privée, la FEC). Leurs services ont été bien accueillis par le secteur privé, comme en témoignent leurs versements réguliers pour soutenir l'INPP.

62 Le taux de cotisation due par les employeurs à l'INPP est de 3 % sur les rémunérations pour les entreprises comptant jusqu'à 50 employés et pour les entreprises d'État ; de 2 % pour les entreprises de 51 à 300 employés ; et de 1 % pour les grandes entreprises de plus de 300 employés.

Le gouvernement pourrait développer un fonds de compétences multipartenaires pour soutenir les établissements d'ETFP. Le fonds de compétences pourrait améliorer la qualité et l'accès aux formations de compétences dispensées par les acteurs non étatiques en RDC, grâce à la création d'un fonds de formation de compétences (Fonds de compétences) qui fournirait des fonds de manière compétitive pour offrir des programmes de formation de compétences dans les secteurs économiques prioritaires du pays. Le Fonds pour les compétences serait créé pour allouer les fonds en fonction de ses objectifs et superviser leur utilisation. Le Fonds pour les compétences financerait des subventions pour le développement et la fourniture de programmes de formation professionnelle améliorés. Le Fonds pour les compétences fournira des fonds aux prestataires de formation aux compétences désignés comme tout prestataire non étatique légalement enregistré en RDC, dont le mandat principal est de fournir des formations, du tutorat, du coaching et d'autres activités de développement des compétences à la population locale et de former des formateurs. Le Fonds pour les compétences renforcera la qualité de l'offre privée (non étatique) de formation aux compétences et l'offre de personnes formées de manière appropriée sur le marché du travail.

Reproduction de solutions privées existantes pour l'enseignement et la formation continue. Les solutions potentielles pourraient inclure des institutions membre d'un même groupe pour l'enseignement primaire et secondaire.

Promouvoir des modèles de financement des étudiants par le secteur privé. Les institutions financières non bancaires pourraient lever des fonds auprès d'investisseurs conventionnels tels que des fonds d'investissement ou des agences de développement, et les compléter par des capitaux provenant de sources alternatives (par exemple, par le biais de plateformes de financement participatif telles que Kiva). Afin d'offrir des prêts aux taux d'intérêt les plus bas possibles, les modèles existants se concentrent sur la minimisation des coûts opérationnels en partageant les coûts et les ressources (personnel, infrastructure) avec les écoles et/ou les universités d'ETFP partenaires. Les revenus sont généralement générés par le paiement des intérêts. Toutefois, de nombreux modèles ont mis au point des systèmes de remboursement alternatifs innovants pour réduire la charge et le risque financiers des étudiants. Ces modèles génèrent également des revenus supplémentaires provenant de l'administration des fonds et des frais basés sur la performance, facturés aux investisseurs ou des commissions versées aux universités partenaires. Financer des étudiants pourrait également élargir le marché potentiel en aidant des adultes apprenants à reprendre leurs études : Il y a une forte population adulte âgée de 22 à 40 ans qui n'a pas poursuivi d'études supérieures à un âge plus jeune en raison de problèmes d'accès et d'accessibilité financière.

Exploiter la technologie. Le soutien public à l'utilisation des technologies de l'éducation pourrait être un facteur-clé de l'innovation dans la prestation de services éducatifs en vue d'élargir l'accès à l'éducation et d'en améliorer la qualité et la pertinence. Bien qu'il s'agisse d'un segment diversifié, il existe trois grandes catégories de technologies de l'éducation : (i) Prestation de services éducatifs (par exemple, l'enseignement complémentaire basé sur les technologies de l'information et de la communication et l'enseignement supérieur en ligne) ; (ii) Gestion institutionnelle et amélioration de l'efficacité opérationnelle (par exemple, systèmes de gestion des écoles et de l'apprentissage, évaluations basées sur les technologies, logiciels anti-plagiât) ; (iii) Services d'annuaire et de connexions (par exemple, programmes de parrainage de tuteurs privés). Il faudra pour cela améliorer l'infrastructure des TIC et fournir une assistance technique aux écoles existantes pour l'adoption des technologies.

Formation par des assistants-enseignants basée sur les compétences pour les écoles privées. Les acteurs non étatiques pourraient renforcer l'innovation en matière d'enseignement en offrant des possibilités de formation et des ressources pédagogiques par le biais de kits d'enseignement, de réseaux d'échange, d'écoles modèles et de plates-formes basées sur le Cloud. Les innovations sont conçues pour fonctionner dans des contextes où les ressources sont limitées et sont accompagnées de plans de cours détaillés et d'un support, ce qui les rend prêtes à l'emploi et faciles à appliquer. Les modèles s'appuient sur les technologies de l'information et de la communication (TIC), sur de vastes réseaux de partenariat, et sur une formation en aval aux innovations disponibles même dans les régions éloignées, tout en maintenant les coûts opérationnels à un niveau bas. Les modèles intègrent généralement des éléments générateurs de revenus, bien que beaucoup d'entre eux dépendent d'un financement considérable de la part des donateurs et de l'État.

Soutenir les entrepreneurs sociaux. Les FCS présentent un environnement difficile, mais le besoin de solutions d'entrepreneuriat social est d'autant plus grand dans des contextes fragiles. L'expansion de l'entrepreneuriat social à travers l'Afrique a été impressionnante : Le Kenya est devenu une plaque tournante mondiale pour les entrepreneurs sociaux qui sont actifs dans tous les domaines de la prestation de services, avec de nombreuses entreprises sociales atteignant une taille impressionnante. Les évaluations des écosystèmes des entreprises sociales ont montré que celles-ci ont amélioré l'accès à l'éducation (ainsi que l'accès à l'eau propre et à l'énergie) pour des millions d'Africains, y compris dans les zones les plus fragiles (Navarrete, Agapitova, 2017 ; British Council, 2015 et 2017). L'expérience internationale a démontré que les gouvernements peuvent jouer un rôle crucial et continu dans la formation du marché, le soutien et, dans certains cas, la réglementation des entreprises sociales (Agapitova, Sanchez et Tinsley, 2018). Les bailleurs de fonds peuvent également jouer un rôle important en partageant les leçons tirées de l'expérience internationale, en offrant un espace sûr pour la collaboration entre entrepreneurs sociaux et le secteur public, en contribuant à réduire les obstacles commerciaux et institutionnels à l'entrepreneuriat social, et en utilisant le financement des bailleurs de fonds comme une opportunité de créer des marchés locaux pour la prestation de services grâce au soutien des marchés publics sociaux et à la franchise.

L'essor des entrepreneurs sociaux est prometteur pour la stratégie de développement de la RDC : si les entreprises sociales peuvent combiner l'intention du bien public avec l'efficacité commerciale et la créativité de l'entreprise privée, il est possible de réaliser le meilleur des deux mondes. Toutefois, pour devenir opérationnelles, les entreprises sociales doivent être capables de résoudre les défaillances du marché. La faiblesse de l'environnement commercial n'est pas propice au développement de l'esprit d'entreprise en général, et est encore plus difficile pour les entreprises sociales étant donné que l'accès au financement en RDC est l'un des plus faibles en ASS. Et les modèles d'entreprises sociales présentent souvent des problèmes, notamment en ce qui concerne les moteurs du comportement organisationnel, le financement, les capacités et, par conséquent, le potentiel de production. Le Gouvernement de la RDC prépare un programme, avec le soutien de la Banque mondiale, afin de promouvoir et de soutenir l'entrepreneuriat social, ce qui impliquera la cartographie et l'étude des entreprises sociales, l'identification des modèles qui peuvent être utilisés en RDC à l'échelle, en tirant parti de la microfinance et des technologies numériques, ainsi que des marchés publics.

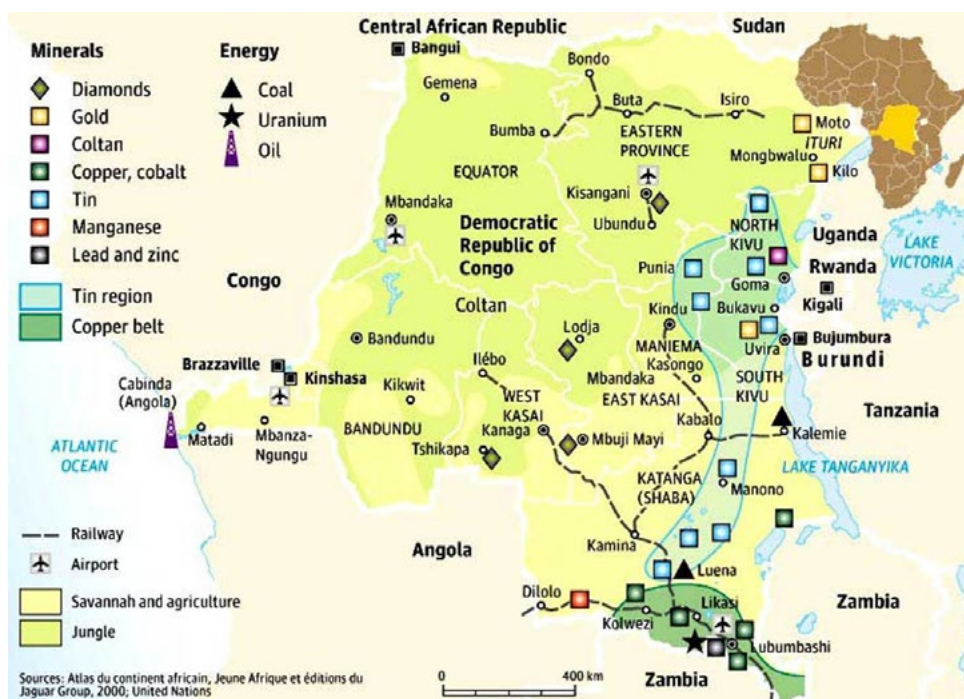
B. SECTEURS COMMERCIAUX

Mines et hydrocarbures

Performance actuelle

La RDC dispose de substantielles réserves minérales inexploitées et de haute qualité, notamment de cuivre, de cobalt, d'or, de diamants, d'étain et de tantale. Les estimations pour 2011 indiquent que les réserves minérales de la RDC valent plus de 24 milliards de dollars. La RDC est le plus grand producteur de cobalt au monde (estimé à 60 % de la production mondiale) et détient 45 % des réserves mondiales de cobalt. Elle est le 8ème producteur mondial de cuivre et le premier producteur en Afrique avec 3 % des réserves mondiales, le 3ème producteur de tantale et le 7ème producteur d'étain. Elle est également le 2ème producteur de diamants de qualité industrielle et possède 25 % des réserves mondiales de diamants, et le 5ème producteur de pierres précieuses de couleur, avec 10 % des réserves mondiales d'or. Les réserves minérales sont également de grande qualité et nettement supérieures à la moyenne mondiale. Par exemple, la RDC possède des réserves de cuivre parmi les plus importantes au monde, avec des mines dont la teneur en cuivre est estimée à plus de 3 % (contre une moyenne mondiale de 0,6 à 0,8 %). Parmi les autres ressources stratégiques figurent le lithium et le germanium. L'arc cuprifère de cuivre et de cobalt en RDC est concentré dans l'ex-Katanga, tandis que la ceinture d'étain s'étend sur l'ex-Katanga et les provinces du Kivu. La carte 4.3 montre la répartition des ressources minérales à travers la RDC⁶³.

63 Le portail détaillé du cadastre minier de la RDC peut être consulté à l'adresse suivante : <http://drclivences.cami.cd/en/>

CARTE 4.3 LOCALISATION DES RESSOURCES MINÉRALES EN RDC

Source : Jeune Afrique, 2000.

L'industrie minière a été le principal contributeur aux exportations (six milliards de dollars, soit 95 % des exportations en 2017) et aux recettes fiscales (un milliard de dollars prévus pour 2019). L'activité minière a augmenté de 12,8 % en 2018. Les productions de cobalt, de cuivre et de pétrole —les principaux produits d'exportation de la RDC— ont augmenté de 92,5 % (avec le démarrage de la production de plusieurs nouvelles mines), respectivement de 8,7 % et de 9,4 % à la fin du mois de septembre 2018 par rapport à la même période en 2017. Les recettes des secteurs minier et pétrolier représentent près de 30 % de l'ensemble des recettes fiscales : elles ont augmenté (trois premiers trimestres de l'année) respectivement, de 608 millions de dollars É.-U (1,6 % du PIB) en 2017 à 1331 millions de dollars É.-U (2,9 % du PIB) en 2018 (Banque mondiale, 2018a). Les nouvelles dispositions du code minier qui augmentent les redevances sur le cuivre et le cobalt devraient encore augmenter la contribution du secteur minier aux recettes fiscales.

Les entreprises d'État jouent un rôle-clé dans le secteur minier (Tableau 4.3). La Générale des Carrières et des Mines (GÉCAMINES) est la plus grande entreprise d'État du pays, spécialisée dans la production de cobalt et de cuivre. La GÉCAMINES était l'un des principaux producteurs de cobalt et de cuivre en RDC dans les années 80 et 90. Dans les années 90, elle a commencé à vendre ses concessions les plus importantes et, depuis, elle contrôle un nombre important de permis d'exploitation (y compris des permis dans certaines des zones les plus riches en réserves). En conséquence, tout acteur privé investissant dans le secteur minier en RDC doit s'engager avec GÉCAMINES, souvent par le biais d'une joint-venture. Selon le dernier rapport de l'EITI, il y avait 38 JV de ce type en RDC. L'État détient également une participation majoritaire dans neuf autres entreprises extractives et des participations minoritaires dans de nombreuses autres entreprises.

TABLEAU 4.3 ENTREPRISES ÉTATIQUES MINIÈRES

	Part de l'Etat (%)		Part de l'Etat (%)
Hydrocarbures			
SONAHYDROC	100	FOXWELP	15
JAPECO	20	CAPRIKAT	15
SOREPLICO	20	SOCOREP	15
SOLICO	20	KINREX	12,75
Mines			
GÉCAMINES	100	SAKIMA	100
SODIMICO	100	COMINIÈRE	90
SCMK-MN	100	MIBA	80
SOKIMO	100	SACIM	50
FRONTIER	5	CROWN MINING	5
KGL SOMITURI	5	CHEMAF	5
METALKOL	5	ALPHAMIN BISIE	5
KAMOA COPPER	5	SEK	5
MURUMBI MINERALS	5	CONGO MINERAL EXPLORATION	5
GOLD DRAGON RESOURCES RDC	5		

Source : ITIE (2018).

Il existe trois principaux types d'acteurs du secteur privé dans le secteur minier en RDC : (i) les acteurs traditionnels qui ont établi une présence en RDC et ont entretenu des liens étroits avec les gouvernements précédents ; (ii) les entreprises chinoises —tant publiques que privées— qui augmentent progressivement leur présence dans le pays ; et (iii) les entreprises internationales comme Glencore et Alphamin. En plus de ces acteurs officiels, les mineurs artisanaux sont très répandus et jouent un rôle-clé dans le secteur minier. En 2014, les mineurs artisanaux représentaient la quasi-totalité de la production de l'extraction de diamants, près de 25 % de l'or, 15 % du tantale et 2 % de l'étain.

Depuis 2007, à la suite de l'accord de Sicomines entre les entreprises de construction chinoises d'État et GÉCAMINES, les investissements et l'engagement chinois en RDC ont augmenté de manière significative, en échange de subventions et de prêts sans intérêt pour le développement des infrastructures (Encadré 3). En 2014, 80 % des usines de traitement des minerais de l'ex-Katanga appartenaient à des entreprises chinoises, et 90 % des minerais extraits des mines de l'ex-Katanga étaient exportés en Chine.

Alors que la RDC progresse dans la mise en œuvre de l'initiative pour la transparence des industries extractives, il est nécessaire de poursuivre la réforme dans ce secteur. La mauvaise gouvernance et la mauvaise gestion ont limité les bénéfices des ressources minières. En raison d'une surveillance et d'une responsabilité limitées, les transactions et les revenus de la GÉCAMINES et des autres entreprises publiques du secteur manquent de transparence. En 2011, GÉCAMINES a été enregistrée en tant qu'entreprise commerciale, ce qui a encore réduit sa responsabilité envers le Gouvernement. Les estimations de l'EITI indiquent que GÉCAMINES a gagné plus de 1,5 milliard de dollars É.-U grâce à ses partenariats avec des investisseurs entre 2009 et 2015, mais moins de 5 % de cette somme a été envoyée au Trésor public de la RDC sous forme de paiements d'impôts et de dividendes. En outre, des anomalies ont été signalées dans la comptabilité et la tenue des comptes —les estimations indiquent que 750 millions de dollars américains qui auraient dû être reçus par GÉCAMINES par le biais d'une co-entreprise entre 2011 et 2014 n'ont pas été enregistrés dans les comptes de GÉCAMINES. Parmi les autres sources de fuites signalées, citons le défaut de paiement des loyers de surface au Gouvernement par GÉCAMINES (en 2015, GÉCAMINES n'avait pas payé les loyers de surface pour 70 de ses 90 permis miniers), la vente d'actifs en dessous de leur valeur marchande et autres paiements directs opaques à GÉCAMINES.

ENCADRÉ 4.2 SICOMINES : L'AFFAIRE DU SIÈCLE

En 2007, la Chine et la RDC ont signé un accord « ressources naturelles contre infrastructures ». Cet accord a impliqué un consortium d'entreprises d'État chinoises : la China Railway Engineering Company (CREC), Sinohydro, et la Zhejiang Huayou Cobalt Company. L'accord consistait en des infrastructures en échange de droits miniers appartenant auparavant à GÉCAMINES dans la région de Kolwezi. L'accord a conduit à la création de la co-entreprise Sicominex, dont l'État congolais détient 32 % des actions.

Le contenu exact de l'accord n'a pas été rendu public. Selon les premières estimations, la valeur de l'IFR (instrument de financement rapide) s'élevait à six milliards de dollars, la production minière de SICOMINES devait produire 200 000 tonnes de cuivre au cours de la première phase (les deux premières années), pour atteindre 400 000 tonnes au cours de la deuxième phase (troisième année et années suivantes). Le taux d'intérêt initial du prêt était de 6,6 %.

Dans le contrat final modifié en 2009, il a été convenu que les entreprises chinoises consacraient — en plus du prêt pour le développement de la mine — un maximum de trois milliards de dollars É.-U au financement des infrastructures couvrant la construction et la réhabilitation de divers éléments, notamment les chemins de fer, les routes, les hôpitaux, les universités et les barrages hydroélectriques. Pour la première phase, les prêts pour les infrastructures sont plafonnés à 1,053 milliard de dollars. Le montant n'a pas été fixé, mais il a été ouvert une ligne de crédit à hauteur de ce montant. Les intérêts ont été revus à la baisse à 4,4 %. La production de SICOMINES a été

également revue à la baisse à 125 000 tonnes durant la première phase et à 250 000 tonnes durant la seconde phase. Les estimations des réserves ont été abaissées à 35 %. Le prêt pour les infrastructures est garanti par le Gouvernement. La production minière a commencé en novembre 2015.

12 projets prioritaires ont été financés dans le cadre du projet, couvrant plusieurs projets d'infrastructures urbaines à Kinshasa : modernisation de l'esplanade du Palais du Peuple et de 3 routes, des travaux sur les routes nationales RN4 (Beni-Luna) et RN5 (Lumumbashi-Kasomeno), l'Hôpital du Cinquantenaire à Kinshasa, des logements à Kinsangani, des fibres optiques et des panneaux solaires (dans l'ensemble du pays).

Le FMI (2019) estime que le passif de SICOMINES représente près de 40 % de la dette extérieure de la RDC, ce qui signifie que la dette des SICOMINES équivaut à environ 2,5 milliards de dollars É.-U (y compris le prêt minier).

L'analyse de l'accord et de sa mise en œuvre ne permet pas de déterminer si l'IFR était financièrement avantageuse pour l'une ou l'autre des parties, d'autant plus que les prix des métaux sont très volatiles, que le projet comporte des risques significatifs et qu'il a subi des retards. Toutefois, la nature non transparente de l'accord et des mécanismes de contrôle sont certainement sous-optimaux. Il y a, par exemple, des inquiétudes quant à la qualité des projets d'infrastructure réalisés dans le cadre de cet accord.

Sources : FMI (2019), Landry (2018), et Maiza-Larrarte et Claudio-Quiroga (2019)

Opportunités

En plus des ressources minérales traditionnelles (cuivre, or, diamants et étain), la demande croissante d'autres ressources minérales relativement inexploitées (cobalt, tantale, lithium) pourrait changer la donne en RDC. L'exploitation minière pourrait contribuer beaucoup plus à l'économie de la RDC. En plus des importantes réserves inexploitées de cuivre, d'or, de diamants, de charbon et d'étain, il y a de grandes opportunités pour de nouveaux minéraux stratégiques tels que les terres rares de minéraux stratégiques, le tantale, le coltan et le cobalt, dont la RDC est le principal gardien mondial, et qui sont très demandés par les industries mondiales de l'électronique et des batteries rechargeables au lithium-ion (par exemple pour l'automobile) qui connaissent une croissance rapide.

Selon les investisseurs miniers : « La RDC possède une quantité et une qualité de minerais sans précédent ». La RDC a également des opportunités inexploitées tout au long de la chaîne de valeur du pétrole et du gaz.

Contraintes et solutions possibles

Parmi les principaux changements apportés par le nouveau code minier, citons l'uniformisation de la clause de stabilité sur tous les accords miniers à cinq ans (auparavant, les entreprises pouvaient négocier des « conditions spéciales » et il n'y avait pas de clause de stabilité standard), la limitation de la durée des permis de prospection et d'exploitation (respectivement 5 ans et 25 ans), une augmentation des redevances minières (jusqu'à 10 % sur les minéraux stratégiques) et un impôt sur les gros profits. Le gouvernement congolais a défini une liste de minéraux dits stratégiques, qui comprend le cobalt, le lithium et le germanium, et la redevance sur ces minéraux a été portée à 10 % (Le Gouvernement a autorisé à fixer une redevance appliquée à la vente des minéraux « stratégiques ». Il convient de noter ici que, l'exploitation minière étant un secteur soumis à des rentes économiques, son traitement fiscal devrait être nettement différent de celui des autres secteurs). Toutefois, l'effet cumulatif de cette nouvelle fiscalité minière est jugé trop lourd par certains opérateurs, surtout si l'on tient compte des autres facteurs de sources de coûts, tels que les mesures parafiscales et la présence des entreprises publiques. Selon les exportations du secteur, cela a déjà affecté les investissements dans le pays.

Des sociétés minières se sont opposées aux nouvelles dispositions du code minier. Glencore, qui exploite la plus grande mine de cobalt de Mutanda, a annoncé à l'été 2019 qu'elle mettait fin à ses opérations. Si la baisse du prix du cobalt est une raison, cette décision serait également une réaction au nouveau régime fiscal.

Des mesures permettraient d'améliorer davantage les performances du secteur et sa contribution au développement de la RDC :

- Préciser comment sera calculé l'impôt sur les « super profits » —en veillant notamment à ce qu'il comprenne les « super profits » provenant de la revente de permis d'exploitation minière. Le traitement de l'exploitation minière en profondeur par rapport à l'exploitation minière en surface doit également être clarifié afin de ne pas décourager le premier (il est souhaitable que l'exploitation de surface implique les mineurs artisanaux).

- Revoir, quand les contraintes de balance de paiement le permettront, l'obligation de déposer 60 % des revenus miniers dans une banque commerciale en RDC, conformément à la vue institutionnelle du FMI. Elle impose des coûts et des risques inutiles aux sociétés minières.
- Accroître la capacité du Gouvernement à négocier et à monitorer (y compris les flux transfrontaliers) les contrats miniers en lui donnant la possibilité de s'appuyer sur des tiers de réputation mondiale, du moins dans un premier temps, comme le fait avec succès la Guinée (également un pays à très faible capacité). La gestion devrait inclure des contrôles beaucoup plus stricts aux postes frontières afin de limiter la sous-déclaration et la contrebande illégale de minéraux. Comme dans le cas des concessions forestières examinées ci-dessous, le manque de capacité combiné aux problèmes de gouvernance peut entraîner une grave insécurité pour les investisseurs —par exemple, la SFI et son sponsor ont été expropriés de leur investissement dans la mine de Kuwasi (minerai de fer).
- Réaliser des études géologiques pour attirer les investisseurs dans les régions pauvres éloignées (par exemple Kasai et Tshopo).
- Réformer les principales entreprises publiques minières, en particulier la Générale des Carrières et des Mines, GÉCAMINES, qui a été exposée à de sérieux problèmes de gouvernance et de performance aboutissant à un coût élevé pour le budget. La gouvernance de la GÉCAMINES devrait être réformée en profondeur, avec la possibilité de limiter son rôle à une société holding gouvernementale.
- Développer (par le biais de PPP —certains avec des sociétés minières) les infrastructures de transport et d'énergie qui soutiendront grandement la compétitivité et le développement du secteur. Il s'agirait notamment de réhabiliter la liaison ferroviaire avec l'Angola ainsi que de la réhabilitation des barrages (voir la section sur les infrastructures pour plus de détails).
- Investir dans le développement et le suivi de l'exploitation minière artisanale (interdire le travail des enfants, assurer la durabilité environnementale et la traçabilité) —également en partenariat avec le secteur privé et les communautés locales. Le traitement de l'exploitation minière en profondeur par rapport à l'exploitation à ciel ouvert devrait également être clarifié (l'exploitation à ciel ouvert étant préférable pour les mineurs artisanaux). Jusqu'à présent, la première est encouragée et est menée dans des domaines où la seconde peut être facilement mise en œuvre. De plus, des cas de mines industrielles utilisant des forces de sécurité pour réprimer les mineurs artisanaux sont souvent signalés.
- Améliorer la transparence concernant l'attribution des licences d'exploration et d'exploitation du pétrole et du gaz, qui, si elle est résolue, pourrait augmenter les recettes de l'État de 5 à 10 % —cela devrait inclure des dispositions visant à garantir la fin du brûlage des gaz (torchage), soit en développant une centrale électrique au gaz à Matadi, soit en acheminant le gaz par un gazoduc vers Inga-Kinshasa, ce qui améliorerait l'efficacité et réduirait l'empreinte carbone de l'industrie du ciment et permettrait le développement d'autres industries de matériaux de construction (briques, tuiles, verre, etc.).
- Mener une évaluation stratégique de la chaîne de valeur mondiale du cobalt pour s'assurer que la RDC bénéficie au maximum de sa dotation unique.

Le non-paiement des remboursements de TVA par le Gouvernement est une autre contrainte pour les sociétés minières. La réglementation fiscale prévoit le remboursement de la TVA aux sociétés exportatrices, aux sociétés pétrolières ou minières en phase de développement/recherche, ainsi qu'aux sociétés qui comptent sur de lourds investissements en nouveaux équipements. En raison de la pénurie de devises en 2016, le Gouvernement a cessé de rembourser la TVA aux entreprises. Auparavant, malgré les retards, le Gouvernement remboursait les compagnies minières sur les collectes de TVA. Cependant, ces remboursements ont cessé depuis la mi-2016. Bloomberg a estimé qu'en septembre-2017, le Gouvernement devait 1,2 milliard de dollars É.-U aux sociétés minières en recettes de TVA. En 2018, le Gouvernement mettait en place une politique de remboursement des taxes aux sociétés minières pour compenser leurs paiements de TVA (cette politique n'était pas rétrospective et ne couvrait pas les précédentes cotisations de TVA). Toutefois, en l'absence de nouvelles orientations sur le processus, et compte tenu des capacités institutionnelles et de mise en œuvre limitées, cela a ouvert la voie à d'autres formes de corruption et à des accords détournés pour obtenir les rabais nécessaires.

Agro-industrie

Performance actuelle

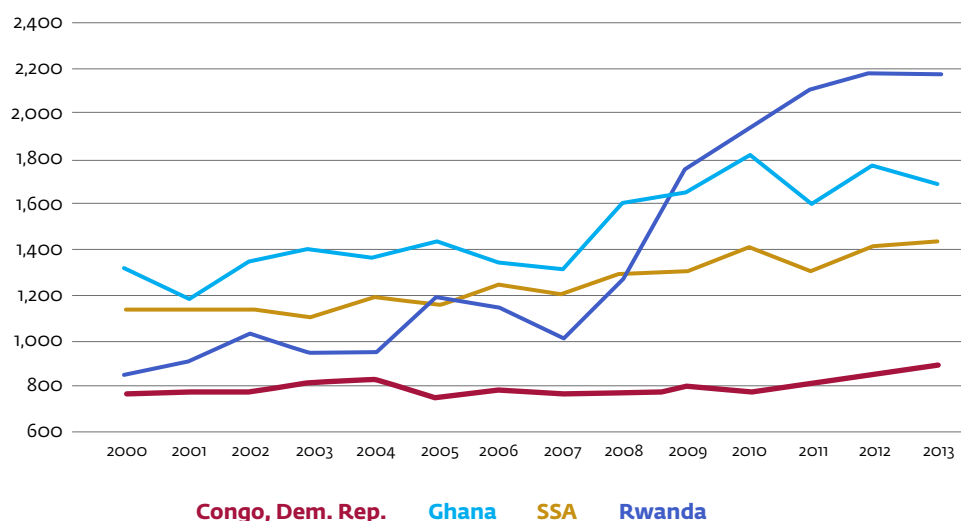
L'agriculture est la principale source de revenus et d'emplois du pays, employant respectivement 62 % des hommes et 84 % des femmes en âge de travailler⁶⁴. La part de l'agriculture dans le PIB était estimée à 21 % en 2015, avec une croissance annuelle de 4,7 %, principalement grâce à la croissance de l'agriculture intensive traditionnelle à faible rendement qui constitue la plus grande menace pour la deuxième plus grande forêt du monde (voir la section suivante consacrée au secteur forestier)⁶⁵. Il est important de noter que la croissance de l'agriculture est 2 à 3 fois plus efficace pour réduire la pauvreté qu'un montant équivalent de croissance généré dans d'autres secteurs (WDR, 2008). Toutefois, le développement de l'agriculture a été entravé par la nationalisation qui a eu lieu dans les années 1970 (la zaïrianisation) et par les deux guerres civiles qui ont eu lieu dans le pays (1996-1997 et 1998-2003) et qui ont conduit à l'abandon de millions d'hectares de terres agricoles de premier ordre. La RDC importe aujourd'hui une grande partie de la nourriture qu'elle consomme (1,1 milliard de dollars d'importations alimentaires en 2016) et exporte très peu.

Le déclin de la productivité agricole de la RDC par rapport aux pays voisins est principalement dû au sous-investissement au niveau des exploitations agricoles et dans les biens et services publics agricoles, notamment pour l'accès au marché. Depuis 2000, la valeur ajoutée agricole par travailleur et le rendement céréalier par hectare de la RDC sont restés les plus bas du monde, même si ces indicateurs se sont améliorés dans les pays voisins. En 2013, la valeur ajoutée agricole par travailleur était de 224 dollars et le rendement céréalier de 767 tonnes par hectare, respectivement, soit un peu plus du tiers et de la moitié de la moyenne de l'Afrique subsaharienne⁶⁶ (figures 4.13 et 4.14, tableau 4.4).

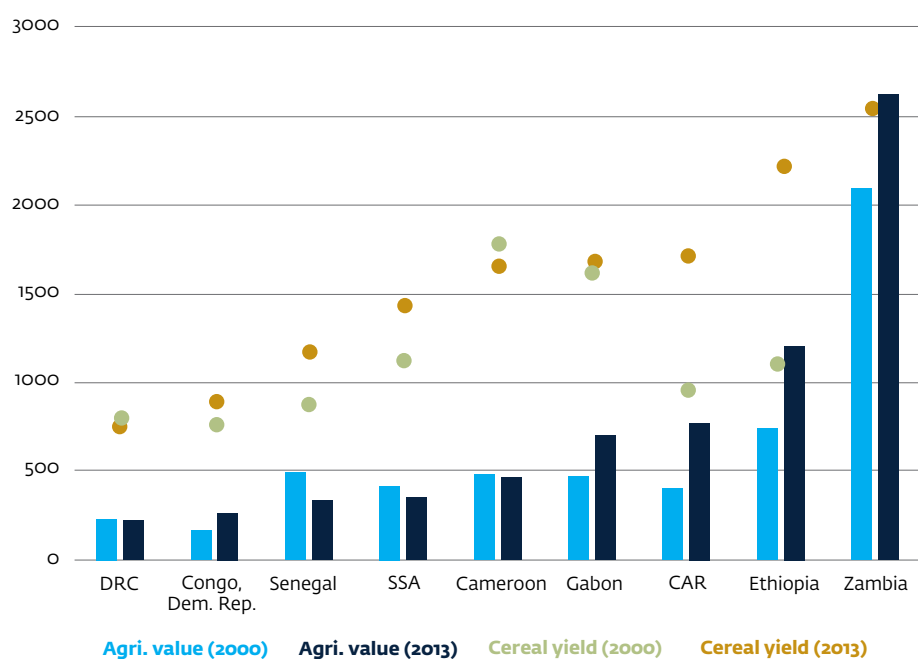
64 Banque mondiale (2017c).

65 World Development Indicators.

66 Banque mondiale (2016).

FIGURE 4.13 : TENDANCES DES RENDEMENTS CÉRÉALIERS, 2000-2013 (%)


Source : Revue du secteur agricole de la RDC : La future puissance agricole de l'Afrique (2017)

FIGURE 4.14 VALEUR AJOUTÉE AGRICOLE PAR TRAVAILLEUR (2005 \$ É.-U) ET RENDEMENT CÉRÉALIER (KG/HA), 2000 ET 2013


Source : Revue du secteur agricole de la RDC : La future puissance agricole de l'Afrique (2017)

TABLEAU 4.4 COMMERCE FORMEL DE PRODUITS AGRICOLES RDC - 2020

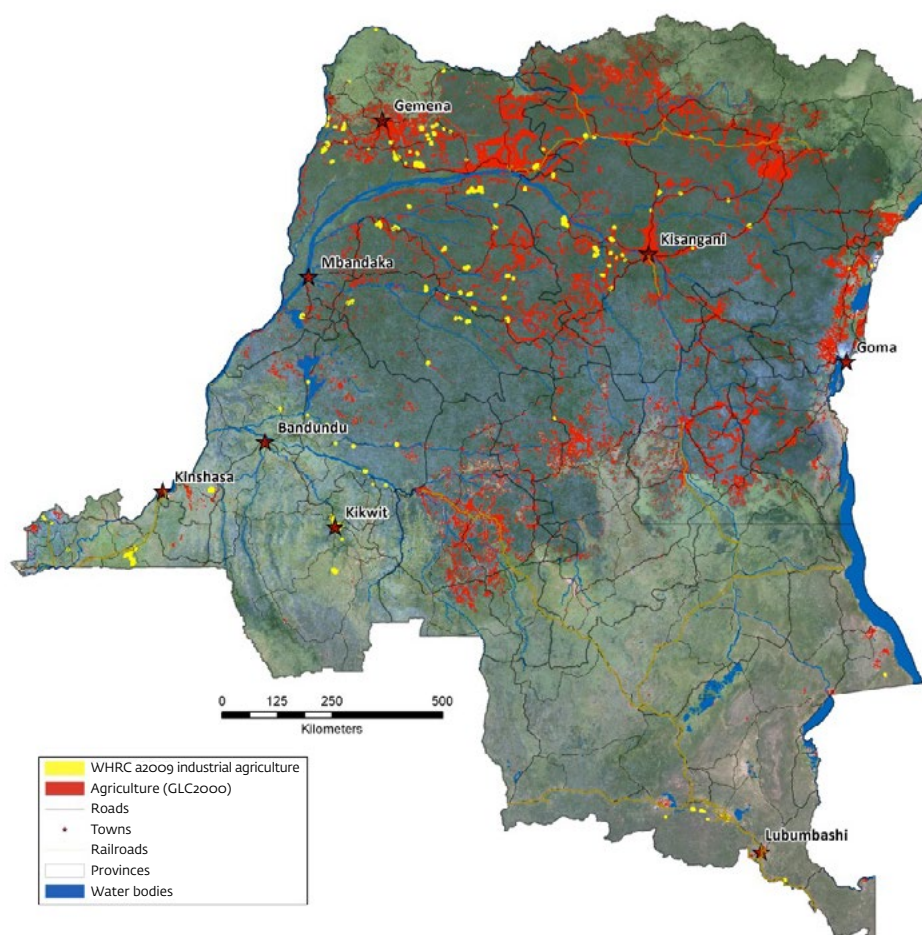
Commodity	Exports, US\$ millions	Imports, US\$ millions
Coffee and tea	18	32
Oil seeds and oleaginous fruits	13	2
Fisheries	3	94
Gums and resins	3	2
Animal or vegetable fats and oils	1	71
Vegetables	1	24
Products of the milling industry	0	121
Live animals	0	7
Fruits and nuts	0	4
Dairy	0	37
Cereals	0	169
Other animal products	0	5
Meat	0	236
Total	39	775

Source: UN Comtrade, using mirror statistics

La RDC importe aujourd'hui une grande partie des aliments qu'elle consomme et exporte très peu. Kinshasa doit importer une grande partie de ses denrées alimentaires à un coût très élevé, notamment des produits comme l'huile de palme que la RDC produisait de manière compétitive. Plus de 70 % des fruits et légumes vendus par les supermarchés de Kinshasa sont importés et vendus à des prix quatre fois plus élevés que les produits locaux qui ne sont pas de qualité suffisante pour être vendus dans les supermarchés. La sécurité alimentaire est devenue un problème majeur —y compris dans la riche province de l'ex-Katanga qui est régulièrement confrontée à des pénuries alimentaires lorsque la Zambie ferme sa frontière pour remédier à ses propres pénuries alimentaires (généralement lorsque les prix du cuivre baissent, ce qui assèche la capacité financière du gouvernement zambien à soutenir l'agriculture).

Comme le montre la carte 4.4, le secteur est dominé par les petits agriculteurs et les agriculteurs de subsistance, avec seulement quelques grands acteurs industriels dispersés le long du fleuve Congo et au Nord-Kivu. Ces acteurs à grande échelle produisent principalement des cultures de rente telles que l'huile de palme et le caoutchouc et, grâce à l'amélioration du transport fluvial, ne sont pas loin de redevenir compétitifs. Les petits producteurs agricoles souffrent principalement du manque d'accès au marché en raison du très mauvais état des routes rurales qui augmente également le prix des principaux intrants tels que les semences, les engrais, les pesticides, les races hybrides et la vaccination. Les petits agriculteurs souffrent également de l'absence de protection du réseau hydrographique, d'un accès insuffisant aux informations sur le marché et les prix, du manque d'entrepôts et d'installations de transformation des produits agricoles. Ceci génère d'importantes pertes après récolte pour les cultures, les produits laitiers et la pêche.

CARTE 4.4 AGRICULTURE INDUSTRIELLE EN RDC



Source : Laporte et al. (2016)

L'agriculture durable devient également un problème, car l'agriculture devient la première cause de déforestation en raison de la dépendance à l'égard de l'agriculture intensive traditionnelle combinée à une croissance démographique et une urbanisation galopantes. Il sera nécessaire d'augmenter les rendements (voir ci-dessous) et de développer l'agroforesterie (voir la section suivante sur la foresterie).

Opportunités

L'immense potentiel agricole de la RDC repose sur (i) une superficie estimée à 51 millions d'hectares de terres cultivables non exploitées ; (ii) des conditions climatiques et écologiques favorables à diverses exploitations agricoles ; (iii) un potentiel de développement de cultures d'exportation (café, cacao, caoutchouc, coton, thé, etc.) ; et (iv) un marché régional important et en pleine expansion avec une population jeune de plus de 200 millions d'habitants et une urbanisation galopante. On estime que les pâturages disponibles peuvent faire vivre jusqu'à 40 millions de têtes de bétail et que le pays a le potentiel de générer environ 700 000 tonnes de poissons d'eau douce par an. Il est possible de développer l'horticulture commerciale dans le Bas-Congo pour approvisionner le grand marché de Kinshasa.

- Les cultures de rente sont concentrées le long du fleuve Congo (principalement l'huile de palme et le caoutchouc) et au Nord Kivu (tabac, café, thé et cacao), une province dotée d'un sol volcanique fertile, d'une pluviométrie importante, d'un climat tempéré et d'un accès aux marchés d'Afrique de l'Est⁶⁷. Le coton était produit dans les anciennes régions du Bandundu et du Kasai ; cependant dans ces régions, la production a diminué lorsque les structures de commercialisation publiques et privées se sont effondrées. Les principaux acteurs actuels sont à la recherche de financement pour développer plus de 50 000 ha (principalement le long du fleuve Congo) d'huile de palme (qui se substitue à d'importants volumes d'importation)⁶⁸ et de caoutchouc (exportation) pour lesquels la RDC était autrefois une puissance exportatrice. Cela représenterait des milliers de nouveaux emplois à court terme dans certaines des régions les plus pauvres, avec des avantages majeurs pour les ménages grâce à l'amélioration des services d'éducation et de santé fournis par ces grands acteurs. À moyen terme, il existe un potentiel de développement de programmes de plantations villageoises. De même, les grands groupes du secteur disposent de plus de 20 000 hectares qui pourraient être développés avec moins de harcèlement réglementaire et fiscal et l'arrivée d'un partenaire financier et technique si on supprimait la restriction sur les investissements étrangers (article 16 de la loi agricole de 2011) détaillée plus loin.

67 11 % des ménages du Nord-Kivu font de la culture de rente l'une de leurs trois principales activités de subsistance, alors que la moyenne nationale était de 5 % en 2011-2012. (Murphy et al. 2015).

68 En 2017, la RDC a importé 31 millions de dollars d'huile de palme et 16 millions de dollars d'huile végétale. Ces chiffres sous-estiment probablement les importations, car il existe également des importations informelles de produits alimentaires.

- L'horticulture : Kinshasa, qui compte 11 millions d'habitants, souffre d'une pénurie alimentaire et d'une mauvaise connection à son propre arrière-pays, notamment en raison du piteux état des routes rurales, entraînant des niveaux d'importations élevés. Cela a conduit à l'émergence d'une agriculture urbaine spécialisée dans la production de fruits et légumes de haute valeur. Actuellement, 22 % des travailleurs urbains déclarent que l'agriculture est leur principale activité, le secteur agricole étant le deuxième employeur des travailleurs urbains après le secteur du commerce⁶⁹. L'agriculture urbaine n'est pas unique à Kinshasa : Lubumbashi, Kisangani et Mbuji-Mayi ont également de grandes zones de maraîchage, Lubumbashi ayant plus de 720 ha de cultures horticoles produisant au moins 60 000 tonnes⁷⁰.
- Le bétail : L'élevage commercial reste peu développé. Compte tenu de la demande croissante satisfaite par les importations de viande et de produits laitiers de l'Union européenne (124 millions de dollars), de la baisse de l'apport protéique par habitant (39,5 grammes/jour)⁷¹ et de la capacité du pays à nourrir 40 millions de bovins⁷², le potentiel commercial des chaînes de valeur modernes de la viande et des produits laitiers est important. À ce jour, le secteur est dominé par le petit élevage pratiqué par 47 % des ménages ruraux dans le cadre d'une stratégie de diversification des revenus. La production animale est affectée par les maladies animales et les aliments coûteux.
- La pêche : La RDC est l'un des premiers producteurs mondiaux en termes de capture dans les eaux intérieures grâce à l'accès au lac Tanganyika et à un vaste réseau de rivières —227 700 tonnes en 2015. Elle est essentiellement artisanale et permet de répondre aux besoins nutritionnels des pisciculteurs pauvres. Pourtant, la littérature indique un potentiel de pêche dans les eaux intérieures de plus de trois fois la production actuelle. Compte tenu de la forte demande intérieure de poisson, cette pénurie de production se traduit par une facture d'importation de plus de 130 millions de dollars pour le poisson et les produits transformés du poisson en 2015. La production piscicole intérieure est concentrée le long de la frontière orientale de la RDC et du bassin du fleuve Congo, et dépend fortement des voies navigables, générant des chaînes d'approvisionnement courtes et lentes.

69 Banque mondiale (2016).

70 FAO (2010).

71 Ulimwengu et autres (2012).

72 Banque mondiale (2006). Les pâturages sont près de trois fois plus grands que les terres cultivées disponibles –64 000 km². <https://globalforestatlas.yale.edu/congo/forest-governance/dem-rep-congo> en se référant aux statistiques de la FAO.

Contraintes et solutions possibles.

Les principales contraintes qui affectent le secteur ainsi que les solutions envisageables sont les suivantes :

- Révision de l'article 16 de la Loi agricole de 2011. L'article 16 de la loi portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture, dite « Loi agricole », en exigeant que 51 % des parts des entreprises agricoles commerciales soient allouées aux Congolais, a effectivement mis fin aux IDE dans le secteur. Une révision de la loi agricole sans cette disposition restrictive a été soumise au Parlement. L'adoption de la loi révisée sera particulièrement importante pour que la RDC réalise son potentiel à court terme dans les cultures de rente —par exemple, avant la loi agricole de 2011 et son article 16 problématique, Nestlé avait prévu d'investir dans la réhabilitation de dizaines de milliers de fermes d'huile de palme abandonnées. L'adoption de la nouvelle loi permettra également aux opérateurs existants à court de liquidités de développer des partenariats techniques et financiers avec des opérateurs de classe mondiale —par exemple le groupe Olam qui a exprimé un intérêt pour explorer les relations techniques et commerciales avec des entreprises congolaises ayant de grandes quantités de terres inutilisées, comme mentionné dans la section sur les cultures de rente ci-dessus. La loi révisée permettra également d'injecter les ressources techniques et financières nécessaires dans les secteurs de l'horticulture et de l'élevage pour alimenter les vastes marchés urbains en pleine croissance et mal desservis. Cela permettrait l'entrée de « premiers opérateurs stratégiques » qui pourraient établir des liens avec des programmes de petits agriculteurs par l'intermédiaire de producteurs, comme cela se passe dans d'autres pays africains (comme au Ghana et au Kenya).
- Protéger les entreprises contre le harcèlement fiscal et para fiscal. Comme dans la plupart des autres secteurs, le harcèlement fiscal et parafiscal augmente le risque et le coût des activités agricoles. La mesure parafiscale la plus récente et la plus dommageable est le versement d'une taxe de 2 % (le montant de cette taxe, auparavant de 4 % a récemment été revu à la baisse) du chiffre d'affaires à l'ONAPAC (une agence gouvernementale chargée de soutenir le développement de l'agriculture) pour quinze des produits agricoles les plus courants, sans qu'aucun service ne soit clairement fourni en échange par l'ONAPAC (l'agence a un très grand nombre de salaires et de pensions impayés). Comme nous l'avons vu dans la section sur les contraintes transversales, la résolution du problème du harcèlement fiscal et parafiscal est d'une importance capitale, à commencer pour le secteur agricole et par l'annulation de cette nouvelle disposition par l'ONAPAC. Au-delà de cette mesure à court terme, il est nécessaire de consolider et de rationaliser les paiements fiscaux et non-fiscaux au niveau du Ministère des Finances par la mise à disposition d'une interface numérique facile à utiliser pour l'information et les paiements, ainsi qu'un recours efficace contre le harcèlement injustifié englobant à la fois le gouvernement national et les régions.
- Comme le montre le récent rapport 2019 de l'initiative EBA (*Enabling the Business Report of Agriculture* dans son acronyme anglais), la RDC est l'un des pays les plus restrictifs au monde en ce qui concerne l'importation et la certification de semences dont le pays a cruellement besoin⁷³.

73 Se référer à « Permettre l'activité agricole en RDC, Aperçu des données par pays », page 4, et au Tableau sur les politiques semencières, page 7.

- Améliorer les routes rurales et la sécurité. Concernant la question sur l'absence d'investissement dans les secteurs en amont du secteur agricole, les principales chaînes de supermarchés approvisionnant Kinshasa ont répondu que l'état des routes rurales et les conditions de sécurité étaient insuffisants pour permettre une horticulture compétitive, même dans les environs de Kinshasa. Les routes rurales déficientes, combinées à des générateurs diesel coûteux, rendent prohibitifs la production, le transport et la conservation de denrées périssables à forte valeur. Le coût élevé du transport se traduit également par des prix élevés d'intrants, ce qui entraîne leur faible utilisation et de faibles rendements. Le manque de sécurité dans les zones rurales aggrave encore le problème en obligeant les agriculteurs à rester petits ou à investir dans des services de sécurité très onéreux. En plus des programmes nationaux concernant les routes rurales, des solutions de type projets de développement communautaire pour la construction et l'entretien des routes rurales, comme en Colombie, devraient être étudiées par le Gouvernement.
- Améliorer l'accès à la connaissance, aux informations sur les prix et les marchés parmi les agriculteurs en tirant parti des nouvelles technologies. Compte tenu de la taille de la RDC, les innovations numériques offrent la possibilité d'atteindre un plus grand nombre d'agriculteurs, avec des connaissances modernes et à moindre coût. Les plateformes mobiles et les médias sociaux fournissent de nouveaux modèles de services financiers, de formation et de vulgarisation. En outre, les technologies de télédétection permettent une « uberisation de l'agriculture », avec un meilleur accès aux services à la demande pour les agriculteurs, les entreprises agroalimentaires et les entreprises de services.
- Renforcer les organisations de producteurs et les acteurs de la chaîne de valeur afin qu'ils puissent co-investir dans les installations de transformation et de stockage, et contribuer à la lutte contre les vols généralisés.

Secteur forestier

Performance actuelle

La forêt de la RDC (102 millions d'hectares) est la deuxième plus grande forêt du monde après celle de l'Amazonie brésilienne et constitue à ce titre un atout majeur dans la lutte contre le changement climatique – elle est appelée le « deuxième poumon » de la planète. La forêt est menacée par la disparition de 1 300 000 hectares chaque année, principalement en raison du défrichement des terres pour l'agriculture traditionnelle et de l'approvisionnement des villes en bois de charbon de bois.⁷⁴ Seuls 10 millions d'hectares font l'objet de concessions forestières formelles et durables générant 55 millions de dollars d'exportations (principalement des grumes de bois) en 2017 (seulement 0,8 % des exportations totales).

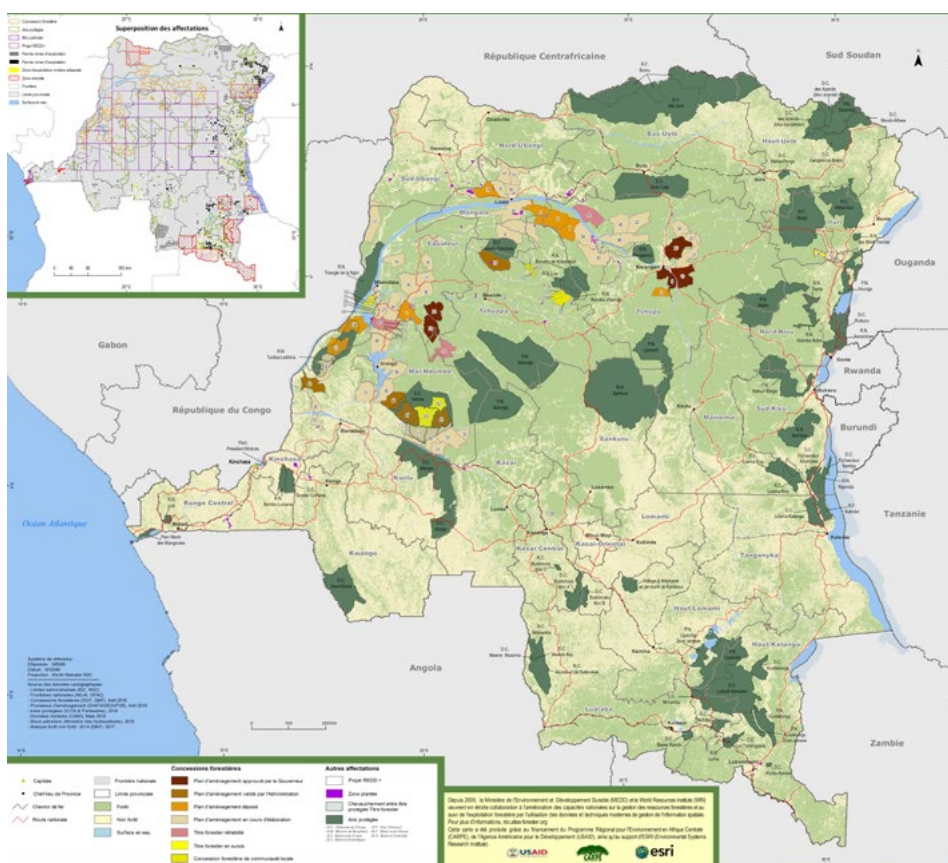
Opportunités

Comme nous l'avons vu dans la section précédente sur l'agriculture, il est possible de ralentir la déforestation en améliorant la productivité agricole (la croissance de l'agriculture intensive traditionnelle est la principale cause de la déforestation) et en développant des plantations agro-forestières sur des terres de savane dénudées pour fournir aux villes du charbon de bois, de la nourriture et du bois de construction.

74 Selon le rapport soumis par la RDC à l'UNFCCC en 2018, le taux annuel de déforestation s'est accru de 0.44 % sur la période

Comme le montre également le cas du Gabon, l'exploitation commerciale durable de la forêt peut être un moyen très efficace de la protéger. Le secteur privé exploite 4 % de la concession chaque année (avec seulement quelques arbres coupés par hectare) tout en s'engageant à sécuriser/protéger les 96 % restants (plus de 80 % de la forêt gabonaise sont soumis à de telles concessions). Avec moins de 10 % de sa forêt en exploitation formelle durable, la RDC dispose par conséquent, d'un vaste potentiel inexploité pour développer des exportations de bois de haute valeur par des moyens durables dans tout le pays (carte 4.5). Un moratoire de 2002⁷⁵, confirmé par un décret présidentiel en 2005⁷⁶, a interdit l'attribution de nouvelles concessions forestières et le transfert de permis d'abattage jusqu'à ce que certaines conditions liées à la gouvernance soient remplies. Cela a permis de répondre à la nécessité de suspendre les concessions jusqu'à ce qu'un meilleur contrôle du secteur forestier soit opéré. Le développement du secteur forestier industriel en RDC exige d'accroître la capacité du gouvernement à assurer la gouvernance économique du secteur et l'application de plans de gestion durable pour les concessions forestières existantes. Ce progrès est essentiel avant l'essor d'exportations de bois durable de grande valeur en RDC.

CARTE 4.5 CONCESSIONS FORESTIÈRES EN RDC



Source : Institut des ressources mondiales (2018), <https://cod.forest-atlas.org/?!=fr>.

75 Ministère des Affaires Foncières, Environnement et Tourisme. Arrêté ministériel n° CAB/MIN/AF.F-E.T/194/MAS/02 du 14 mai 2002 portant suspension de l'octroi des allocations forestières.

76 Décret n° 05/116 du 24 octobre 2005 fixant les modalités de conversion des anciens titres forestiers en contrats de concession forestière et portant extension du moratoire en matière d'octroi des titres d'exploitation forestière

Contraintes et solutions possibles

Promouvoir l'exploitation forestière durable et lutter contre l'exploitation illégale. L'exploitation forestière illégale peut être combattue en renforçant les capacités de l'administration sur le terrain et en mettant en place des contrôles stricts aux postes frontaliers (les grumes ne sont pas faciles à faire passer en contrebande) ainsi qu'une surveillance par satellite comme au Gabon. Le partenariat avec des partenaires internationaux publics et privés et des outils issus du secteur privé – tels que la certification volontaire assurée par de tiers partenaires – peuvent aider à promouvoir la gestion durable des forêts comme un des moyens de rendre les terres économiquement viables.

Promouvoir l'agroforesterie durable. En s'appuyant sur la stratégie REDD+ adoptée en 2012, le Gouvernement devrait fournir un financement et des droits garantis aux communautés locales pour développer des plantations agroforestières sur des terres de savane dénudées à proximité des centres urbains afin de les approvisionner en charbon de bois, en nourriture et en bois de construction —comme cela a été expérimenté avec succès dans le bassin d'approvisionnement de Kinshasa dans le cadre du Projet de gestion améliorée des paysages forestiers de la Banque mondiale (PGAPF - P128887) et souligné dans une étude de faisabilité réalisée en 2018 de réplication à échelle de ce pilote⁷⁷. Il est important de noter que la priorité pour la sécurisation de la forêt devrait se faire autour des axes de transport existants et futurs.

Profiter de l'effet de levier de la finance carbone. Le gouvernement congolais a la possibilité de tirer parti des marchés du carbone, et de monétiser les émissions de carbone évitées (par exemple, la préservation des forêts) et/ou le carbone stocké (par exemple, les plantations) au compte des grandes entreprises énergétiques qui cherchent à devenir neutres en carbone. Le rôle de la Banque mondiale dans le soutien au financement privé du carbone en RDC peut être double. Premièrement, la Banque mondiale jouera un rôle-pilote en rendant opérationnel son propre accord carbone de 55 millions de dollars É.-U avec la RDC dans la province de Mai-Ndombe. Deuxièmement, la Banque mondiale devrait soutenir la création d'un environnement favorable aux transactions carbone en RDC. Il s'agit notamment de s'assurer que les outils techniques et les capacités institutionnelles nécessaires soient opérationnels pour que les réductions d'émissions de gaz à effet de serre puissent être mesurées et vérifiées. Il s'agit également qu'un cadre réglementaire solide permette aux paiements carbone d'atteindre les bénéficiaires visés, particulièrement les communautés locales.

⁷⁷ Voir le rapport de la Banque mondiale "Agroforestry in the Kinshasa Supply Basin. A Critical Analysis of Expansion Prospects and Impact on Development" (juin 2018).

Industrie manufacturière

Performance actuelle

L'industrie manufacturière ne représente que près de 20 % du PIB. Les industries légères et lourdes ne représentent que 3 % du total des recettes d'exportation, ce qui signifie que la majeure partie de la production industrielle nationale est utilisée pour répondre aux besoins du pays. Comme dans le cas de l'agriculture, la RDC a presque entièrement perdu sa base industrielle à cause des 40 dernières années de troubles politiques (des centaines d'usines ont été détériorées et laissées à l'abandon). Entre 2010 et 2014, le taux de croissance de l'industrie manufacturière a atteint 4,8 % en moyenne, et les agro-industries ont été la composante la plus dynamique, qui représente aujourd'hui 80 % des activités manufacturière⁷⁸. La production manufacturière a peu contribué à la croissance économique en raison de la faiblesse des liens avec les marchés locaux et de la dépendance écrasante à l'égard des importations⁷⁹.

Les contraintes du climat des affaires, la porosité des frontières et la faiblesse des liens entre la capitale, la périphérie et les régions ont fait de la RDC une économie basée sur l'importation. Les biens de consommation à bas prix et les denrées alimentaires introduits clandestinement en RDC depuis l'Angola et la Zambie ont réduit la production locale.

En RDC, l'industrie légère est représentée par la production de boissons en bouteilles, de textile et de vêtements, la transformation du bois et du papier, des produits chimiques et des plastiques, la verrerie, les matériaux de construction (briques, clous) et le raffinage du pétrole. Toutefois, les produits locaux sont plus souvent coûteux que les importations (même légales) et sont de moindre qualité. Par exemple, les producteurs de boissons non alcoolisées et de bière ont indiqué que la qualité des bouteilles en verre produites localement entraîne 10 % de déchets supplémentaires dans le cycle de production en raison des bris. Dans l'ensemble, les intrants locaux ne sont pas disponibles ou ne sont pas compétitifs en termes de prix et de qualité.

Selon l'enquête 2014 auprès des entreprises, la plupart des emplois manufacturiers (60 %) sont créés par de grandes entreprises situées dans les grands centres urbains, la plupart du temps avec un partenariat étranger. Les quelques grands investissements étrangers ont eu lieu pour fabriquer des produits volumineux destinés au marché intérieur (donc coûteux à importer) comme le ciment et les boissons⁸⁰. Mais même ces grands investisseurs sont en difficulté en raison d'une demande limitée (par exemple, les cimenteries ne fonctionnent qu'à un tiers de leur capacité) et d'un environnement commercial très coûteux et risqué.

Le reste des activités manufacturières est dominé par les MPME, pour la plupart informelles⁸¹. Selon un récent rapport sur l'écosystème des MPME⁸², dans deux des plus importants centres économiques, à savoir Kinshasa et Lubumbashi, 19 % des MPME opèrent dans le secteur manufacturier, le deuxième domaine d'activité dans lequel elles sont le plus représentées après le secteur des services. À Matadi, le secteur manufacturier (40 %) et le commerce de détail (16 %) sont encore plus concentrés.

78 Banque mondiale (2018a).

79 Brookings (2018).

80 Brookings (2018).

81 Enquête réalisée auprès des entreprises et Enquête réalisée auprès des entreprises du secteur informel pour la RDC, 2014.

82 Banque mondiale (2019e).

L'utilisation des technologies modernes par les entreprises manufacturières locales est limitée. Les coûts des instruments importés sont très élevés en raison des taxes à l'importation et il y a un manque de financement pour les investissements de croissance. La technologie numérique est également sous-utilisée, entraînant des inefficacités opérationnelles. Seulement 17 % environ des entreprises officielles de la RDC ont leur propre site Web, contre 65 % au Soudan, 47 % au Kenya et 45 % au Malawi. En outre, seulement 31 % des entreprises officielles de la RDC communiquent avec leurs clients par courrier électronique, contre 83 % au Togo, 80 % au Malawi et 73 % au Kenya⁸³.

Toutes les entreprises ont constaté le manque de travailleurs qualifiés en RDC. Il s'agit notamment de compétences techniques et de compétences non techniques comme la motivation à travailler. Les grandes entreprises disposent de programmes de formation et de reconversion pour leurs travailleurs, et elles ont indiqué que la productivité des travailleurs formés et expérimentés est comparable à celle des autres pays et peut même être plus élevée qu'en Asie, notamment pour le travail manuel. Les contrats basés sur la performance sont difficiles à mettre en œuvre en RDC car le processus de production pourrait être interrompu en raison de problèmes externes tels que des coupures d'énergie ou des retards aux douanes affectant l'arrivée en temps voulu des intrants importés nécessaires.

Opportunités

L'amélioration de l'environnement des entreprises et des infrastructures devrait ouvrir des possibilités de développer une production dirigée vers le marché intérieur (matériaux de construction, agroalimentaire, transformation du bois, outils et biens de consommation simples, emballage). Le potentiel varie selon les villes et les régions —par exemple, l'agroalimentaire, les matériaux de construction, les matériaux d'emballage pour Kinshasa et Matadi, les activités avec l'industrie minière à Lubumbashi (vêtements industriels, métallurgie, meubles), la transformation du bois et les textiles à Kisangani et l'agroalimentaire à Goma.

L'amélioration de l'environnement des entreprises, la coordination et l'intégration des chaînes de valeur à plusieurs étapes devraient également contribuer à reconnecter les PME à l'économie formelle⁸⁴.

83 Enquête réalisée auprès des entreprises pour la RDC, 2014.

84 Ulloa, Katz et Kekeh (2009).

Contraintes et solutions possibles

- Améliorer la performance des secteurs d'infrastructure (comme discuté dans les sections sur les transports, l'énergie, l'eau et les infrastructures numériques ci-dessus). Les entreprises manufacturières s'approvisionnent pour près de la moitié de leur électricité par des générateurs (1 \$/kWh n'est pas inhabituel en raison du coût du transport qui peut doubler le coût du carburant —0,20 \$ est considéré comme un coût moyen de l'électricité dans la plupart des autres pays), et perdent en moyenne 11 % de leurs ventes annuelles en raison des pannes électriques. Quelques grands acteurs (par exemple, les cimenteries et les sociétés minières) bénéficient de lignes électriques spécialisées stables. Les coûts de transport extrêmement élevés affectent l'ensemble des opérateurs empêchant la distribution/concurrence au sein de la RDC, ainsi que la compétitivité des exportations —il en coûte 3600 dollars pour transporter un conteneur de 20 pieds du port de Pointe-Noire à Kinshasa (plus que les 3200 dollars qu'il en coûte pour transporter le conteneur de Shanghai à Pointe-Noire), et encore 3000 dollars pour le transporter de Kinshasa à Kisangani. Des projets-pilotes sont en cours pour des zones industrielles « prêtes à l'emploi » gérées par le secteur privé (pôles PME) pour faciliter l'accès aux terrains industriels et aux infrastructures de base (projet de croissance et de développement des PME de la BM). Les solutions possibles (en tirant parti des PPP) à ces problèmes d'infrastructure ont été examinées dans les sections précédentes consacrées à l'énergie et aux transports.
- Protéger les entreprises contre le harcèlement fiscal et parafiscal. Comme dans la plupart des autres secteurs, le harcèlement fiscal et les paiements non fiscaux constituent une contrainte majeure. Les entreprises manufacturières déclarent payer plus de 100 impôts différents. Une étude de la Commission européenne a conclu que l'application de tous les impôts sur l'industrie manufacturière (impôts nationaux et infranationaux combinés) ne permet pas à une entreprise légale d'être rentable. Bien que les grands investisseurs soient mieux équipés pour se défendre et puissent bénéficier d'exonérations partielles et limitées dans le temps (par exemple, Code des investissements, Partenariats stratégiques), ils peuvent être soumis à la concurrence d'acteurs (grands ou petits) qui peuvent se tirer d'affaires en ne remplissant pas toutes les obligations fiscales (par exemple dans l'industrie des boissons)⁸⁵. Les réformes gouvernementales s'orientent dans la bonne direction (par exemple, le guichet unique), mais elles s'adressent principalement aux grandes entreprises et ne traitent pas du harcèlement illégal.

85 La récente enquête sur les PME à Kinshasa, Lubumbashi, Matadi et Goma (Banque mondiale, 2019e) révèle, qu'en RDC, une entreprise sur deux connaît au moins un incident de corruption, ou est censée offrir un cadeau lors d'une rencontre avec un agent du fisc. Les demandes de pots-de-vin sont faites en toute impunité et à chaque mouvement de personnes et de biens à travers le pays. L'obtention d'une licence d'importation, d'un permis de construire ou d'un raccordement à l'eau semble être la plus problématique en termes de corruption. Près de 60 % des entreprises officielles de la RDC considèrent la corruption comme un obstacle majeur à leurs activités quotidiennes.

- Améliorer les compétences. Les compétences techniques soient rares, ce qui affecte de manière disproportionnée les petites entreprises. Les grandes entreprises formelles ont pu embaucher des travailleurs étrangers et recourir à la formation. Elles ont indiqué que la productivité des travailleurs formés et expérimentés est comparable à celle des autres pays et peut être encore plus élevée qu'en Asie, notamment pour le travail manuel (par exemple, pour la pose de briques). Les contrats basés sur la performance sont difficiles à mettre en œuvre en RDC car le processus de production pourrait être interrompu en raison de problèmes externes tels que des coupures d'énergie ou des retards d'entrée aux douanes. Comme dans d'autres pays, l'amélioration de la qualité de l'enseignement primaire et secondaire (voir la section sur le secteur de l'éducation ci-dessous) ainsi que le développement de l'EFTP dirigé par le secteur privé aideraient très utiles. La Banque mondiale prépare un projet de compétences (dans le cadre d'un projet du secteur urbain) qui comprendra un fonds de compétences et d'autres programmes de développement de compétences techniques et non techniques, spécifiques à un secteur.
- Faciliter le financement de la chaîne d'approvisionnement. Les crises économiques et les guerres ont réduit la collaboration entre les grandes et les petites entreprises en ce qui concerne la construction et l'entretien du réseau de transport (par exemple, par les producteurs de café de la région orientale et le Nord-Kivu), la coordination des mécanismes de financement (par exemple, par les producteurs de coton grâce à Codenord), et les économies d'échelle réalisées grâce à la gestion des biens publics (par exemple, la fourniture d'électricité grâce à Codenord). Il existe plusieurs initiatives gouvernementales visant à faciliter l'intégration des petites entreprises dans les chaînes de valeur, mais elles peuvent être contre-productives, comme la loi sur la sous-traitance de 2017, trop prescriptive, qui oblige les grandes entreprises à sous-traiter des activités supplémentaires et connexes à des PME « préqualifiées » détenues localement (la base de cette qualification n'est pas claire) ou les exonérations fiscales tout aussi problématiques, prévues dans le cadre du régime de la Chaîne de Valeur (un régime d'exonération fiscale de plus qui pourrait ouvrir la porte à des abus et des distorsions).

Services numériques

Performance actuelle

Les services numériques sont essentiels pour améliorer les opérations des entreprises dans la plupart des secteurs —par exemple, le secteur gouvernemental par le biais de l'administration en ligne (y compris le paiement électronique des impôts et des services publics), et contribuerait grandement à améliorer la gouvernance et le budget, le commerce électronique, l'agriculture en ligne, l'apprentissage en ligne et la santé en ligne. Les services numériques peuvent également être exportés sur Internet.

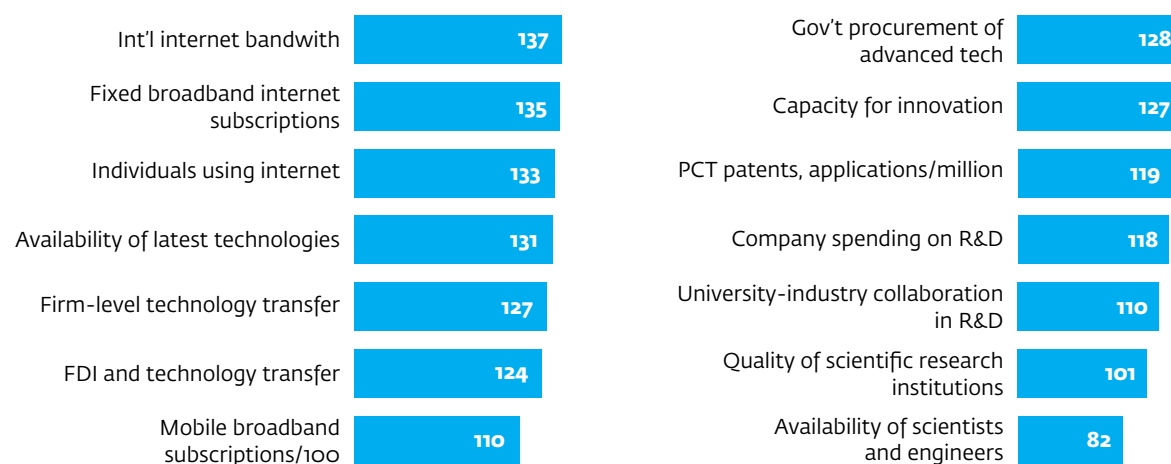
Comme montré dans la figure 4.15 ci-dessous, l'utilisation des services numériques est limitée en RDC. Seulement 17 % des entreprises formelles de la RDC ont leur propre site Web, contre 65 % au Soudan, 47 % au Kenya et 45 % au Malawi. En outre, seulement 31 % des entreprises formelles de la RDC communiquent avec leurs clients par courrier électronique, contre 83 % au Togo, 80 % au Malawi et 73 % au Kenya⁸⁶.

L'externalisation des processus d'entreprise (BPO) est une forme de sous-traitance qui implique la délégation de fonctions commerciales spécifiques à des prestataires de services tiers, souvent sur Internet.

D'après les entretiens avec les fournisseurs de BPO, les grandes entreprises représentent environ 80 % du marché du BPO, l'industrie minière étant le principal client. Les contrats du secteur public représentent environ 12 % du marché (Gouvernement et agences internationales), et la demande des entreprises locales est faible, mais elle a augmenté au cours des deux dernières années.

En termes de types de services : (i) ceux spécifiques à une industrie (mines, ciment) ; (ii) l'externalisation des services financiers et comptables ; et (iii) l'externalisation des ressources humaines constituent la majeure partie du portefeuille des « quatre grands ». Plus récemment, on observe une demande croissante d'externalisation des technologies de l'information (par exemple, des centres d'appel), en particulier de la part des entreprises de télécommunications, de transport et de logistique.

FIGURE 4.15 LA RDC EST EN RETARD SUR TOUS LES INDICATEURS DE L'ÉTAT DE PRÉPARATION TECHNOLOGIQUE (PANNEAU DE GAUCHE) ET DE L'INNOVATION (PANNEAU DE DROITE)



Source : WEF GCI 2017-2018

Note : Les classements inférieurs sont meilleurs ; classement sur 139 pays

86 Enquête réalisée auprès des entreprises pour la RDC, 2013, BM.

Opportunités

Outre l'amélioration des opérations des entreprises dans la plupart des secteurs, il est également possible de développer des services numériques pour développer l'administration en ligne (y compris le paiement électronique des impôts et des services publics), ceci contribuerait grandement à améliorer la gouvernance et le budget, le commerce électronique ainsi que l'agriculture, l'apprentissage et la santé en ligne. Les grandes entreprises (construction, ciment, mines) ont indiqué la nécessité de BPO, notamment dans les domaines des ressources humaines, de la logistique et de la gestion des installations.

La fourniture de conseils fiscaux et juridiques aux entreprises congolaises pourrait conduire à une meilleure compréhension des codes fiscaux par les entreprises locales, à une réduction de l'incidence de la recherche de loyers par les fonctionnaires, et à une croissance plus forte et à la création d'emplois.

Contraintes et solutions possibles

- Libéraliser le secteur des infrastructures numériques (comme indiqué dans la section « Infrastructures numériques » ci-dessus). L'absence de connexion Internet à large bande fiable et abordable limite les possibilités d'expansion, en particulier pour l'externalisation des services informatiques et les centres d'appel. Voir la section précédente sur l'infrastructure numérique pour plus de détails et les solutions possibles, à commencer par la publication de la nouvelle loi sur les télécommunications.
- Abaisser le coût des équipements informatiques importés. Le coût du matériel informatique importé en RDC est très élevé en raison des taxes à l'importation qui devraient être supprimées étant donné la nature transformatrice du secteur.
- Tirer parti des marchés publics. Les marchés publics pourraient devenir une source de croissance du marché, mais les prestataires actuels de BPO notent que le manque de transparence, les problèmes de corruption et de paiement sont des facteurs importants dissuasifs pour travailler avec le Gouvernement.
- Développer les compétences. Tous les prestataires de BPO ont constaté un déficit de compétences, en particulier pour les services plus perfectionnés comme la comptabilité et les services financiers. La plupart des employés et des cadres sont issus de la communauté des expatriés ou de la diaspora. En conséquence, les prestataires de BPO en RDC signalent que les coûts de leurs services sont de 20 à 50 % plus élevés que dans des pays comme le Rwanda, le Kenya et l'Afrique du Sud. Par exemple, Le Hub RDC et MD Services ont établi des bureaux dans d'autres pays africains parce que les coûts de fonctionnement en RDC sont trop élevés. Les prestataires locaux de BPO prennent en charge la formation et la reconversion du personnel. Par exemple, le CCC forme plus de 100 employés par an aux compétences numériques (ils travaillent sur la base d'un contrat de 2 ans et doivent quitter l'entreprise après cette période). Comme indiqué dans la section Éducation, il est nécessaire de cibler des programmes de formation visant à réduire les coûts de main-d'œuvre des prestataires de BPO et de créer des emplois pour les congolais, en particulier les femmes (services de base comme le nettoyage et la sécurité, mais aussi des compétences supérieures comme les compétences numériques, en fonction de la demande du marché).

- Soutenir l'esprit d'entreprise. L'écosystème de la RDC est concentré principalement à Kinshasa, ainsi que dans les deux autres centres urbains, Goma et Lubumbashi. L'écosystème de l'entrepreneuriat est au stade embryonnaire et des modèles d'organisation évolutive doivent encore émerger. Toutefois, étant donné la croissance de la population jeune en RDC, il y a une opportunité et la nécessité de développer l'écosystème de l'entrepreneuriat. Le secteur agricole et extractif a un potentiel d'emploi limité, et compte tenu du taux élevé de sous-emploi, il est nécessaire de développer l'écosystème de l'entrepreneuriat pour offrir des opportunités productives aux jeunes. Compte tenu de l'importance de la population nationale, du plus grand marché francophone en termes de nombre de consommateurs et de l'absence de systèmes et de prestataires de services traditionnels, il y a un marché captif pour des solutions numériques transversales. En outre, les centres urbains en pleine croissance abritent une population de plus en plus avisée en matière de technologie.

L'écosystème des start-ups est limité par le manque d'installations de soutien et par l'environnement difficile pour faire des affaires dans le pays. Bien que l'écosystème des start-ups ne soit pas équilibré, et qu'il existe plusieurs incubateurs pour soutenir les start-ups à Kinshasa, la présence d'autres acteurs-clés dans d'autres secteurs de soutien tels que la finance et la formation, entre autres, est limitée. L'écosystème souffre également d'un état de préparation technologique faible et d'une innovation limitée. L'indice de compétitivité mondiale du Forum économique mondial montre que la RDC est à la traîne pour tous les indicateurs relatifs à la préparation technologique et à l'innovation. La RDC se classe 127ème sur 139 pays pour l'état de préparation technologique, et 116ème sur 139 pays pour l'innovation. L'enseignement secondaire et tertiaire, y compris l'EFTP, ne comprend pas de formation sur l'entrepreneuriat, et la plupart des établissements sont mal équipés pour dispenser un enseignement axé sur l'esprit critique et les compétences. En outre, le manque de financement et de services de soutien abordables, tels que l'accompagnement et le mentorat, constitue également des contraintes pour les entrepreneurs. Le manque d'accès au financement, en particulier à un écosystème de capital-risque, restreint également l'activité entrepreneuriale. La plupart des entrepreneurs ont déclaré que leurs activités étaient limitées par leur capacité d'autofinancement.

(Eco) Tourisme

Performance actuelle

Il n'est pas surprenant, compte tenu de sa fragilité, notamment des crises sanitaires répétées, que le secteur du tourisme en RDC ne représente que 0,2 % du PIB, avec seulement 351 000 visiteurs internationaux en 2016 —principalement des hommes d'affaires, des visites de famille, des professionnels du développement et quelques touristes d'aventure et écotouristes⁸⁷.

Opportunités

La RDC possède un patrimoine naturel et culturel exceptionnel. Le volcano-trekking et la faune sauvage offrent des opportunités uniques pour le tourisme d'aventure. Sept parcs nationaux et 57 réserves et zones de chasse dont cinq inscrites sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (Virunga, Kahuzi Biega, Garamba, SALONGA et la Réserve de Faune à Okapis -RFO) ; quatre espèces endémiques dont les gorilles de montagne qui sont plus nombreux qu'au Rwanda et en Ouganda ; une des plus grandes réserves de biodiversité et forêts tropicales du monde ; un patrimoine culturel et historique et une culture des arts et de l'artisanat. La RDC possède trois domaines à fort potentiel :

- La région de Goma : Le Rwanda étant une destination touristique bien établie, et ayant récemment augmenté les prix et limité le nombre de visiteurs sur les sites des gorilles de montagne, la RDC a le potentiel pour capturer l'excédent de la demande. La Région des grands-lacs et les volcans actifs constituent des circuits touristiques attrayants qui pourraient être davantage développés. Il y a déjà du tourisme d'aventure à Goma, et des opérateurs établis jouissent d'une bonne réputation. Le tourisme d'aventure est à petite échelle, mais il offre des marges bénéficiaires élevées et crée des emplois de qualité pour les habitants. En outre, la proximité de l'aéroport de Kigali et du réseau routier du côté du Rwanda facilite l'accès aux voyageurs internationaux. L'aéroport de Goma est également desservi par des compagnies aériennes internationales comme Ethiopia Airlines. Il existe de nouvelles initiatives privées-publiques, comme par exemple le festival annuel d'art et de cinéma Amani à Goma, qui démontrent le potentiel de création de contenu local pour le tourisme.
- Kinshasa et Lubumbashi : les voyages d'affaires représentent une opportunité pour les hôtels, les restaurants et les PME spécialisées dans le tourisme local, notamment parce que les voyageurs d'affaires ont tendance à être plus aisés et moins saisonniers que les touristes de loisirs.

87 <https://www.worlddata.info/africa/congo-kinshasa/tourism.php>

Contraintes et solutions possibles

- Sécuriser les zones à fort potentiel touristique. Les préoccupations en matière de sécurité et de santé sont le principal obstacle au développement du tourisme en RDC —le Département d'État américain a émis dix avertissements aux voyageurs pour la RDC au cours des deux dernières décennies, ce qui est l'un des chiffres les plus élevés de la région. Les conflits internes dans l'Est et le Nord du pays ont empêché le développement de l'écotourisme, les forces rebelles ayant pris le contrôle des parcs nationaux, tué des gardes forestiers et chassé les rhinocéros pour le commerce. Les solutions possibles comprennent des zones touristiques sécurisées avec des services de santé dans les zones à fort potentiel évoquées ci-dessus.
- Améliorer le secteur des transports (comme indiqué dans la section sur les transports ci-dessus). Le transport aérien vers et à l'intérieur de la RDC est très coûteux. Les voyages à l'intérieur de la RDC sont deux fois plus chers qu'au Kenya et en Tanzanie, trois fois plus chers qu'en Amérique latine et quatre fois plus chers qu'aux États-Unis. En RDC, les changements spontanés de tarifs peuvent faire fluctuer le coût d'atterrissage d'un avion de 1000 à plus de 12 000 dollars sans préalable⁸⁸. La taxe de départ et les taxes aéroportuaires internes s'ajoutent aux coûts supplémentaires des visiteurs. En outre, le service n'est pas fiable avec des itinéraires complexes. Le transport routier est également coûteux et risqué. Voir la section sur le transport ci-dessus pour plus de détails et les solutions possibles.
- Améliorer le traitement des visas. Les procédures de visa sont lentes, coûteuses et imprévisibles. La plupart des pays ont maintenant mis en place des services de visa en ligne efficaces ainsi qu'un visa à l'arrivée. Par exemple, le Rwanda a profité de la mise en place d'exigences en matière de visa relativement simples et peu coûteuses par rapport à la RDC, pour attirer les visiteurs intéressés par la population de gorilles de montagne qui se trouve à cheval sur la frontière des deux pays.

88 https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2018/12/Africas-tourism-potential_LandrySigne1.pdf

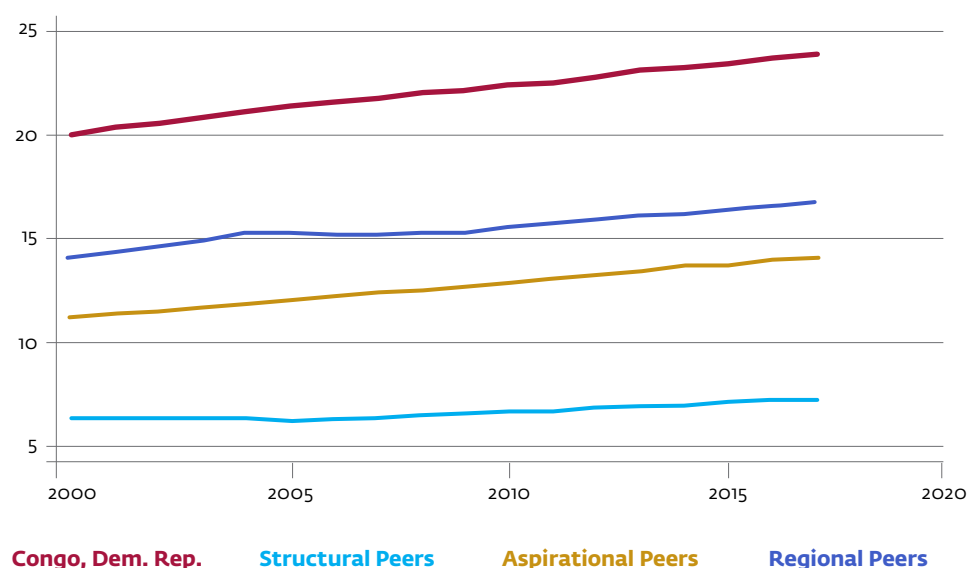
Secteurs urbains (construction de logements et commerce de détail)

Performance actuelle.

La RDC s'urbanise rapidement avec un taux de croissance moyen de 4,1 %. En 2016, 30 millions de personnes sur 80 millions vivent dans les villes (Figure 4.16). La population urbaine de la RDC est la troisième plus importante d'Afrique subsaharienne (après le Nigeria et l'Afrique du Sud). Avec une population estimée à 12 millions d'habitants en 2016, Kinshasa est la zone urbaine d'Afrique centrale la plus importante et la plus dynamique en termes de croissance (Banque mondiale, 2018d), et deviendra la plus grande mégapole d'Afrique d'ici 2030.

Une grande partie de cette croissance est due aux facteurs d'incitation des conflits et à l'inadéquation des services ruraux plutôt qu'aux facteurs d'attraction de meilleures opportunités de travail et de vie dans les villes. Le pays compte cinq régions économiques (carte 4.6) qui s'urbanisent à des rythmes différents. Du Bassin du Congo, très rural, au Bas-Congo, très urbanisé et centré sur Kinshasa, de l'Est touché par les conflits, et du Sud dominé par l'exploitation minière, chaque région présente des schémas d'urbanisation différents.

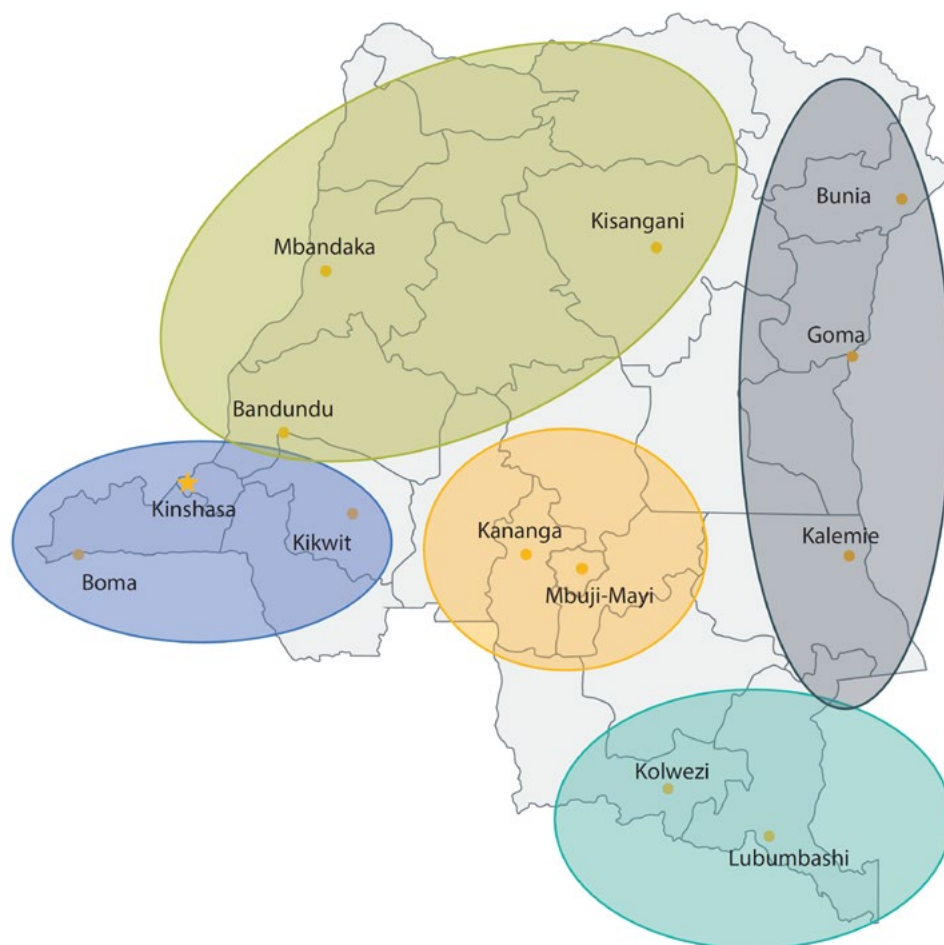
FIGURE 4.16 POPULATION DES AGGLOMÉRATIONS URBAINES DE PLUS D'UN MILLION D'HABITANTS (% DE LA POPULATION TOTALE)



Source : World Development Indicators.

- Les provinces de Kinshasa et du Bas-Congo comptaient 14 millions d'habitants en 2010. Elles sont fortement urbanisées (80 %) et leur croissance démographique évolue en moyenne de 4,8 % par an.
- La région du Sud —qui comprend la province de l'ex-Katanga— comptait 9 millions d'habitants, et sa population urbaine (42 %) a augmenté de 3,4 % par an.
- La région centrale des provinces du Kasai comptait 11 millions d'habitants en 2010, dont 35 % en zone urbaine.
- La Région du Bassin du Congo —qui comprend les provinces de l'Équateur, du Bandundu et des provinces Orientales— a le plus faible taux d'urbanisation et compte 22 millions d'habitants. L'urbanisation est constituée de petites villes, à l'exception de Kisangani, qui compte 1 million d'habitants.
- La région Est —qui comprend les provinces du Kivu et du Maniema— a un taux d'urbanisation relativement faible (17 %). Mais c'est dans cette région que la croissance urbaine est la plus rapide, principalement sous l'impulsion de Goma qui a enregistré une croissance annuelle moyenne supérieure à 10 % depuis 1984.

CARTE 4.6. LES CINQ PÔLES ÉCONOMIQUES DE LA RDC



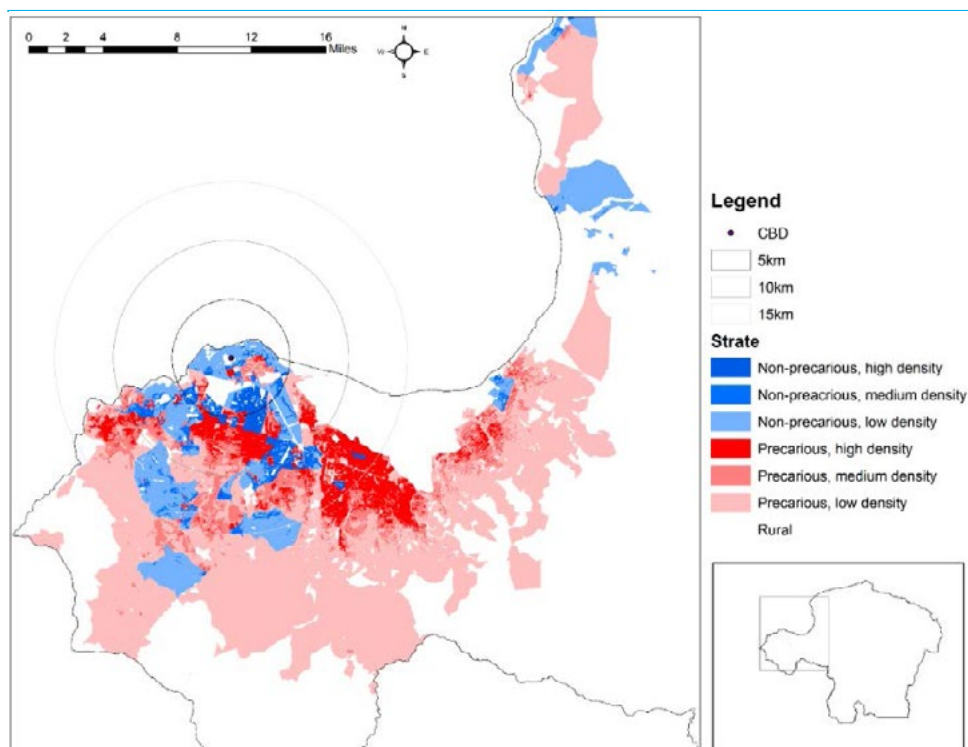
Source : Banque mondiale (2018d)

Bien que la RDC s'urbanise rapidement, la qualité de cette urbanisation rapide est problématique.

- La majorité de la population urbaine (74,8 %) vit dans des bidonvilles et la pauvreté urbaine et les taux de croissance démographique sont élevés, respectivement 62,5 % et 4,3 %⁸⁹. Le taux de pauvreté urbaine est relativement proche du taux de pauvreté rurale, à 64,9 %. Une grande partie des 1,5 million de nouveaux citoyens chaque année rejoignent les rangs des pauvres et plus de 80 % du chômage se trouve dans les zones urbaines.
- La plupart des emplois urbains se situent dans des activités à faible productivité, comme l'agriculture urbaine de subsistance (voir la section consacrée à l'agroalimentaire dans la précédente partie), la vente dans la rue et la construction de logements dans les bidonvilles. Les magasins modernes (comme les supermarchés) sont très peu nombreux et ne s'adressent qu'aux riches à des prix très élevés (principalement des biens importés à des coûts élevés), comme indiqué dans les sections « agroalimentaire » et « production ».
- La construction informelle conduit à une urbanisation à faible productivité avec des constructions de faible hauteur/des bidonvilles s'étalant le long des quelques routes principales, ce qui entraîne de longues distances/des économies d'agglomération pauvres et des infrastructures étirées. Les complexes de logements et les immeubles d'appartements à plusieurs étages sont peu nombreux et se limitent au haut de gamme du marché à des prix très élevés.
- Les conditions de vie dans les bidonvilles tentaculaires sont très mauvaises, avec une pénurie de services urbains de base, décentes et abordables (sécurité, eau, électricité, collecte des déchets...) et une prédominance aux inondations. La croissance non planifiée a entraîné la prolifération de quartiers peu habitables et peu praticables, souffrant de la médiocrité des services et de divers risques environnementaux et de catastrophes. Kinshasa pourrait devenir le plus grand bidonville d'Afrique si l'urbanisation n'est pas correctement gérée. Comme l'illustre la carte 4.7, les quartiers précaires se sont largement développés en dehors du centre-ville.

89 Revue de l'urbanisation de la RDC, Banque mondiale, 2017.

CARTE 4.7 CONDITIONS DE LOGEMENT À KINSHASA ET DANS LE BAS-CONGO



Source : Banque mondiale (2019)

Opportunités

L'urbanisation galopante devrait continuer à croître rapidement en raison de facteurs d'attraction (possibilités d'emploi alimentées par la demande dérivée des locomotives d'exportation comme l'exploitation minière) et de facteurs de répulsion (personnes fuyant l'insécurité et les conditions de vie difficiles dans les zones rurales). La population urbaine devrait passer de 30 millions en 2016 à 44 millions d'ici 2030. À son rythme de croissance actuel, Kinshasa comptera 24 millions d'habitants en 2030 et sera la ville la plus peuplée d'Afrique, devant Le Caire et Lagos.

L'opportunité (et le défi) est d'augmenter le niveau et la productivité des investissements privés dans les secteurs urbains-clés tels que la construction de logements et le commerce de détail.

Contraintes et solutions possibles

- Améliorer les marchés fonciers urbains. Les pratiques de gestion des terres nuisent à l'utilisation rationnelle des sols et la morphologie de la ville accroît la vulnérabilité aux maladies hydriques et aux risques liés au climat, les inondations faisant régulièrement des victimes. Les procédures d'aménagement du territoire et d'attribution des titres de propriété ne sont pas mises en œuvre, et l'obtention d'un certificat d'enregistrement peut comporter jusqu'à 27 étapes. Selon les rapports, jusqu'à 80 % des litiges concernent des questions foncières⁹⁰. Cette situation conduit à des modes d'habitat inadaptés et aléatoires et à une situation de logement précaire, les habitations étant construites dans des zones inondables. Bien que les investisseurs aient noté une amélioration récente du marché foncier de Kinshasa en raison de l'augmentation du nombre de notaires (de un à quatre) et d'un guichet unique pour les transactions foncières, le marché foncier urbain reste coûteux et risqué —un important promoteur immobilier a déclaré qu'il ne considère que 20 % des titres fonciers urbains comme sûrs, un important exploitant de supermarchés a déclaré qu'il avait eu un important litige foncier sur son premier magasin et qu'il était désormais locataire. Cela dissuade également les gens d'investir dans leur logement et empêche les gouvernements (locaux) de monétiser (par le biais de taxes foncières) la valeur des terrains qui augmente rapidement. La sécurisation des droits de propriété foncière devra aller de pair avec l'amélioration de la justice commerciale (la majorité des litiges étant liés à la terre).
- Améliorer les infrastructures urbaines. En plus de la réforme des secteurs d'infrastructure telle qu'elle a été abordée dans les sections précédentes sur les secteurs des transports, de l'électricité, de l'eau et des infrastructures numériques, la réforme des marchés fonciers urbains telle qu'elle a été vue, devrait générer des ressources financières pour les gouvernements locaux afin de financer les infrastructures locales qui, à leur tour, augmenteront la valeur des terres et donc des recettes de l'impôt foncier —générant un cercle vertueux menant à une urbanisation productive.
- Il est urgent d'améliorer la planification urbaine, en particulier à Kinshasa où le dernier plan d'urbanisme a été approuvé en 1967. Un plan d'orientation stratégique pour l'aire métropolitaine de Kinshasa (SOSAK) a été approuvé en 2016, mais les revenus limités de la ville-province de Kinshasa et des 24 communes, ainsi que la faible capacité de gestion urbaine et de gouvernance des dépenses, limitent la capacité de planifier et de fournir des services. Là encore, et comme nous l'avons vu plus haut, l'amélioration des marchés fonciers urbains permettra de générer les ressources financières (et les incitations) nécessaires aux autorités locales pour améliorer, mettre à jour et renforcer en permanence la planification urbaine.

90 Banque mondiale (2016) : Revue de l'urbanisme en RDC.

05. RÉFÉRENCES

- Banque Centrale du Congo, 2018. Rapport Annuel 2017.
- Banque mondiale. 2020. « Concept Note of the Kinshasa Multisector Development and Urban Resilience Project (P171141) ». Note conceptuelle. Avril 2020. Washington, D.C.
- Banque mondiale. 2019. Rapport « Enabling the Business of Agriculture (EBA) » en RDC. Washington, D.C.
- 2019a. Sixième mise à jour économique de la République démocratique du Congo. « Increasing Domestic Revenue Mobilization and Restoring Monetary Policy Effectiveness to Foster Accelerated and Inclusive Growth ». Février 2019, Washington, D.C.
- 2019b. République démocratique du Congo. « Governance of State-Owned Enterprises ». Mai 2019. Washington, D.C.
- 2019c. Opportunities and challenges to increase access to electricity in the DRC. Washington, D.C.
- 2019d. Acteurs privés du secteur de l'électricité : Opérateurs de réseaux isolés et distributeurs de systèmes solaires individuels. Washington, D.C.
- 2019e. Scaling Up Ecosystems for Small Businesses in The Democratic Republic of Congo. Analysis based on data from Kinshasa, Lubumbashi, Matadi, and Goma. Washington, D.C.
- 2019f. Democratic Republic of Congo Forest Note, Mars. Washington, D.C.
- 2018a. Democratic Republic of Congo Systematic Country Diagnostic: Policy Priorities for Poverty Reduction and Shared Prosperity in a Post-Conflict Country and Fragile State, Report No. 112733-ZR. Washington, D.C.
- 2018c. Implementation Completion and Results Report IDA-H5950; IDA-H8590 On a Grant in the Amount of USD 425 Million to The Democratic Republic of Congo for The DRC Multi-Modal Transport (P092537) Additional Financing (P129594). Washington, D.C.
- 2018d. Urbanization Review Productive and Inclusive Cities for an Emerging Democratic Republic of Congo. Directions in Development: Environment and Sustainable Development. Washington, D.C.
- 2017a. Étude sur les Écarts Fiscaux en République Démocratique du Congo. Washington, D.C.
- 2017b. Écart des Recettes Non Fiscales en République Démocratique Du Congo – Cadre Méthodologique. Washington, D.C.
- 2017c. « DRC agriculture sector review ». Washington, D.C.
2010. République Démocratique du Congo - Programme du Cadre intégré renforcé : Étude Diagnostique sur l'intégration du commerce. Washington, D.C. Banque mondiale.
- Bazilian M. et D. Chattopadhyay, 2015. « Considering power system planning in fragile and conflict states ». Document de travail EPRG 1518, Document de travail en Économie Cambridge 1530. Novembre 2015, Université de Cambridge.
- Brookings 2018. « The potential of manufacturing and industrialization in Africa: Trends, opportunities, and strategies ». Septembre 2018. Brookings: Washington D.C.
- Brunner B., V. Combet, S. Callahan, J. Holtz, E. Mangone, J. Barnes, C. Clarence, A. Assi et S. Gober, 2018. « The Role of the Private Sector in Improving the Performance of the Health System in the Democratic Republic of Congo ». Rapport pour la Banque mondiale. Bethesda, MD: Abt Associates Inc.

- OCDE. 2018. « The Hidden Costs of Tax Mining Incentives ». Consulté sur : <https://www.oecd.org/tax/oecd-and-igf-invite-comments-on-a-draft-toolkit-that-will-help-developing-countries-to-identify-and-cost-potential-behavioural-responses-by-mining-investors-to-tax-incentives.htm>
- ELAN RDC, 2018. Bashi, J. Étude sur le Transport Routier sur l'axe Kinshasa – Matadi : Rapport Final.
- FAO. 2010. « Growing Greener Cities in Africa ». Septembre 2010. Rome : FAO.
- GMSA. 2018. « Reforming Mobile Sector Taxation in the Democratic Republic of the Congo: Enabling Economic Growth Through A Supportive Tax System ». Londres.
- Hafner M., S. Tagliapietra, et L. de Strasser. 2018. « The Challenge of Energy Access in Africa » in: Energy in Africa. Springer Briefs in Energy. Springer.
- Murphy, E., D. Kortso-Collison, L. Glaeser, et Z. Maalouf-Manesseh, 2015. « USAID Office of Food for Peace Food Security Desk Review for Kasai Occidental and Kasai Oriental, Democratic Republic of Congo ». Food Security Desk Review. Septembre 2015. Washington, D.C.: USAID.
- Njumboket, I. et J-M. Nkanda, 2019. « Chinese Investments and Forest Land Use: Situation and Trends in the Democratic Republic of Congo ». IIED, Mars.
- ITIE. 2018. Rapport de conciliation ITIE-RDC 2016. Réalisé pour le compte du Comité Exécutif de l'ITIE RDC. Ernst & Young RDC SARL. Décembre 2018. Kinshasa.
- FMI. 2019. République Démocratique du Congo : Programme de Référence et Demande de Décaissement au Titre de la Facilité de Crédit Rapide. Rapport des Services du FMI. Rapport du FMI no 19/388.
- Landry, David G. 2018. « The risks and rewards of Resource-for-Infrastructure deals: Lessons from the Congo's Sicomines Agreement ». Document de travail n° 2018/16. China-Africa Research Initiative, School of Advanced International Studies. Université Johns Hopkins. Washington, D.C.
- Laporte, N., A. Bausch, G. Bush, R. Knox et J. Ipalaka, 2016. « Mapping Industrial Agriculture in Central Africa: Democratic Republic of Congo Case Study ». Woods Hole Research Center. MA, USA.
- Louis Berger-Systra, 2017. Étude Du Plan Directeur National Intégré des Transports en République Démocratique Du Congo, Rapport Phase 1 : Diagnostic Intégral des Transports.
- Maiza-Larrarte, A. et G. Claudio-Quiroga, 2019. « The impact of Sicomines on development in the Democratic Republic of Congo ». International Affairs, Vol. 95, Issue 2, mars 2019. Pages 1-4.
- Ulloa, A., F. Katz et N. Kekeh, 2009. « DRC: A study of binding constraints ». Banque mondiale.
- Ulimwengu, J., J. Funes, D. Headey et L. You, 2012. « Paving the Way for Development: The Impact of Road Infrastructure on Agricultural Production and Household Wealth in the Democratic Republic of Congo ». IFPRI.
- Organisation mondiale du commerce, 2016. « Trade Policy Review: Report by the Secretariat ». WT/TPR/S/339.
- UNFPA-OMS 2014. L'état de la pratique de sage-femme dans le monde 2014. New York: United Nations Population Fund (UNFPA).

IFC

2121 Pennsylvania Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20433 U.S.A.

CONTACTS

Jean-Christophe Maur
jmaur@worldbank.org

Vincent Palmade
vpalmade@worldbank.org

ifc.org



WORLD BANK GROUP

THE WORLD BANK
1818 • L.A.

IFC

International
Finance Corporation